faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

23

La Gauche et l'expérimentation sociale

P.S.-P.C.-M.R.G. :

POUVONS-NOUS GOUVERNER ENSEMBLE?



septembre 77
mensuel 10 F

L'équipe de faire

Orientation/Rédaction :

André Acquier, Christian Barte, Pierre Beregovoy, Jean-Louis Berger, Martine Buron, Jacques Caroux, Robert Chapuis, Stéphane Coquard, Jean-Pierre Cot, Pierre d'Almeida, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Patrice Finel, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Jacques Gallus, Claude Germon, Henry Hermand, Jean-François Huchet, Bernard Jaumont, Jacques Julliard, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Le Garrec, Guy Le Néouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Marc Osouf, Yves Person, Bernard Pingaud, Michel Poireau, Daniel Prat, Jean Pronteau, Jean Rey, Alain Richard, Michel Rocard, Pierre Rosanvallon, Lucien Rioux, André Salomon, Gérard Sandoz, Evelyne Sullerot, Dominique Taddéï, Yves Tavernier, Alain Touraine, Christian de Villeneuve, Claude Vieira, Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms.

Rédacteur en Chef :

Patrick Viveret

Secrétariat de Rédaction :

Bernard Thomas
Catherine Reille

Comité de Direction :

Jean-Pierre Cot, Jacques Gallus, Gérard Fuchs, Henry Hermand, Jean Le Garrec, Gilles Martinet, Pierre Rosanvallon, Yves Tavernier, Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms.

Directeur de la publication :

Gilles Martinet

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

Abonnements

Compte tenu de notre rythme de parution, un abonnement reçu après le 20 ne sera servi que le mois suivant.
Pour signaler une anomalie concernant votre abonnement, ayez l'obligeance d'indiquer le maximum de renseignements, et notamment de joindre la dernière bande adresse mentionnant votre numéro de code. Merci.

Changement d'adresse

Joindre 2 F. en timbres et la dernière bande-adresse (indispensable).

Tarif étranger

120 F. : Courrier normal — 160 F : Par avion.

Faire est édité par
la Société
des Editions du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne — 75002 Paris —
Tél. : 742.84.05
Service de vente : Michel Iatca — SOC,
24, boulevard Poissonnière — 75009 Paris —
Tél. : 523.25.60.
Numéro de commission paritaire : 56 924
ISSN : 0339 - 3070
Photocomposition :
Girard Graphic,
24, rue Moret — 75011 Paris.
Imprimerie : Grou Radenez,
29, rue de la Sablière — 75014 Paris.

N° 23 SOMMAIRE

actualité

Pourrons-nous gouverner ensemble ? **3**



Les syndicats avant 1978 9

La gauche et la situation économique 14

Interview de Ramon Tamamès dirigeant du PC Espagnol 15

changer la vie

Décentralisation et participation populaire **18**

Des enfants écrivent 21

ou en sont aujourd'hui

L'Inde **23**

la mémoire ouverte

Marceau Pivert et la SFIO **27**

recherches et débats

A quoi sert le Parti socialiste ? **37**



Du coté du Tiers Monde 40

notes et critiques

Institut de création Ateliers d'urbanisme La Touye... 44



interviews

Débat avec Brice Lalonde et Jean-Paul Bachy 47

dossiers

La gauche et l'expérimentation sociale **51**

faire

Curieux été. Chacune des grandes forces ou coalitions qui vont dominer les prochaines échéances législatives ont semblé se livrer à de longs monologues, ignorant leurs partenaires ou leurs adversaires.

La droite préoccupée par ses divisions, s'est trouvée incapable d'exploiter les désaccords qui sont apparus à gauche. La gauche elle-même s'est livrée à un long débat entre communistes et socialistes qui aurait pu être fécond s'il n'avait lui-même ignoré certains problèmes fondamentaux, notamment ceux qui furent posés à Creys-Malville.

Du coup, nous nous trouvons à l'occasion de cette rentrée confrontés à deux grandes questions : la première, celle qui fait la une de ce numéro, a trait aux conséquences du débat communistes/socialistes : pourrons-nous gouverner ensemble ? Gilles Martinet répond certes affirmativement à cette question, mais après avoir mis en évidence les dangers que la politique du P.C. peut faire courir à la gauche tout entière. Il serait en effet absurde que la nouvelle politique économique capable de conjurer la crise soit mise en cause par une surenchère incessante. La seconde question est celle des rapports entre la gauche et les mouvements sociaux, dont débattent ici Jean-Paul Bachy, Brice Lalonde et Pierre Rosanvallon.

Au cœur de ce débat, nous retrouverons une fois de plus la question de l'Etat. Va-t-on assister une nouvelle fois, sous couvert d'efficacité, à un renforcement de l'appareil d'Etat ? La gauche choisira-t-elle au contraire de laisser le maximum d'autonomie non seulement aux institutions décentralisées mais aussi aux mouvements sociaux ? Fera-t-elle le pari d'une société du risque et de l'expérimentation ? Cette question est encore loin d'être tranchée : à examiner le débat socialistes/communistes, on ne peut même pas dire qu'elle soit encore posée en pleine lumière.

C'est pourquoi le Forum d'été sur « La gauche et l'expérimentation » que viennent d'organiser Faire et le Nouvel observateur a pour vocation d'ouvrir au sein de la gauche ce grand débat politique auquel nous consacrons notre dossier de rentrée.

ACTUALITÉS

Pourrons-nous gouverner ensemble ?

Pourquoi Georges Marchais a-t-il pris le risque d'affaiblir la gauche ? Un gouvernement d'Union de la gauche est-il crédible ? Sur quelles réalités se fonde « la stratégie du soupçon » adoptée par le PCF. Gilles Martinet essaye ici d'apporter une réponse à toutes ces questions.

Les récentes déclarations de Georges Marchais ont conduit de nombreux partisans de l'union de la gauche à s'interroger sur les véritables intentions du Parti communiste. Celui-ci veut-il réellement aller au pouvoir ? Et à supposer qu'il le veuille, son comportement ne risque-t-il pas de provoquer rapidement un éclatement du futur gouvernement ?

Le fait que ces questions soient utilisées par l'adversaire ne nous dispense pas de les prendre au sérieux et donc de leur donner des réponses précises dénuées de toute naïveté comme de toute passion.

Observons tout d'abord que pour les dirigeants communistes, le problème immédiat est d'ordre essentiellement tactique. Il s'agit de savoir si leur parti peut se contenter des nombreux points d'accord que la première phase de l'actualisation du programme a permis d'établir ou s'il peut espérer obtenir davantage de ses partenaires. Visiblement Georges Marchais a opté pour la seconde hypothèse et c'est pourquoi il a volontairement dramatisé la situation et lancé une violente attaque contre François Mitterrand et le Parti socialiste. Ce faisant il a pris le risque de conduire la négociation dans l'impasse et donc de réduire sérieusement les chances de victoire de la gauche. Il ne pouvait évidemment ignorer ce risque mais il est probable qu'il l'a jugé plus faible que ne le voyaient ses partenaires et, d'une manière



GUY LE QUERREC/MAGNUM.

Les communistes veulent-ils réellement aller au pouvoir ?

plus générale, l'opinion publique.

A quels résultats pense pouvoir parvenir Georges Marchais? A s'en tenir au texte de ses déclarations, il s'agit de faire admettre par les socialistes et les radicaux de gauche sinon toutes, du moins la plus grande partie, des propositions communistes concernant les revendications sociales et l'extension des nationalisations et de donner un caractère définitif à l'acceptation de l'armement nucléaire.

Les revendications sociales

Les deux premières questions ne soulèvent entre les partenaires de l'union de la gauche aucun problème de principe. Les socialistes ne sont pas effrayés par la perspective de nouvelles nationalisations et la relance de la consommation populaire fait partie du plan de redressement économique qu'ils préconisent. Les travailleurs les plus défavorisés ne comprendraient d'ailleurs pas que la venue au pouvoir de la gauche ne se traduise pas par une amélioration sensible de leur niveau de vie. Toute la question est de savoir si l'on est en mesure de réaliser dès 1978 d'autres nationalisations que celles prévues par le Programme commun et à partir de quel taux d'augmentation de la masse salariale et des dépenses sociales on risque de perdre toute capacité de maîtriser le processus inflationniste et de garantir l'équilibre de la balance des comptes, c'est-à-dire de ne plus pouvoir s'assurer le contrôle du développement économique.

Le problème n'est pas théorique : il est très concret et concerne la deuxième moitié de l'année 1978 et l'ensemble de l'année 1979, c'est-à-dire une période où les mécanismes de la planification démocratique ne seront pas encore entièrement mis en place, où les effets des nationalisations et des restructurations industrielles ne se feront que partiellement sentir et où nous aurons à tenir compte du lourd héritage des gouvernements précédents. Nous sommes suffisamment proches de cette période pour chiffrer d'un manière relativement précise les répercussions des augmentations envisagées dans le domaine des salaires, des allocations familiales, des retraites, etc. Or, ce chiffrage démontre l'impossibilité de prendre en compte *l'ensemble* des propositions communistes.

Bien entendu, tous les calculs de ce genre sont discutables. Nous nous souvenons tous des prévisions des « experts » après mai 1968. Les hausses de salaires obtenues à Grenelle n'ont pas eu les effets catastrophiques que l'on nous prédisait. Mais il ne faut pas oublier que nous nous trouvions dans une phase d'expansion économique, alors que la gauche viendra au pouvoir dans une situation de crise qui n'est pas seulement française (liée comme le laisse entendre Georges Marchais à la seule politique de nos « monopoles » nationaux) mais *mondiale.* Aussi faut-il attacher une grande importance aux études concernant le commerce extérieur. Si nous retenions les propositions communistes, nous aboutirions à un déficit de la balance des comptes de trente milliards pour la seconde moitié de 1978 et de plus de cinquante milliards pour 1979. Cela placerait la France dans une situation de très grande dépendance à l'égard des prêteurs internationaux et compromettrait donc toute l'expérience.

Les communistes sont-ils dans l'ignorance complète de ces réalités? Je ne le crois pas. Sans doute y a-t-il parmi leurs économistes quelques idéologues qui prennent pour argent comptant les calculs du fameux chiffrage du mois de mai dernier. Mais à regarder de près ce chiffrage, on voit bien que ce qui ne va pas c'est moins l'addition des dépenses prévues que la nature des recettes escomptées. Il n'est pas possible que les dirigeants du parti soient dupes de ces évaluations fantaisistes sur la suppression des gâchis ou sur la réduction massive des importations. Alors pourquoi surenchérissent-ils sur toutes les propositions faites par les socialistes et qui se situent déjà à la limite de ce qui peut être accompli dans les deux premières années du gouvernement de la gauche? Il n'y a à cela qu'une explication : les dirigeants communistes savent que les socialistes ne céderont pas sur cette question essentielle et ils cherchent simplement à acquérir des mérites auprès d'un partie de la classe ouvrière. Ils veulent pouvoir dire aux travailleurs : « Si on nous avait écouté, vous auriez obtenu beaucoup plus. »

Négocier avec les syndicats

Ce calcul est à la fois dangereux et dérisoire. Dangereux parce qu'en promettant plus qu'on ne peut tenir, on s'expose à perdre rapidement la confiance des salariés. Dérisoire parce que tout se résoudra finalement dans le cadre d'une négociation globale avec les centrales syndicales et que le contenu de cette négociation dépend pour une large part d'une situation dont nous ne connaissons pas à l'avance toutes les données. Nous pouvons calculer dès aujourd'hui le coût de telle ou telle mesure. Nous ne pouvons pas savoir quelle sera la force et l'orientation du mouvement populaire qui accompagnera la victoire électorale de la gauche. Pas plus que nous ne pouvons prévoir l'ampleur des réactions hostiles que cette victoire peut déclencher. En 1974, Edmond Maire déclarait que le rôle des syndicats, dans une telle conjoncture, serait de « canaliser » autant que possible le mouvement populaire vers des changements qualitatifs

(portant notamment sur une réduction des inégalités, une redistribution des pouvoirs dans l'entreprise, une extension des droits des travailleurs, etc.) et non pas vers des revendications à coût élevé. Ce qui était souhaité en 1974 sera-t-il possible en 1978? Nous devons l'espérer mais nous n'en sommes pas certains. De toute façon c'est à travers une *négociation* entre le gouvernement et les syndicats et non par le biais d'une décision autoritaire des partis de gauche que sera fixé le calendrier définitif de la réalisation des principales revendications.

Réussir les nationalisations

L'objectif de l'extension des nationalisations est d'une nature différente. On peut ici aussi parler d'une certaine surenchère du Parti communiste. Mais il faut admettre que ce thème est beaucoup moins démagogique que le premier et qu'il correspond à toute une politique. Le Parti communiste ne voit pas seulement dans les nationalisations un moyen de donner au nouveau gouvernement la maîtrise du développement économique et d'ouvrir aux travailleurs concernés le chemin d'une démocratisation réelle de la vie des entreprises. Il y voit aussi la possibilité de s'assurer pour lui-même (par le canal des ministères « techniques » mais aussi par celui de la C.G.T.) des positions de pouvoir non négligeables. C'est peut-être ce qui le conduit à sous-estimer les difficultés qui devront être surmontées à l'occasion de la nationalisation des banques et des grands *holdings* mentionnés dans le programme de 1972. La situation de 1978 ne ressemble pas à celle de 1945. Il ne s'agit pas de reconstruire des secteurs industriels appauvris ou ruinés par la guerre. Il faut prendre en marche le commandement d'unités économiques puissantes et dynamiques, les restructurer et réorienter progressivement les activités. Cela demande une sérieuse préparation, la définition de stratégies qui seront différentes pour chaque cas et aussi une bonne connaissance des obstacles juridiques (dans ce domaine également nous ne sommes plus en 1945) qui seront dressés sur notre chemin. C'est pourquoi les socialistes considèrent qu'il faut d'abord réussir l'ensemble des nationalisations prévues avant de passer à une nouvelle étape. Ils ajoutent que les prises de participation majoritaires dans un certain nombre de sociétés permettraient de contrôler des secteurs importants comme celui de la sidérurgie sans avoir à surcharger le budget national de nouvelles et lourdes indemnités. Parmi les objections que les communistes font à ce projet, il en est une qui mérite de retenir l'attention. Les nationalisations décidées par le Programme commun prévoient une première démocratisation de la gestion : les travailleurs éliront directement une partie des membres du conseil d'administration, leurs syndicats recevront des droits nouveaux et exerceront notamment le contrôle des conditions de travail. Or la simple prise par l'Etat de la majorité des actions d'une société privée ne change en rien la situation des salariés de cette société. Ceux-ci n'ont donc aucun intérêt particulier à la réalisation de l'opération même si elle se révèle indispensable à une politique de planification. Aussi pour tenir compte de l'objection, les négociateurs socialistes ont-ils proposé que les nouveaux droits des salariés du secteur nationalisé soient étendus aux entreprises placées sous le contrôle effectif (mais non sous la propriété) de l'Etat. Il y a là un terrain d'accord possible.

Reste le problème de l'armement atomique. La direction du Parti communiste s'est trouvée sur ce point dans une position particulièrement vulnérable. Elle avait en effet effectué au printemps un tournant à cent quatre-vingt degrés (passant de la condamnation à l'acceptation de la force de frappe) sans avoir consulté sa base. Or, une partie de cette base n'a visiblement pas accepté la procédure. La direction du Parti socialiste s'était, quant à elle, engagée à consacrer en décembre une convention nationale à ce problème et, en attendant cette assemblée, elle ne se trouvait mandatée que pour réaffirmer la condamnation de l'armement nucléaire. On était dans l'impasse. Pouvait-on réserver la question jusqu'en décembre? Cela aurait été logique mais les communistes pouvaient alors refuser de conclure sur les autres points et il était impossible de prolonger la négociation jusqu'à la fin de l'année. C'est dans ces conditions que François Mitterrand a pris la responsabilité d'une déclaration susceptible de débloquer la situation. Après avoir rappelé qu'il doutait personnellement de l'efficacité de la force de frappe, il a proposé : que l'on confirme la position de principe du programme de 1972, c'est-à-dire la renonciation à cette force de frappe ; que le futur gouvernement de la gauche prenne dès son arrivée au pouvoir des initiatives en faveur du désarmement atomique, enfin qu'en attendant, la force nucléaire française soit maintenue « en l'état ». Il a ajouté que le peuple français devrait être appelé à se prononcer sur une question aussi fondamentale, par exemple par la voie d'un référendum.

Lorsque les négociateurs communistes eurent connaissance de cette déclaration, leur première réaction semble avoir été celle du soulagement. Ils demandèrent que le maintien « en l'état » soit transformé en maintien « en état ». Ils ne s'opposèrent pas à l'idée que le peuple français soit consulté tout en se déclarant

défavorables au référendum. Mais comme les socialistes ne demandèrent pas l'inclusion de cette formule dans le texte, l'accord paraissait très proche (1). En rentrant de vacances, Georges Marchais fit savoir qu'il n'en était rien. Résolu à exercer une forte pression sur ses partenaires, il ne voulait pas que l'une des questions en litige soit considérée comme sur le point d'être réglée.

Les « structures gouvernementales »

On ne peut comprendre cette attitude si l'on s'en tient aux trois grandes divergences (revendications sociales, nationalisations, armement atomique) mises en avant par le secrétaire général du Parti communiste. En fait, celui-ci vise un autre objectif qu'il ne dissimule pas mais dont il parle moins. A six mois de la bataille décisive, il veut obtenir des garanties quant à la place qu'occuperont les communistes dans le futur gouvernement de la gauche.

La méfiance qu'il manifeste à l'égard du Parti socialiste n'est pas feinte. Il sait, bien entendu, que les socialistes ne gouverneront pas sans les communistes mais il craint que François Mitterrand devenu Premier ministre, ne leur offre que des postes de second rang. Or, si le P.C.F. ne demande pas à occuper ce que l'on considère traditionnellement comme les ministères-clés — Intérieur, Affaires étrangères, Défense nationale — il souhaite animer de grands ministères techniques. Il voudrait notamment qu'on lui confie un Ministère du Plan et des Projets économiques à moyen et long terme et un Ministère des Collectivités locales et des Réformes administratives, qui serait détaché de l'actuel Ministère de l'Intérieur.

Tout se passe comme si Georges Marchais était persuadé que l'actualisation du Programme commun est la dernière occasion qui s'offre à lui pour régler convenablement ce problème des « structures gouvernementales ». Son agressivité traduit incontestablement une certaine nervosité. De 1972 à 1977, le Parti communiste n'a pas enregistré de véritable progrès électoral. Son score tourne autour des 21 %. Durant la même période, le P.S. et ses alliés du M.R.G. sont passés d'un peu plus, de 15 % à 30 % des voix. Le PCF attendait certainement que les socialistes avancent plus vite que lui, mais pas de cette manière et dans ces proportions ! Dès lors la concurrence avec le Parti socialiste est devenue pour lui un souci permanent. Il cherche constamment à marquer ce parti à droite, à le présenter comme une force politique douteuse, incertaine, toujours prête à trahir. L'actualisation du Programme commun a fourni à sa polémique une occasion qu'il n'aurait probablement pas saisie il y a trois ou quatre ans.



La concurrence du PS : un souci permanent pour les communistes.

Les effets de cette polémique sont extrêmement négatifs. L'audience du Parti communiste en est peut-être affaiblie mais c'est la crédibilité de l'ensemble de la gauche qui se trouve atteinte. Beaucoup de gens se disent : *« S'ils se disputent déjà de cette façon, comment croire qu'ils pourront gouverner ensemble ? »*. Et d'imaginer une situation où, tout en occupant plusieurs ministères, les communistes se livreraient à de permanentes manœuvres de débordement. On retrouve ici les vieilles craintes que suscite toute alliance avec le Parti communiste. Ces craintes se ravivent au souvenir de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est entre 1945 et 1950. Elles ne sont donc pas le fruit de la pure imagination. Mais elles doivent être surmontées si l'on veut découvrir quels sont les véritables problèmes qui se poseront si la gauche vient demain au pouvoir.

(1) base d'accord que contestent les opposants à la force nucléaire au sein du Parti socialiste

Les erreurs que peut commettre le Parti communiste ne doivent pas nous masquer le fait qu'il a une stratégie et que cette stratégie n'est pas celle que poursuivaient en 1948 les P C polonais, hongrois et tchécoslovaque. On ne peut raisonner comme si la révélation du Goulag n'avait pas existé, comme si la crise du système de gestion administrative et autoritaire de l'économie demeurait inconnue ou encore comme s'il était possible d'instaurer en Europe occidentale l'hégémonie d'un parti unique (— à supposer que ce projet existe encore dans quelques têtes) — sans le soutien actif des forces armées étrangères et donc en dehors d'une rupture de tous les équilibres mondiaux.

La stratégie du P C F ne peut tendre à l'instauration d'une nouvelle démocratie populaire. Ce qu'elle vise c'est la prise en charge pour une longue période d'importantes responsabilités dans le gouvernement, dans l'appareil d'Etat et dans les organismes para-étatiques. En cela la politique du Parti communiste français ne diffère pas fondamentalement de celle du Parti communiste italien ou du Parti communiste espagnol. Pour lui comme pour les autres partis de l'Europe du sud, ce but peut plus facilement être atteint dans le cadre d'une vaste alliance englobant de nombreuses forces sociales et politiques qu'au prix d'un affrontement bloc contre bloc. Dans ce cas on sécurise les classes intermédiaires et les partenaires internationaux, dans l'autre on les inquiète et on peut, comme au Chili, provoquer de dramatiques retours en arrière. D'où la stratégie du compromis historique italien, de l'union nationale espagnole et, de l'union du peuple de France, version modernisée du « front des français » de Maurice Thorez. *C'est vers l'élargissement de la coalition populaire en direction de la droite* (en l'occurence en direction des gaullistes) et non vers son *débordement par la gauche* que tendront tout naturellement à s'orienter les communistes, une fois apaisée leur crainte d'être écartés du gouvernement.
Plusieurs facteurs vont cependant à l'encontre d'une telle évolution. Le premier tient à l'impossibilité de dialoguer ouvertement avec le parti politique qui recueille aujourd'hui les votes de la fraction populaire et nationaliste du gaullisme, c'est à dire le R.P.R. Le second vient de la progression du Parti socialiste et de la nécessité de lui faire concurrence sur sa gauche. Le troisième est lié au rôle de « tribun du peuple », (porte-parole de toutes les revendications populaires) que joue le Parti communiste depuis trente ans et qui ne lui permet pas toujours de tenir le discours « responsable » qui était le sien de 1944 à 1947.

Deux tactiques

C'est ce qui explique qu'il soit obligé de mener deux tactiques au sein d'une même stratégie. D'un côté, il cherche à rassurer l'électorat gaulliste (réf. à la politique étrangère et militaire du général, souplesse sur le problème de l'école libre, mesures protectionnistes en faveur de la petite industrie, etc...) De l'autre côté, il veut se présenter comme une organisation révolutionnaire face à un Parti socialiste réputé réformiste et accusé de vouloir s'entendre avec une autre fraction de la droite (c'est ce que Jospin a appelé la «stratégie » du soupçon). Bien que cette dernière tactique soit en contradiction avec son principal dessein, le PC sera tenté d'utiliser tant qu'il ne sera pas certain de la victoire de la gauche et de sa participation au gouvernement. *En revanche cette victoire l'obligera à affronter les problèmes qu'il peut encore esquiver au-*

ESPRIT

Henri Meschonnic :
Pour une poésie aussi quotidienne que la politique

•

Chine :
Justice populaire ?

•

Michel Foucault et l'ordre sexuel

•

Rodolfo Walsh :
Lettre à la Junte militaire argentine

•

JUILLET-AOUT 1977, 15 F

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6e
C.C.P. Paris 1154-51

jourd'hui. Ce sera pour lui un moment de vérité comme ce fut le cas lors de sa participation aux gouvernements de l'immédiat après-guerre. L'analyse de cette expérience déjà ancienne est indispensable pour comprendre ce que peut et ce que ne peut pas faire un Parti communiste engagé dans une expérience de ce type. (1).

La responsabilité des socialistes

L'attitude actuelle et future du Parti communiste oblige les socialistes à pousser plus loin leur réflexion sur leur propre stratégie. Dans un premier temps, le renouveau socialiste a eu un effet positif sur l'évolution du PCF. De nombreuse dispositions du Programme commun acceptée par ce parti marquent une nette rupture avec une vision du socialisme qui demeurait liée au lodèle soviétique. Il ne faut cependant pas oublier que ce modèle est un modèle cohérent et qu'il ne suffit pas de le rejeter pour effacer toutes les vieilles habitudes de pensée. Les communistes français ont abandonné le modèle : ils ne l'ont pas encore remplacé par un projet qui ait la même force et la même logique. Aussi, lorsque la progression du Parti socialiste, les conduit à attaquer ce parti, ils le font encore sur la base de leurs anciens réflexes et de leurs anciens critères.

De cela le PS n'est pas responsable mais il n'est pas non plus totalement innocent. A moins d'un an des élections, les socialistes n'ont pas voulu apporter de modifications profondes aux différents chapitres du Programme commun. Les surenchères auxquelles allaient visiblement se livrer les communistes ne permettaient pas une



véritable discussion sur les points qui auraient mérité d'être révisés et approfondis. Ils s'en sont donc tenus à une simple actualisation du programme de 1972, actualisation qui a d'ailleurs permis d'enrichir sérieusement le texte initial. Ils ont en même temps repoussé les demandes communistes qui leur paraissaient relever de la démagogie ou de l'irréalisme.

Ce faisant, ils ont confirmé auprès de l'opinion l'image d'un Parti socialiste responsable et capable de faire preuve de fermeté à l'égard de ses partenaires. Mais cette position *défensive* a un peu effacé ce qui fait l'originalité profonde du P S., c'est à dire *sa capacité d'initiative et de proposition*. Le P S est apparu comme le parti qui sait qu'on ne peut pas tout promettre aux travailleurs. On a momentanément perdu de vue qu'il était aussi le parti qui cherche à appréhender les nouveaux problèmes qui se posent aux sociétés industrielles en crise.

Le débat sur les revendications sociales est à cet égard très significatif. Les communistes ont tendance à raisonner en termes globaux : on augmente la masse salariale, on développe la consommation populaire et ce développement de la consommation populaire entraînera la reprise économique. Or, la question n'est pas si simple. L'augmentation de la consommation doit être progressive et sélective. Il serait absurde qu'elle conduise, comme ce fut par exemple le cas au Portugal, à un énorme accroissement des importations ou encore qu'elle provoque, si l'on cède à certaine tendances protectionnistes, à d'inacceptables pénuries. Il faut faire des choix, définir des priorités et bien entendu créer au plus vite une nouvelle capacité de production dans de nombreux secteurs.

Les commissions d'études du Parti socialiste ont, sur ce problème comme sur ceux des nationalisations, de l'emploi, du cadre de vie, de la gestion des entreprises, de l'enseignement, etc..., poussé assez loin la réflexion. Leurs propositions ne sont nullement en contradiction avec l'orientation générale du Programme commun. Mais elles soulèvent des problèmes qui étaient encore très flous en 1972. Il aurait été sans doute souhaitable que ces propositions soient discutées à l'occasion de l'actualisation du programme (certaines l'ont d'ailleurs été).Mais, encore une fois, le comportement du parti communiste et la proximité de la campagne électorale ne permettaient pas de tout examiner et de tout débattre.

Il n'empêche que la réussite de l'expérience de la gauche est liée à la capacité du nouveau gouvernement d'opérer rapidement un certain nombre de changements qualificatifs fondamentaux. L'ampleur et la nature de ces changements dépend dans une large mesure des mouvements populaires qui accompagneront ou suivront la victoire électorale. Encore faut-il avoir à l'avance une idée claire de ce qu'il est possible de faire. La prise en compte des pulsions sociales n'est pas incompatible avec celle des exigences de rationalité technique.

Il ne faut jamais perdre de vue que le Parti socialiste n'a réalisé sa progression spectaculaire que parce qu'il est apparu comme un parti nouveau répon-

(1) Nous avons demandé à Philippe Robrieux de nous retracer l'histoire des années 1945-47. Nous publierons son étude dans notre prochain numéro.

dant à une situation nouvelle et que sans cette progression, il n'y aurait pas pour la gauche la moindre chance de l'emporter en 1978. Cette situation peut chagriner le Parti communiste mais il n'a pas de solution de rechange sinon celle qui consisterait à se résigner à une éternelle opposition. La participation au pouvoir passe par l'alliance avec un Parti socialiste fort et seulement par elle.

Or dès que nous nous trouverons au pouvoir — et quelles que puissent être les méfiances réciproques — nous aurons à affronter **ensemble** des problèmes d'une immense ampleur. Les classes dominantes ne nous feront aucun cadeau et nous ne pourrons à aucun moment oublier ce « petit détail » que constitue la présence de Giscard d'Estaing à l'Elysée. Nos adversaires multiplieront les obstacles et s'efforceront d'aggraver les difficultés économiques avec pour objectif final la dissolution de la nouvelle assemblée. Nous juge-t-on assez naïfs pour nous prêter au jeu du président de la République? Pense-t-on que les communistes vont de leur côté scier la branche sur laquelle ils se trouveront assis? Et compte-t-on sur les syndicats pour faire dans une telle situation, la politique du pire? La gauche sera obligée de faire preuve d'une étroite solidarité. Pendant les premiers mois de notre gouvernement, il y aura peut-être des tensions mais pas de crise au sein de la coalition populaire. Au terme de cette période, bien des choses auront changé.

Si l'expérience devait échouer, rien ne peut évidemment être garanti. Mais si ses chances de réussite se révélaient sérieuses, alors les communistes seraient conduits à opérer une deuxième mutation, mutation qui ne peut pas se produire avant l'épreuve du pouvoir. Ce sont les faits et non les discours qui conduiront le Parti communiste à abandonner la vision simpliste qu'il a des réalités économiques. Le manteau idéologique qui est présentement utile à l'exercice de sa « fonction tribunicienne » (et qui camoufle si bien les contradictions tactiques de sa stratégie) glissera des épaules de ses responsables et de ses ministres. Cela ne veut pas dire que le P.C. n'aura alors d'autre choix que de verser dans le pragmatisme gestionnaire. Ce qui est vrai pour le Parti socialiste l'est aussi pour lui. Pour conserver le pouvoir, la gauche n'aura pas seulement besoin de faire preuve de réalisme, il lui faudra jouer en permanence la dynamique du changement social. Cette dynamique peut et doit attirer des hommes et des femmes qui subissent aujourd'hui l'influence des partis bourgeois. Elle exclut tout élargissement de l'alliance en direction de la droite nationaliste.

Certains peuvent rêver au « centre-gauche », d'autres au « compromis historique ». Mais il n'y a pas d'autre voie que l'union de la gauche.

Gilles MARTINET

Que feront les syndicats ?

Les centrales syndicales aussi se préoccupent d'une victoire éventuelle de la gauche. La CGT et la CFDT ont publié récemment leurs plates-formes. Jean Le Garrec les analyse ici.

Sans négliger les enjeux immédiats et la relance d'une action en septembre contre le chômage, les centrales syndicales mettent également au point la stratégie qu'elles suivront si la gauche arrive au pouvoir en 1978. La CGT vient de publier avec une introduction de Henri Krasucki ses positions, qui sont celles définies dans le programme d'action adopté par son trente-neuvième Congrès, et précisées sur certains points par les conférences nationales, les documents des organismes de direction élus, les réflexions issues de débats et de colloques (1). De son côté, la CFDT a

(1) Le Peuple No 1 016, du 15 juin

présenté sa plate-forme pour des objectifs de transformation, adoptée par son Conseil national avant les vacances (2). Le 16 septembre à Orléans, FO fera connaître à son tour sa position face à un gouvernement de la gauche unie.

Négocier vite

La parution de ces deux textes à quelques mois des échéances de 1978 et en pleine période des négociations pour la réactualisation du Programme commun constitue un fait politique extrêmement important. La CGT et la CFDT ne se contentent pas de définir leurs revendications ; elles précisent aussi la procédure de mise en œuvre d'une négociation avec le nouveau gouvernement, ce qui engage la mesure de leur soutien à l'action gouvernementale. Pour Henri Krasucki, *« le gouvernement aura dans les meilleurs délais à négocier des questions les concernant avec les organisations syndicales »* et ce n'est que dans la mesure où un gouvernement de gauche tiendra ses promesses aux travailleurs *« que la politique contractuelle prendra son véritable sens... entre ce que l'on pourra appeler à juste titre des « partenaires sociaux ».* Dans son introduction, Edmond Maire est non moins précis : *« Nous entendons négocier cet ensemble de propositions avec un gouvernement de gauche dès sa mise en place, pour assurer l'avenir et engager des acquis irréversibles, quels que soient les aléas ultérieurs ».* La portée de ces déclarations de principe est soulignée pour Krasucki par le rappel de la nécessaire autonomie syndicale et pour Maire par l'affirmation qu'il faudra maîtriser les rapports entre l'action de masse et l'action gouvernementale, en récusant *« tout autant les deux variantes, synonymes d'échec, que sont les stratégies de débordement, d'intégration ou de passivité ».* Le cadre de 1978 est dressé : les organisations politiques recherchent la meilleure réactualisation du Programme commun, les partenaires sociaux précisent leurs positions. Il faudra donc négocier, et négocier vite. Sans entrer dans le détail des deux textes, nous pouvons indiquer que trois séries de préoccupations sont mises en évidence :

— les réponses à l'ensemble des revendications urgentes et fondamentales qui peuvent se définir par une seule phrase : « plus de justice sociale et moins d'inégalités » ;

— l'engagement rapide des mesures permettant l'affirmation des droits nouveaux : « démocratie de la gestion des entreprises et de l'économie » pour la CGT ; « garantie des acquis, élargissement du champ des libertés et des responsabilités » pour la CFDT ;

— la mise en place des moyens permettant une maîtrise et une transformation du développement économique et social : planification démocratique, nationalisations avec, pour la CGT, la mise en évidence du nécessaire élargissement à la sidérurgie et à l'automobile ; la CFDT insistant sur la transformation de l'appareil d'Etat par la remise en cause de sa fonction répressive et par sa décentralisation.

Des points de vue rapprochés

Entre les deux centrales, les points de vue se sont rapprochés et plus précisément pour les revendications répondant au « plus de justice sociale et moins d'inégalités » :

— SMIC à 2200 F pour 40 heures hebdomadaires et mensualisation ;

— égalité de rémunération entre hommes et femmes, et publicité des salaires, ajoute la CFDT ;

— garantie du pouvoir d'achat ;

— retraite à soixante ans sur la base d'un montant égal à 80 % de la rémunération des dix dernières années, pour la CFDT, 75 % pour la CGT, mais avec la garantie d'un minimum immédiat d'au moins 80 % du SMIC qui très vite doit être porté à 100 % du SMIC ;

— minimum des pensions et des retraites porté à 1760 F par mois ;

— accord entre les deux organisations, et cela constitue une avancée considérable, qu'Edmond Maire souligne dans son introduction, sur la réduction de l'éventail hiérarchique vers le haut et l'augmentation plus rapide des bas salaires. La CFDT avance la proportion de un à six comme objectif d'un écart hiérarchique entre le salaire minimum et le salaire maximum dans chaque entreprise ; la CGT parle de « resserrer l'éventail des salaires et d'établir une hiérarchie plus équitable », particulièrement par la réduction du nombre de catégories professionnelles, et la détermination d'une amplitude totale de la hiérarchie que les salariés de toutes catégories « estiment acceptables ».

En ce qui concerne les conditions de travail et la garantie de l'emploi, on retrouve entre les deux organisations des propositions et des points de vue qui, en ce domaine aussi, se sont rapprochés.

Pas de licenciement non accompagné d'un reclassement préalable et équivalent, pour la CGT ; pour la CFDT, garantie d'un reclassement préalable ou d'une formation débouchant sur un emploi équivalent.

La CFDT donne au comité d'entreprise le droit à un veto suspensif à tout projet de licenciement collectif, jusqu'à ce que le comité local de l'emploi dont elle demande la création ait

(2) Syndicalisme Hebdo, No 1 657 du 16 juin 1977.

donné son avis, la CGT propose le recours à des instances paritaires.

De même, on retrouve dans les deux textes des propositions identiques pour l'amélioration des conditions de travail (réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures, cinquième semaine de congés payés, cinquième équipe pour les feux continus), un élargissement du rôle du comité d'entreprise (par exemple, pour la CFDT, accord nécessaire pour le maintien du travail de nuit), la volonté d'étendre la mission et donc les prérogatives des comités d'hygiène et de sécurité, ainsi que les possibilités d'intervention des médecins du travail et des inspecteurs du travail. Dans la panoplie des moyens de lutte contre le chômage, on retrouve les mêmes propositions même si, par ailleurs, l'analyse du modèle de développement est divergent : création d'emplois nouveaux dans le secteur public, dans les secteurs où la réduction du travail et l'avancement de l'âge de la retraite doivent s'accompagner d'une politique d'embauche. Les deux centrales insistant sur la nécessité d'une autre politique de développement, la CFDT mettant l'accent sur le développement des équipements et services assurant la qualité de la vie quotidienne et la CGT sur la création d'emplois dans les secteurs de biens de consommation en liaison avec la progression du pouvoir d'achat des travailleurs. Dans ce domaine, on retrouve, même si les modalités d'application en sont parfois différentes, la volonté d'étendre les moyens d'intervention et de contrôle des travailleurs.

Incontestablement, la convergence entre les deux confédérations est forte pour tout ce qui concerne les revendications les plus immédiates, même si cela ne doit pas masquer les divergences importantes qui demeurent dans la détermination des objectifs plus généraux. D'où l'importance des questions sur les enjeux et les limites de la future négociation : qu'est-il possible de faire? Comment choisir les priorités? Faut-il doser le « quantitatif » en allant plus loin dans le « qualitafif » tout en sachant qu'il n'est pas possible de tronçonner les problèmes et comme l'écrit la CFDT, « c'est du même pas que les travailleurs veulent accroître leur part du revenu national et maîtriser leur avenir ».

Quelles priorités ?

Deux remarques peuvent être faites :

1. Le SMIC à 2 200 F, dans une soi-disant société de consommation, cela demeure dérisoire et scandaleux. La CFDT chiffre à 6,2 millions le nombre de travailleurs ayant un revenu inférieur à 2 200 F mensuel brut, dont 63 % de femmes! Comment vivre aujourd'hui en France avec 2 200 F par mois! Voilà au moins un problème où le concept marxiste du salaire permettant la simple reproduction de la force de travail demeure opératoire. Même si la réduction des inégalités « coûtera cher », ce prix n'est que celui de la justice la plus élémentaire. Il n'en est peut-être pas de même pour certaines revendications comme par exemple la généralisation de la retraite à soixante ans. La modulation dans ce domaine est probablement possible, d'autant qu'une projection à dix ans fait apparaître des contraintes nouvelles liées à l'évolution de la situation démographique.

— 2. Le chiffrage demeure aléatoire car les effets induits, positifs ou négatifs, ne peuvent qu'approximativement être pris en compte. Il est vrai que la mise en œuvre des mesures revendiquées par les centrales syndicales aura, par définition, un effet positif sur la demande marchande et donc sur la relance économique. Il serait pourtant erroné de trop attendre de cet effet mécanique de relance et de négliger les risques de résurgence inflationniste ainsi que l'aggravation du déséquilibre dans les échanges. Le contrôle des prix ne peut suffire comme moyen d'enrayer une forte poussée des prix. Une politique autarcique n'efface pas les contraintes extérieures et demeure irréaliste et insoutenable. Le problème n'est donc pas de mesurer chichement le niveau de cette redistribution (ce que d'ailleurs ne prévoit pas le Programme commun de gouvernement) mais de s'efforcer à une maîtrise des effets pervers par une canalisation de la consommation. C'est la thèse que soutient Serge Christophe Kolm dans son dernier livre. Les possibilités sont diverses : développement des services, orientation de la demande vers les secteurs ayant une possibilité de développement. Cela doit s'accompagner de la mise en place d'une politique industrielle sélective qui ne sacrifie pas l'essentiel de ses moyens au profit de quelques industries de pointe. Un exemple entre autres : le secteur de l'ameublement en France connaît depuis quelques années une aggravation croissante de sa balance des échanges. Il s'agit pourtant d'une industrie qui, théoriquement, ne devrait pas avoir de problèmes limitant son potentiel de développement (matières premières, qualification de la main d'œuvre, tradition artisanale). Un soutien public important devrait se donner comme objectif la recherche d'un équilibre des échanges. A cette condition, une stimulation par la consommation aura un effet positif de relance et ne se traduira pas par une aggravation de notre déficit.

Le débat sur l'autogestion

Malgré la déclaration très unitaire de Henri Krasucki, « L'autogestion, c'est dans Marx, c'est

une autre façon de dire le communisme au sens achevé du mot », il semble pourtant que c'est dans l'approche du problème capital de la démocratie dans l'entreprise que des divergences significatives demeurent entre les deux confédérations. Le fait que le projet de la CFDT de créer des « conseils d'atelier » ne suscite, semble-t-il, aucune opposition « à priori » de la CGT ne suffit pas à gommer les divergences.

Edmond Maire, dans l'introduction à la plate-forme CFDT, marque clairement les objectifs de la confédération : l'enjeu de la période, c'est le passage du capitalisme au socialisme en prenant appui sur les luttes sociales, « les travailleurs, la masse de la population, doivent être acteurs des transformations » car les luttes sociales sont le moteur de la transformation de la société. Si les partis ont la responsabilité de mener l'action au niveau de l'appareil d'Etat, la CFDT manifeste nettement son refus « d'une étape même provisoire de centralisation étatique de l'économie sous couvert d'une hypothétique décentralisation ultérieure du pouvoir », d'où l'importance des propositions qui ont pour objectif l'affirmation de formes nouvelles de pouvoir : pour les entreprises nationalisées, conseil d'atelier; dans le secteur privé, 1 % des heures travaillées à la disposition des travailleurs pour débattre et contrôler leurs conditions de travail, comités de branche, comités locaux de l'emploi; confrontation entre les comités d'entreprises et les communes, importance donnée à l'information par la création d'un conseil national de la Presse et d'un conseil national de l'Audio-visuel. Dans l'introduction de Henri Krasucki, il n'est nullement question de socialisme, mais des réformes « que la crise rend encore plus impérieuses ». Le terme est repris dans le titre du paragraphe des propositions pour la démocratisation de l'économie : « La CGT préconise essentiellement trois directions de réforme institutionnelle » : démocratiser, élargir les pouvoirs du conseil économique et social et des commissions du Plan y compris régionales; élargir l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées et donner aux représentants élus des travailleurs un poids important dans le conseil d'administration; dans toutes les entreprises étendre les droits des organisations syndicales et des comités d'entreprise (ce point est aussi développé dans la plate-forme CFDT). La nature de l'enjeu immédiat qui, pour la CGT, est antimonopoliste plus qu'anticapitaliste, fonde cette démarche par étapes. A court terme, il est possible et souhaitable de développer les institutions permettant une évolution vers plus de démocratie. Mais, cette participation accrue des travailleurs n'est conçue qu'à travers la médiation des organisations syndicales. Cela ne va pas sans quelques ambiguités. Malgré l'affirmation de principe sur le rôle des syndicats « qui ne sont pas appelés à diriger ou gérer directement l'économie », il semble — car le texte est peu clair — que la participation des travailleurs élus se fasse par le canal de la représentation syndicale. Les deux confédérations n'abordent d'ailleurs qu'avec prudence le problème capital de la représentation élue des travailleurs. Elles affirment pourtant que l'élargissement du champ des nationalisations doit permettre une réduction du pouvoir économique de la bourgeoisie et l'impulsion d'une autre politique de développement mais qu'il est fondamental de développer dans le même processus la « socialisation des pouvoirs » pour la CFDT, la « démocratisation de l'économie » pour la CGT. Il est clair que pour les deux syndicats, le problème de la forme du pouvoir dans l'entreprise nationalisée est un des enjeux de la période. Si, par ailleurs, on affirme nettement la nécessité impérieuse pour le syndicat de préserver son rôle de contestation, de défense, de négociation et de contrôle, ce qui implique une non participation à la gestion de l'entreprise. A partir de quoi fonde-t-on cette représentation démocratique? La CFDT récuse l'ambiguité du texte de la CGT en s'efforçant à une analyse plus précise des différentes formes de pouvoirs, mais sans en préciser les modalités de mise en place. De quel autre moyen de légitimation dispose-t-on, si ce n'est d'un système de représentation élective, qu'il s'agisse de la participation au Conseil d'administration ou dans le cadre de nouvelles institutions selon la formule vague de la CFDT? Les syndicats auront-ils le monopole de présentation des candidats? Pour quel mandat? Ne s'agit-il pas, plus fondamentalement, de légitimer une nouvelle hiérarchie qui prendra le pas sur la conception actuelle de l'organisation de commandement? Voilà autant de questions fondamentales qu'il n'est plus possible d'esquiver.

L'autonomie nécessaire

Nous devons affirmer que la seule légitimation du pouvoir dans l'entreprise nationalisée doit être progressivement fondée par l'expression démocratique du collège des travailleurs. Il est vrai que cette évolution implique la recherche des garanties indispensables au maintien de l'efficacité nécessaire (durée du mandat, forme du contrôle, compte-rendu du mandat, etc), qu'il faudra probablement définir des structures différentes selon la nature des responsabilités, qu'une expérimentation progressive sera nécessaire, enfin qu'un effort extrêmement important pour



Edmond Maire et François Mitterrand : affirmer l'indépendance des syndicats.

développer l'information et la formation est indispensable.

Mais, si l'on veut donner un contenu précis à la revendication d'une démocratisation de l'économie, le moment est venu d'engager le débat au fond. Même si les textes de la CFDT et de la CGT n'ont pas exactement la même fonction — la plate-forme de la CFDT se veut réponse à des enjeux précis, le texte de la CGT est aussi un document de congrès à vocation plus large — leur comparaison pour la partie commune fait apparaître trois niveaux de problèmes :

— La France a le triste record des inégalités sociales aggravées par les conséquences de la restructuration capitaliste. Dans l'affirmation des revendications pour « plus de justice et d'égalité », il y a une incontestable convergence entre les deux confédérations. S'il est évident qu'un gouvernement de gauche ne pourra tout faire, l'engagement immédiat de mesures significatives sera déterminant pour la crédibilité de l'expérience gouvernementale.

— Des divergences importantes subsistent entre les deux organisations (analyse de la période et des enjeux, théorisation du projet global), mais ces divergences ont tendance à s'effacer lorsqu'il s'agit d'élaborer des propositions précises. C'est aussi que la fausse opposition qualitatif/quantitatif a perdu de sa signification. Cela ne fait que donner une acuité plus grande au problème de la démocratisation de l'économie. Le débat doit s'engager, mais il implique plus de netteté dans sa formulation.

— L'affirmation de l'autonomie syndicale se retrouve dans les textes de la CGT et de la CFDT. Mais, et cela est net pour les deux confédérations, cette autonomie d'intervention ne se limite plus à l'entreprise. Les propositions des syndicats couvrent un domaine de plus en plus large (culture, information, transport, santé, vie quotidienne...) dépassant ainsi la coupure de plus en plus artificielle entre le productif et le non productif. Cette évolution fait se reposer d'une toute autre manière le problème des rapports partis/syndicats. La CGT semble privilégier un partage des rôles qui laisse la responsabilité de la gestion et de l'action gouvernementale aux partis politiques mais, nous avons vu que dans le domaine de la gestion, la frontière peut être incertaine. La CFDT laisse apparaître « en creux » une conception institutionnelle de l'action du parti politique, le syndicat s'occupe des luttes sociales, l'organisation politique des institutions d'Etat. La conception des rapports partis/syndicats pourrait s'inscrire dans une évolution vers un « travaillisme à la française », avec les risques d'impasse et d'échec particulièrement dans une période de forte mobilisation populaire et de mutation des institutions. Le débat doit permettre de mieux cerner les conséquences de cette évolution, à la condition d'une prise en charge de la réflexion sur la mutation du pouvoir dans l'entreprise nationalisée. Un schéma pourrait se dessiner : le syndicat défend, négocie, propose, contrôle ; l'organisation politique assume la responsabilité de la gestion, ce qui implique son engagement lors de la désignation d'une représentation démocratique dans les instances de gestion de l'entreprise.

Jean LE GARREC

" La France vers le socialisme "

« La France vers le socialisme », tel est le titre d'un livre (1) de Yves Bernard qui vise à examiner les conditions de réussite d'une expérience socialiste dans notre pays.

En avant-première, un extrait de cet ouvrage.

(1) A paraître - Flammarion.

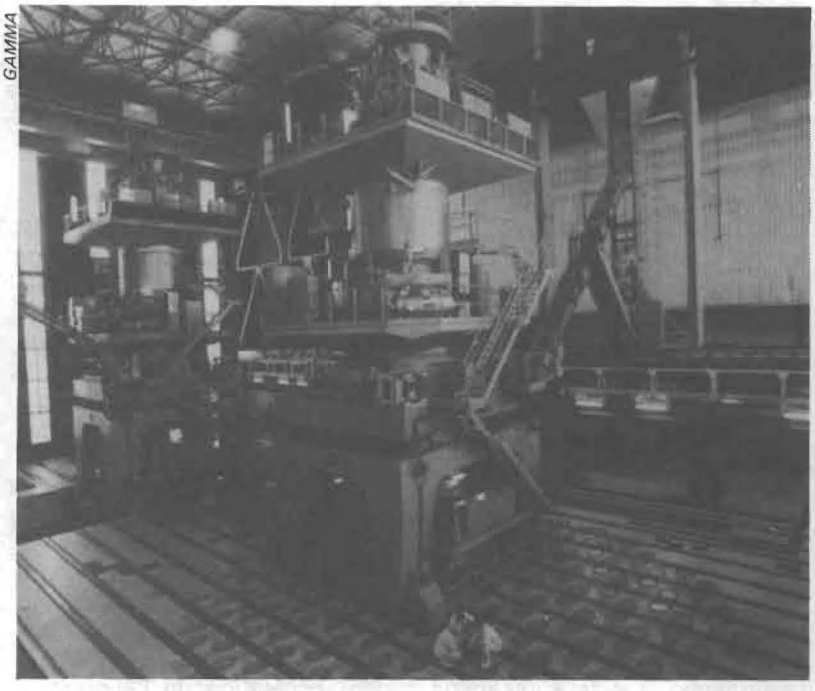
Si l'on table sur une croissance de l'ordre de 5 %, on peut ainsi tabler sur un « surplus » en termes réels de l'ordre de 80 milliards la première année, 85 milliards la deuxième.

Bien entendu, ce n'est pas sur ce seul « surplus » que l'on peut jouer. Mais il faut y regarder de plus près.

D'aucuns attendent beaucoup, dans le partage de la valeur ajoutée, de la réduction de la part des profits par rapport aux autres composantes, et notamment aux salaires. En fait, même si l'on admet que certaines mesures pourront rapidement avoir un effet favorable sur l'élimination de certains gaspillages en matière d'équipements productifs, il est évident que les créations d'emplois s'accompagneront d'un effort d'investissement et que le développement des équipements collectifs exigera lui-même un financement important. De sorte qu'au total, il est fort probable que le taux d'investissement global de l'économie française devra être maintenu, sinon accru, et qu'une masse d'opérations au moins comparable à l'actuelle devra être financée en partie par l'autofinancement, en partie par l'épargne.

En outre, ce qui pourra être entrepris dès le départ pour desserrer la contrainte extérieure du côté des importations (économies dans le domaine de l'énergie, de certains biens d'équipement ou de produits manufacturés, mise en route ou soutien de productions nationales...) prendra nécessairement du temps à exercer des effets. Sur le court-moyen terme, il sera nécessaire de maintenir, sinon d'accroître un taux d'exportation élevé (de l'ordre de 25 % du produit intérieur brut marchand).

Enfin, il est clair qu'en fonction des engagements sociaux inscrits dans le Programme commun et des priorités concernant la satisfaction des besoins, un effort tout particulier sera engagé, dès le départ, dans ce qu'il est convenu d'appeler, le domaine des consommations collectives (1), génératrices d'une forte demande des administrations. Dans ces conditions, la consommation privée marchande pourra croître d'environ 5 % par an au maximum (soit environ 4,5 % par tête), ce qui correspond à environ 70 % du « surplus » évoqué plus haut. Une tendance à une progression supérieure serait lourde de déséquilibres multiples, tant au niveau des relations externes qu'internes, favorisant un dérapage difficile-


GAMMA

Le taux global d'investissement devra être maintenu, sinon accru.

ment contrôlable dans l'inflation.

Si l'on admet ces considérations globales et préalables, on est conduit à en tirer certaines conclusions plus particulièrement relatives à la phase de démarrage, mais qui conservent leur valeur sur l'ensemble de la période de transition.

Le surplus affectable à la consommation privée marchande n'est pas négligeable, mais comporte cependant une limite.

Redistribuer les revenus

Dès lors, la revalorisation des salaires, en termes de pouvoir d'achat réel, doit s'inscrire globalement dans une plage voisine, surtout si l'on suppose que les efforts accomplis pour certaines catégories de travailleurs se traduiront par une plus forte propension à consommer. Ceci veut dire que cette revalorisation des salaires devra être d'autant plus différenciée, par exemple, que l'effort sera grand pour les basses rémunérations, les retraites, les allocations de caractère social...

Le resserrement de l'éventail des salaires, et des revenus primaires en général (ceci vise notamment les professions indépendantes, pour lesquelles une programmation indicative devra intervenir très rapidement), comportera lui-même certaines limites.

Il en résulte qu'il doit être doublé par un élargissement et une réforme du processus de redistribution des revenus.

Si l'on considère la dépense publique au sens large (Etat, collectivités locales, organismes de sécurité sociale), on doit d'emblée formuler deux remarques qui ont une importance capitale du point de vue de la marge de manœuvre des autorités publiques :

— d'une part des économies souvent substantielles peuvent être réalisées dans certains domaines (dépenses militaires, subventions...). Mais ceci peut requérir quelques délais, naturellement ;

— d'autre part, l'ensemble des dépenses publiques n'a pas à être autofinancé à 100 % par des ressources définitives. On trompe l'opinion avec les rengaines faussement objectives sur la notion de déficit, ou de découvert. Il est logique et économiquement tout à fait justifié qu'une part des dépenses d'équipement, et a fortiori les dépenses temporaires (prêts, avances) soient couvertes par des ressources d'emprunt.

Il reste que les dépenses de fonctionnement et celles qui ont trait aux transferts (par exemple des charges de la sécurité sociale en matière de prestations) doivent être couvertes par des ressources définitives correspondant aux recettes fiscales et parafiscales (cotisations sociales) pour l'essentiel.

Ceci posé et admis, l'importance des actions engagées dès le départ dans le domaine des prestations sociales (allocations familiales, prestations maladie, retraites et pensions, aide aux handicapés...) comme dans celui des consommations collectives (services administratifs, services hospitaliers...) exigera, au-delà d'une lutte renforcée contre la fraude, une augmentation des prélèvements obligatoires sur les revenus primaires. Et une raison supplémentaire de retenir le principe de cet accroissement est la nécessité de corriger la répartition primaire pour prévenir une pression trop forte de la demande de consommation privée par rapport aux capacités de réponse de l'économie, notamment pendant la phase de démarrage et de consolidation.

Bien entendu, cet accroissement ne peut-être lui-même que progressif, et d'autres mesures devront intervenir rapidement à cet égard. En particulier, il est absolument capital de consolider l'épargne accumulée, et plus précisément l'épargne populaire, à la fois pour ne pas déchaîner des comportements de consommation inconsidérés, pour protéger les avoirs contre les transferts liés à l'érosion monétaire et pour faciliter le financement par emprunt du développement des équipements.

Y. B.

Espagne : vers une consolidation de la démocratie ?

Dans une interview recueillie en juillet, Ramon Tamames, économiste en renom, membre du comité exécutif du PC espagnol livre ses impressions sur la situation économique de son pays.

Après le résultat de ces élections, et compte tenu des structures autoritaires franquistes qui restent en place dans le pays, comment analyses-tu la situation politique en Espagne aujourd'hui ?

Les résultats des élections démontrent que l'Espagne est un pays assez à gauche. L'extrême-droite a eu des résultats très faibles, et nous pensons que la possibilité de consolider la démocratie est réelle, à travers les travaux du Parlement, spécialement des lois les plus urgentes, comme les lois sur la réforme fiscale, les lois sur les droits des travailleurs qui vont être proposés par le Parti communiste, la révision de la réglementation du droit de grève et de ce qu'on appelle le licenciement libre ; et parmi les problèmes les plus urgents, la rédaction de la constitution. Je crois qu'on va commencer les travaux sur le projet de constitution au mois d'octobre ou novembre, l'aspect le plus urgent des travaux législatifs étant l'élaboration du règlement des Cortès, le règlement franquiste étant déjà complètement dépassé.

Nous pensons donc qu'il y a une situation politique assez favorable pour la consolidation de la démocratie. Nous pensons aussi que les résultats des élections ne permettent pas d'établir une carte définitive de l'Espagne politique, qu'il y a encore un pourcentage important de voix qui dans l'avenir va basculer dans des directions différentes.

Reste un problème important, c'est celui du rôle de l'armée en Espagne. Penses-tu que si cette consolidation allait un peu « trop loin » il y aurait des risques de réactions de l'extrême-droite et de l'armée ?

Je crois que les réactions de l'extrême-droite appartiennent déjà au passé : elle n'a pas de force électorale et sa participation au pouvoir, encore importante, va diminuer chaque jour. Si on ne touche pas à la monarchie, je ne crois pas qu'il y aura des problèmes avec l'armée. Elle est plutôt plus favorable à l'institution monarchique que favorable à ce qu'on appelle l'union de l'Espagne. Mais pour le moment les partis de gauche ne vont pas poser la question de la République sinon d'une manière symbolique ; en outre les pressions « nationalistes » des peuples d'Espagne ne sont pas très fortes. Ceci est d'ailleurs un autre résultat important des élections : les partis « nationaux » ont eu un bien meilleur résultat que les partis nationalistes même dans les « nationalités » : comme tu sais le Parti socialiste a gagné les élections au Pays basque, et les partis socialiste et communiste ont obtenu la majorité en Catalogne. Je crois que le problème des autonomies régionales va donc être résolu de manière pragmatique et assez rapidement, sans qu'on parle de fédéralisme, et sans qu'on pose des questions qui pourraient déclencher un mouvement dangereux de la part de l'armée.

Je crois que le vrai problème en ce moment est la situation économique, qui s'est beaucoup détériorée. On ne peut pas apprécier simplement cette situation en regardant les rues des villes espagnoles, où il paraît que rien ne se passe et que tout marche bien ; il faut chercher la réalité dans les bilans des entreprises. Les bilans des entreprises sont dans des situations vraiment incroyables ; et il faut ajouter la pression des travailleurs pour l'augmentation des salaires. Vous venez de voir les revendications des « Commissions ouvrières » qui proposent de porter à 25 000 pesetas le salaire mensuel minimum alors que le salaire minimum actuel est de 12 000 pesetas. Je crois que le plan du gouvernement n'est pas suffisant pour redresser la situation. C'est pour cela que nous, communistes, disons qu'il faut en Espagne un gouvernement de coalition pour sauver l'économie et pour aider à consolider la démocratie. Coalition entre le Centre socialistes et les communistes, et un gouvernement d'« union nationale ».

Comment se caractérise la situation économique espagnole aussi bien sur le plan structurel que conjoncturel ?

Du point de vue conjoncturel on peut résumer la situation de la manière suivante : il y a des déséquilibres intérieurs et extérieurs. Les déséquilibres intérieurs sont surtout l'inflation et le chômage, et du point de vue extérieur c'est surtout le déficit de la balance des paiements et la situation de la dette espagnole. Le gouvernement va essayer de résoudre le problème conjoncturel à travers certaines mesures que tu connais : la dévaluation de la peseta, pour importer moins et exporter plus, pour favoriser l'entrée en Espagne des capitaux qui attendaient la dévaluation. Cela représente des millions de dollars. Du point de vue intérieur on va essayer de mettre fin au déficit du budget national, qui constitue une des causes de l'inflation, et de diminuer la consommation des revenus les plus hauts. On va même constituer une commission spéciale d'urgence aux Cortès pour étudier la réforme fiscale de telle manière qu'elle entre en vigueur au mois d'octobre.

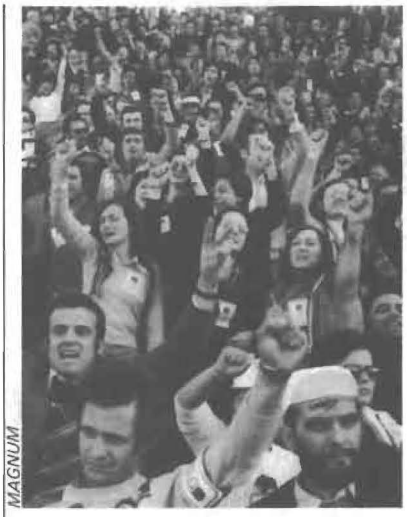
Si on considère que ce plan gouvernemental ne peut pas régler les problèmes, quelle va être la position du Parti communiste ?

Nous avons déjà dit que la dévaluation était malheureusement inévitable. J'avais personnellement annoncé il y a trois mois qu'après les élections il y aurait une dévaluation ; il ne fallait pas être prophète pour la

prévoir, et nous avons déjà dit au gouvernement, (car nous avons été reçus entre autres par le Président du gouvernement), que nous sommes favorables à la partie du programme gouvernemental concernant la réforme fiscale ; mais nous avons dit en même temps que nous ne sommes pas favorables au reste des mesures, c'est-à-dire à une politique des revenus ne concernant que les salaires. En outre il n'y a pas d'instruments de contrôle des autres revenus, et il n'y a pas une position nette du gouvernement sur les revendications des travailleurs, surtout pour ce qu'on appelle les codes des droits des travailleurs et la réglementation du droit de grève, la participation des travailleurs à la sécurité sociale, la dévolution du patrimoine ouvrier des syndicats franquistes aux syndicats démocratiques. Nous avons aussi protesté contre l'absence de politique agricole. La pêche qui est maintenant un des secteurs les plus « difficiles », et l'énergie ne sont pas non plus mentionnées. Nous avons dit que la réforme fiscale est une réforme importante mais ce n'est pas la seule réforme à mettre en oeuvre. Il y en a d'autres : la réforme agraire, la sécurité sociale, le crédit, les entreprises publiques. Il faut voir toutes ces choses ensemble ; c'est pourquoi nous disons que nous n'acceptons pas un programme conjoncturel ; nous demandons un plan d'assainissement et de relance économique élaboré par le gouvernement avec les forces sociales, c'est-à-dire les syndicats, les paysans, la petite et la moyenne entreprise, les mouvements de citoyens, etc.

Quelles sont les caractéristiques de ce projet de réforme fiscale présenté par le gouvernement ?

Nous sommes en faveur de la réforme fiscale parce qu'elle reprend nombre de revendications qui figuraient au programme électoral du Parti communiste, c'est-à-dire l'impôt sur le patrimoine, la création du délit de fraude fiscale, une échelle encore plus progressive pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'investigation des comptes dans les banques.


MAGNUM

La bi-polarisation issue des élections ne risque-t-elle pas d'amener vers un gouvernement de centre-gauche éloigné d'une alternative socialiste ? Quel est ton point de vue à ce sujet ?

Je crois que ce risque existe, surtout après les élections municipales qui sont un des chapitres les plus importants de l'avenir politique de l'Espagne. L'une des tâches les plus urgentes pour les Cortès est de rédiger une nouvelle loi électorale pour ces municipalités. Après ces élections les conditions pourraient être mûres pour la formation d'un gouvernement d'union nationale : la situation économique ne va pas se redresser facilement, et il y a une opposition même à l'intérieur du gouvernement aux mesures proposées ; il y a surtout une attitude très négative de la part des cercles financiers. Dans ces conditions la situation va se détériorer encore plus d'ici les élections municipales de février-mars et ce sera alors l'heure de la vérité...

En France, l'intégration de la France dans le Marché commun peut créer des difficultés à une gauche qui voudrait appliquer le Programme commun. Dans cette optique, comment vois-tu le problème de l'intégration espagnole dans le Marché commun ?

Le PCE est favorable à l'intégration européenne dans le Marché commun ; quand nous entendons les critiques des camarades européens qui sont contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, nous leur demandons pourquoi ils ne proposent pas le retrait de leur pays du Marché commun. La Communauté est une réalité ; on ne peut l'ignorer. L'entrée dans le Marché commun est la condition de la modernisation de l'Espagne ; les problèmes séculaires de l'Espagne viennent de son isolement. Certes il y a des problèmes ; mais on peut les résoudre en établissant un calendrier de désarmement douanier.

Le PCE estime-t-il qu'un contrôle des multinationales doit figurer parmi les mesures qui doivent être adoptées en Espagne pour une reprise en main d'une politique de développement industriel plus indépendant ?

Il y aura une période de transition pour l'entrée dans le Marché commun pour permettre à l'économie espagnole de s'adapter, avec le coût social le plus bas. Le problème des multinationales dans cette période transitoire est de faire la critique des investissements non désirables. La vraie solution viendra de l'Union européenne et du Parlement européen, chaque pays du Marché commun pris séparément étant incapable à lui seul d'imposer un contrôle sur les multinationales.

Propos recueillis par J.-P. Dubois et E. Landuburu.



Décentralisation et participation populaire

Le législateur italien a, le premier en Europe, consenti aux communes des pouvoirs considérablement élargis. Paolo Cacciari décrit les acquis et les contraintes de cette expérience.

L'expérience de décentralisation politico-administrative en Italie, dans les communes, a commencé vers 1965 et s'est surtout développée après les élections du 15 juin 1975 (60 % de la population italienne est aujourd'hui administrée dans des communes à majorité de gauche), où le résultat a rendu possible l'adoption d'une loi nationale qui consent aux communes d'amples pouvoirs en matière d'autorégulation de leur propre organisation politico-administrative.

Il s'agit d'une loi importante — la première en Europe — destinée à modifier l'ordre institutionnel des autonomies locales. Quelques considérations sont nécessaires. Pour mieux comprendre l'expérience italienne. Dans la tradition de notre pays, et surtout depuis la résistance antifasciste, les communes ont représenté un point de référence politique réel pour les masses populaires, en opposition aux structures bureaucratiques — répressives, d'émanation centralisatrice (préfectures essentiellement). La Constitution républicaine italienne reconnaît solennellement les pouvoirs des communes, les définissant comme fondamentaux pour l'ordre global de l'Etat.

La législation de l'Etat doit s'adapter aux exigences du développement des autonomies locales (des communes notamment). Dans la constitution il était évident que la nécessité de dépasser la conception centralisée et autoritaire de l'Etat, héritée du fascisme et de l'Italie libérale préfasciste, était impensable malgré les difficultés d'effacer par un simple coup d'éponge une réalité aussi consolidée. Mais la volonté constitutionnelle a été effacée par la volte-face des gouvernements centristes inaugurés en 1948 par de Gaspéri, et puis de la faillite des grandes illusions sociales-démocrates des gouvernements de centre-gauche de 1962 à la crise de l'établissement politique de ces dernières années. A ce propos, on peut parler en Italie de « continuité historique » entre l'Etat fasciste et l'Etat démocrate-chrétien. Pendant toutes ces années, les communes non seulement n'ont pu affirmer leur propre rôle de gouvernement autonome de leur territoire, mais elles se sont trouvées étranglées dans un système avilissant.

Les communes ont cherché à faire face aux

demandes sociales des citadins non satisfaites en raison des défaillances du gouvernement et des appareils centraux de l'Etat (écoles, transports, service sociaux de tous genres). Leur tâche a été rendue quasi impossible en raison du retrait par l'Etat de toutes possibilites d'imposition fiscale, leur supprimant toute possibilité d'autonomie financière et les transformant en « coussinets » pour absorber les pressions sociales.

Le développement économique distordu, les extraordinaires flux migratoires, l'urbanisation forcenée de l'Italie du miracle économique, en l'absence d'une législation capable de contrôler et de régler le profit industriel et la rente spéculative, ont fait éclater les autonomies locales, les mettant en position marginale, en confrontation avec le « libre » développement des forces du marché.

L'Emilie-Romagne a fonctionné comme un modèle alternatif parce que ces cités réussissaient à rendre plus de services aux citadins et à mieux contenir les poussées économiques désintégratrices, montrant que les collectivités locales pouvaient faire sur leur propre territoire mieux que les autres niveaux de gouvernement. Si la crise des finances publiques et la crise économique en général paralyse tous et toutes, les communes gérées depuis toujours par les forces de gauche ont le mérite d'avoir tenu haut le drapeau des autonomies locales. L'autre question qui ressort des expériences italiennes est le haut degré de participation active et démocratique des masses populaires qui s'est développée particulièrement, à partir des années soixante. Si l'on ne part pas de cela, notre discours sur la réforme de l'Etat, sur la transformation des modèles de comportement des pouvoirs publics, sur la décentralisation et la participation, risque d'être sûrement mal compris. Les confrontations internationales sur la décentralisation et la participation organisées par exemple par le Conseil de l'Europe (le dernier en date s'est tenu à Venise), même modestes et limitées dans leur contenu, démontrent que, bien que difficilement — à moins de se livrer à des abstractions socio-idéologiques — il est possible de se « comprendre » entre experts et administrateurs qui interviennent dans des réalités politiques (avant même qu'institutionnelles) extrêmement diverses.

L'expérience italienne dans ce domaine a plus de similitudes avec l'espagnole qu'avec la britannique, sans parler des tentatives allemandes... mais je ne voudrais pas rouvrir une question qui nous ramènerait aux élections européennes de 1978. Plus simplement, je voudrais rappeler qu'en Italie le niveau de syndicalisation des travailleurs (la première et plus élémentaire forme d'autonomie auto-organisée) a atteint une importance unique dans les pays industriels, s'instituant de façon irréversible comme des « contre-pouvoirs » (ou mieux, comme des pouvoirs ouvriers) dans chaque entreprise et lieu de travail; les structures économiques coopératives entre détaillants et producteurs sont en grand développement (les facturations de la Léga, une des trois grandes centrales coopératives, a dépassé cette année le chiffre d'affaires de la Fiat). Depuis 1968, les étudiants n'ont cessé de régénérer un mouvement de masse vaste et diversement articulé entre les groupes de jeunes. Depuis le referundum sur le divorce de 1974, les femmes sont entrées avec vigueur sur la scène politique italienne; les comités et les autres forces d'aggrégation associative autonome existent aussi dans de nombreux secteurs de la vie sociale. Mais dans la réalité de la situation italienne qui comptent le plus, ce sont les formations politiques. Profondément enracinés dans la conscience des travailleurs de toutes origines, expression vitale d'intérêt et de vie collective, instruments qui ne s'épuisent pas dans la « gestion » du pouvoir, les partis ne limitent pas leur propre champ d'activité dans les confrontations électorales, mais sont aussi capables de développer une présence quotidienne, non instrumentale, auprès des habitants, avec les habitants.

La fin des collatéraux dans le monde catholique, des « courroies de transmission » dans le mouvement ouvrier, l'affirmation des autonomies politiques et organisationnelles des mouvements de masse, syndicaux et autres, ont mis les partis politiques devant la nécessité historique de régénérer leurs propres liaisons directes, non déléguées avec la base du pays.

Je parle des partis, (de tous), parce qu'il est vrai que pour le PCI comme pour les autres partis de gauche, la définition gramscienne du « parti nouveau », de lutte et de gouvernement, possède déjà en lui la caractéristique d'un parti démocratique. Ceci est vrai aussi pour des partis modérés ou conservateurs — la DC en premier lieu — qui se trouvent devant la nécessité historique de maintenir la dimension « populaire » de leur mouvement, qui est la base et la justification de toute idéologie interclassiste et intégratrice.

Les partis en Italie sont l'instrument premier et fondamental de vie démocratique et de participation active de la population à la vie sociale et politique des collectivités locales et nationales. C'est un canal fécond, incomparable aux modèles des pays sociaux-démocrates et aux constitutions de type anglo-saxon, où l'alternance au pouvoir diminue le rôle des partis. La décentralisation et la richesse de la vie démocratique garantissent en Italie l'existence d'un pluralisme de formations politiques.

A cet ensemble de considérations de caractère général, j'ajouterai un jugement pour compléter la synthèse de la situation italienne. Dans mon pays, où le niveau de la lutte populaire, de la conflictualité sociale, le degré de conscience rejoint

par la classe des travailleurs en ce qui concerne ses droits et la compréhension des distorsions produites par le modèle de développement imposé au pays, la volonté de « compter plus », refusant toute délégation tant aux « corps séparés » de l'Etat centralisé qu'aux représentants de la planification technocratique et dirigiste de l'Etat réformateur, conduisent à maturité l'idée d'une organisation différente du pouvoir public. Il y a un fossé entre l'ampleur de la potentialité démocratique et l'aspect étriqué de la gestion actuelle du pouvoir public. L'expérience italienne sur la décentralisation politique et administrative part de cette réalité et a ses caractéristiques. Et les remèdes ne pouvaient être proposés que par les premières instances à se rendre compte de ces transformations, les plus sensibles c'est-à-dire les communes. Mais quelque chose a bougé aussi là où la pression populaire a été la plus forte : sur le problème de l'école, avec la création d'organes collégiaux de gestion des établissements scolaires et des districts (regroupement de plusieurs écoles). La santé a suivi, avec l'institution de centres socio-sanitaires et d'unités locales de services ; les Conseils tributaires ont relancé le mouvement avec leurs activités de contrôle de l'assiette fiscale.

Tout ceci devra former un nouveau tissu démocratique et institutionnel, en référence directe aux niveaux primaires d'aggrégation collective. A ce point de notre exposé il nous semble important pour la clarté du texte d'apporter un complément d'information. Qualitativement, les instances de gouvernement sectoriel sont profondément différentes (comités de gestion et autres) des conseils de circonscription ou de quartier (organes de décentralisation communale). Les premiers représentent une forme de démocratisation, même imparfaite ; les seconds expriment un niveau de synthèse général, premier moment de recomposition de tous les intérêts de la population vivant sur un territoire, moment d'exaltation et non de désagrégation de l'unité et de l'autonomie des pouvoirs locaux communaux. Dans les deux cas, il s'agit de nouveaux instruments de démocratie représentative, élective et par conséquent délégative, qui déplacent vers le bas (décentralisation) les instruments de l'exercice du pouvoir public.

Il est possible d'objecter que tout ceci ne résoud pas le problème de la participation entendue comme réalisation d'une forme de démocratie directe de la totalité de la population, qui réussit finalement à s'autogérer sans avoir besoin de délégation, et en évitant les médiations supérieures.

Tout ceci, même dans l'expérience italienne, ne peut que demeurer irrésolu (sinon dans les programmes des partis d'inspiration marxiste!). Mais si nous voulons affronter ces nœuds de contradictions en dehors d'abstractions faciles, il est nécessaire de poser deux questions : la première concerne les modes de formation de la volonté populaire ; la seconde les instruments nécessaires à l'exercice de la souveraineté populaire. Ces contradictions sont affrontées aujourd'hui à l'intérieur d'une structure socio-politique, même si celle-ci est en permanente évolution. Il apparaît dès lors évident que le rôle des forces qui se proposent comme objectif une transformation socialiste de la société, est de mettre le plus possible en relation les expressions organisées de la subjectivité de l'initiative unitaire de base avec les instances déléguées à l'exercice des pouvoirs, afin de promouvoir les premières et transformer les secondes.

Si au contraire l'attention n'est attirée que sur un seul des deux termes, le risque existe de privilégier soit l'aspect purement sociologique de la participation, soit simplement le risque formaliste et institutionnel de la décentralisation administrative.

C'est pour ces raisons que certaines théories de l'autogestion ou du contre-pouvoir ne convainquent pas, tout au moins en Italie. Le risque que nous pressentons est que le modèle proposé n'ait pas la force (s'il n'est pas accompagné par une profonde réforme politique) d'influer sur les pouvoirs, mais seulement, et malheureusement, de s'opposer défensivement aux pouvoirs existants ou, pire, de définir un espace sectoriel minimum (dans le cadre de la vie quotidienne) de gestion participative pour certains services sociaux. D'un autre côté, toute hypothèse de décentralisation des pouvoirs qui ne se fonde pas sur une modification qualitative des rapports sociaux et des modes de vie de la population, risque toujours d'être une modernisation technico-fonctionnelle des instruments du « vieux » pouvoir social-démocrate.

Tout ceci pour dire que la gauche en Italie a accordé une grande importance à la loi d'avril 1976 sur la décentralisation et la participation populaire à la vie administrative des communes. Celle-ci a ouvert une brèche dans la vieille ordonnance des collectivités locales et, mieux encore, elle a légalisé une volonté que déjà de nombreuses communes avaient manifestée. Mais ce n'est pas pour autant une ratification. Dans le contenu de cette loi a prévalu l'idée plus juste et avancée de la décentralisation : l'idée de laisser aux communes la plus grande liberté pour définir leurs propres structures décentralisées, les champs et matières des pouvoirs à transférer, le nombre et l'ampleur des conseils de circonscription (de quartiers), etc.

Dans de nombreuses communes italiennes s'élaborent aujourd'hui les règlements et les élections des comités de quartier ; c'est dans le concret de ces expériences que se joue maintenant la bataille pour une nouvelle façon d'être et d'agir des pouvoirs publics locaux.

Paolo CACCIARI

Adjoint à la décentralisation
de la commune de Venise, Membre du PCI.

Des enfants écrivent

Laisser libre cours à son imagination. Prendre du plaisir à jongler avec les mots. Favoriser l'expression de la personne.

Tel est l'un des aspects de la démarche entreprise par une classe de la maison d'enfants d'Elancourt dans les Yvelines.

Ces enfants de 11 à 13 ans ont rencontré des difficultés sociales et personnelles qui les amènent à exprimer avec force leur vision du monde, leurs préoccupations, tout ce qui fait leur vie intérieure.

Ces textes sont extraits du journal de leur classe.

Certains d'entre eux ont été écrit d'une façon très libre, sans consigne particulière de l'instituteur, l'enfant pouvant à tout moment écrire ou enregistrer ce qui lui vient à l'esprit. D'autres ont été écrits en reprenant la structure de poèmes d'auteurs, ou en évoquant les thèmes contenus dans les poèmes ou suscités par la lecture des journaux.

Le but de ce journal de classe à été de permettre aux enfants de s'exprimer personnellement et non de leur faire réaliser un atelier d'écriture où l'accent serait mis sur la syntaxe et le style.

Laissons parler les mots.

Ecoutons leurs respirations.

Les enfants ont beaucoup à nous dire.

Joseph Le Vée
Dominique Bérody
instituteur et animateur
à Elancourt.

C'EST DUR

c'est dur d'aimer
c'est dur de vivre
c'est dur de patienter
c'est dur de travailler
c'est dur de passer le bac
c'est dur de garder un enfant
c'est dur, oui c'est dur le BONHEUR

THIERRY MATHIEU

L'HOMME

l'homme vit grâce
à son corps.
il travaille pour
gagner DE L'ARGENT.
il chasse parce que
la loi l'autorise

il se tue des fois
parce qu'il est tout seul

THIERRY

EN L'AN 2000

Il y aura
beaucoup de poèmes
pour nous raconter
des histoires d'AMOUR
et de CHAGRIN
et de PLAISIR

LE FOU

LE FOU SORT D'UN ASILE
IL SE DEFOULE
IL COURT
IL CRIE
IL RIT

il assassine

il bouscule
il vole
il frôle

le fou enfermé derrière
des barreaux

SE TUE



Martine FRANCK/VIVA

UN FOOTBALLEUR MAL REVEILLE

Un footballeur joue dans un stade. A la fin de la 2e mi-temps, il tire dans le ballon qui devient une fleur. Des fleurs partout! Dans le stade, les gens sont assis. C'est plein de fleurs multicolores. Le joueur veut en CUEILLIR UNE.
Il se retrouve avec le ballon dans les mains. A ce moment là l'arbitre siffle un pénalty. Il y a les fleurs qui bougent.
LUI ETONNE IL A PEUR, IL SE SAUVE. LES FLEURS L'ATTRAPENT, LE REMETTENT SUR LE TERRAIN? IL REGARDE...

ALI

■■■ *je vais à la piscine*
je coule
je bois des tasses
je fume en planquette
je m'en fous de la classe
je prends la caisse du groupe
je suis un bandit

je suis bon à rien du tout ■

■■■

Je vois la lune,
je prends une prune.
Je vois la bulle,
je prends mon pull.
Je vois la brume,
je prends l'écume,
JE PRENDS MA PLUME,
et j'écris...

texte collectif

L'ENFANT NE A L'ENVERS

Dans une classe .... un matin.
On fait des fiches, des maths.
Il y a un garçon pour qui tout à coup, ça devient une fiche de grammaire à la place du calcul. Le maître arrive, il le dispute, mais ça recommence. Alors le maître le change de classe. Il va dans les petits : on lui donne un puzzle, il le fait tout à l'envers.
On décide de lui faire passer un grand examen exprès pour lui parce qu'il lit tout à l'envers. Le directeur réunit son instituteur et tous les instituteurs qu'il a eu avant ainsi que les fiches qu'il avait fait.
Le directeur lui dit :
« Bon écoutez! On ne sait plus où vous mettre pour l'instant parce qu'on a aucune place pour votre cerveau. »
On l'envoie dans un hôpital pour chercher ce qu'il a, mais tout est normal. Alors la maîtresse le prend à part tous les jours. C'est pareil : « Tu vas me lire ça! » Il fait un puzzle — « Tu vas me faire un puzzle » il est entrain de lire. Il y a plusieurs autres maîtres qui essaient et petit à petit ce sont eux qui deviennent comme lui. Tous ceux qui étaient plus fort que lui, il les a calés, c'est lui qui après est devenu le directeur est qui va s'occuper des instituteurs.

Rached

L'Inde

Six mois après les élections qui virent la défaite d'Indira Gandhi et du Parti du Congrès, l'Inde est confrontée à des choix économiques, politiques et diplomatiques décisifs. Gilles Gaultier les décrits ici.



WILLIAM KLEIN/VIVA

Sortir des images d'Epinal...

Mars 1977 : les élections générales mettent un terme au monopole du Parti du Congrès sur la vie politique indienne. Indira Gandhi, battue dans sa circonscription, démissionne de son poste de Premier Ministre. La suprématie d'un parti, lié, trente années durant, à la lutte pour l'indépendance, à la décolonisation, s'achève en un désastre lourd de conséquences pour la vie politique du pays.

S'achèvent ainsi en outre deux ans de gouvernement autocratique de la part d'une équipe corrompue, impuissante à résoudre les problèmes essentiels de la nation.

Un remodelage de la géographie politique prend forme, dont-il convient d'évaluer les termes, les enjeux et les perspectives.

De quelles données disposons-nous? L'essentiel de l'information concernant ce pays de quelques six cent cinquante millions d'habitants nous est en effet généralement livré en France avec la plus extrême parcimonie. Les grands mouvements qui agitent la vie politique indienne, les grandes lignes directrices qui s'y concrétisent, le nom même des leaders sont ignorés. Il est indispensable de sortir des images d'Epinal volontiers complaisantes présentées par la presse française d'un pays en plein chaos où la vache sacrée broute une herbe rare entre les corps des victimes de la malnutrition.

Les réalités sont ainsi figées qu'il n'est plus possible d'en saisir les dynamiques et que les problématiques se réduisent fréquemment à la juxtaposition des lieux communs habituels.

Faudrait-il oublier que, si l'Inde traîne le boulet d'une agriculture archaïque, elle est aussi un grand pays industriel (son infrastructure et ses potentialités sont sans commune mesure avec celles de la Chine de 1949).

Faudrait-il oublier les transferts opérés depuis l'indépendance, les expériences tentées avec succés, la richesse d'une vie politique où le mouvement socialiste, bien qu'éparpillé et fragmenté représente une force très

importante. Des enjeux à l'échelle de la planète sont en gestation dans ce pays immense, par sa population et sa superficie, mais aussi par ses richesses, ses potentialités comme ce fut et c'est encore le cas pour la Chine.

Depuis 1947 l'Inde représente une des plus intéressantes expériences fédérales jamais réussies.

Situer sur cet échiquier gigantesque en quelques phrases les forces en présence n'est pas facile. La ponctuation des événements ne l'est guère plus, tant il est malaisé, dans la mouvance prodigieuse de cette mosaïque de nationalités, de religions, de langues, de cultures refaçonnées par le monde moderne, d'en évaluer l'importance et le sens.

Indépendante en 1947, l'Inde représente sans aucun doute, en dépit de forces centrifuges encore importantes, l'une des plus intéressantes expériences fédérales jamais réussies. Contrairement au Pakistan, on peut noter en Inde l'émergence d'un sentiment national souvent prédominant à celui d'appartenance régionale ou provinciale.

L'évolution politique de l'Inde s'est souvent confondue avec la façon dont le pouvoir fédéral a rassemblé et fait cohabiter une multitude de forces divergentes et contradictoires :

— L'appareil et les impératifs centralisateurs (plans quinquennaux, développement économique etc...) et les réalités locales.

— Le pouvoir central aux mains d'un parti monolithique et quasi unique à l'échelle de l'Union et les pouvoirs provinciaux ou régionaux.

— Des forces religieuses souvent hostiles ou du moins étrangères les unes aux autres, telles l'hindouisme, l'islam et le christianisme (onze à douze millions de chrétiens).

— Le système des castes toujours en vigueur. L'importance de mouvements, de rassemblements autour de personnalités telles que le Mahatma Gandhi, Jagjivan Ram (l'un des leaders de l'actuelle coalition au pouvoir), Narayan (mouvement paysan dans le Bihar) est indissociable de leur implantation dans une ou plusieurs « castes » et particulièrement chez les « intouchables » (Hajirans ou groupe le plus défavorisé soit 1/7 de la population).

— Des cultures antagonistes, telles l'hindi (très expansionniste en raison du choix gouvernemental d'en faire la « lingua franca » de l'Union en remplacement de l'anglais), la bengali (Bengale) ou celle du sud (Tamoul).

— La cohabitation d'un monde rural archaïque, et d'un monde urbain, industriel en pleine transformation, avec son *intelligentsia*, sa prolétarisation.

On s'étonnera que tant de forces divergentes se trouvent amalgamées et ce, avec un minimum de tensions dans une vie politique, économique commune. Jamais aucun pays au monde n'a présenté une telle complexité, un tel fourmillement dans ses relations sociales.



MAGNUM.

Mararji Desai.

Les instruments fédérateurs de cette communauté, de cette unité dans le devenir, existent, bien évidemment. Beaucoup sont hérités de la colonisation anglaise (Institutions uniques de gouvernement, appareil bureaucratique et militaire unique, infrastructure industrielle, chemin de fer, langue anglaise devenant l'instrument unique de communication entre cultures, ethnies étrangères), mais aussi de la décolonisation (naissance d'une vie politique, de mouvements de libération, de partis, regroupant par delà les divergences, des différences, les opposants à l'Angleterre dans l'empire tout entier).

Il faut donner leur juste poids à ces éléments. Ils sont de toute première importance pour la compréhension de l'Inde contemporaine.

Le Parti du Congrès, jusqu'à sa défaite en mars dernier, a été de fait le creuset, l'élément fédérateur de cette opposition à la colonisation. Hormis un certain extrémisme musulman (débouchant sur la « partition » et la création du Pakistan) et certains courants marxistes, toutes les autres tendances de la vie politique indienne sont issues de ce gigantesque parti de masse, le Congrès, et de sa lutte pour la décolonisation et la construction d'une Inde indépendante.

L'histoire du Parti du Congrès est ponctuée d'éclatements, de scissions permanentes. La quasi totalité des leaders de l'actuelle coalition au pouvoir ont été membres à un moment ou un autre du Congrès et sont passées dans l'opposition, seuls ou rassemblés autour de tendances structurées, à la suite de ruptures parfois fort anciennes.

Le mouvement socialiste lui-même, après n'avoir été qu'une tendance organisée au sein du Parti du Congrès, s'en est séparé. Les divergences qui l'opposèrent à l'époque à la majorité, portaient sur l'attitude

à adopter face aux propositions du colonisateur d'une participation à la vie politique sous contrôle anglais.

Les grands partis indiens à l'échelle de l'Union ont toujours été des conglomérats de tendances fort diverses. Le mouvement socialiste a toujours été agité de courants extrémement variés : une majorité social-démocrate, un courant se rattachant au gandhisme, et des tendances plus spécifiquement marxistes.

L'actuelle coalition Janata qui se veut un parti depuis sa victoire aux élections, constitue elle aussi, un exemple caractéristique, puisque réunissant des groupes allant de l'extrême droite au parti socialiste.

On pourra s'interroger sur les chances de survie de tels amalgames. Que peuvent avoir en commun des leaders aussi divers que Morarji Desai, conservateur hindou et les gens du Jan Sangh très à droite, Jagjivan Ram, porte-parole des « intouchables » et les hommes de George Fernandes, le leader du PS, hormis l'immuable référence à l'indépendance et à la démarche du Mahatma Gandhi.

Le refus de deux années d'état d'urgence instituées par le gouvernement d'Indira Gandhi a accéléré la chute d'un Parti du Congrès.

Revenons aux événements qui conduisirent le Janata à la victoire aux élections générales.

En juin 1975, le Parti du Congrès et son leader Indira Gandhi, contesté de toutes parts — scandales électoraux, scandales financiers, impuissance à apporter la moindre solution aux problèmes économiques et sociaux essentiels — décrète l'état d'urgence. Suppression des libertés fondamentales, contrôle de la presse et des *médias*, emprisonnement arbitraire des opposants (des dizaines de milliers), expulsion des correspondants de presse étrangers, offensive tous azimuts d'un programme populiste en vingt points, figeant à défaut de les résoudre un certains nombre de problèmes cruciaux. Allègement de la fiscalité pour certains groupes, blocage des prix, interdiction implicite du droit de grève, relance de certains secteurs de l'économie, en particulier ceux liés à l'exportation, programme de stérilisation autoritaire pour endiguer la démographie galopante.

Des résultats positifs se dégagent. Une amélioration se fait sentir. L'état d'urgence devient la panacée et les opposants des saboteurs de l'économie nationale. L'équipe au pouvoir s'isole et les masses sont plus sensibles aux excès d'une dictature enfermée dans son autoritarisme qu'à la diminution de l'inflation, au blocage des prix, résultats demeurant d'ailleurs fort précaires au fur et à mesure que les mois passent.

Fort de son contrôle absolu du pays, de ses pseudo-résultats, l'opposition baillonnée, le gouvernement se sent prêt à un retour démagogique à la légalité démocratique. Il fixe les élections générales à mars 77 (avec un an de retard).

L'opposition s'organise, se regroupe à la hâte. Les leaders emprisonnés dirigent à grand peine leur campagne de leur cellule. Des dissidents récents du Parti du Congrès se font les porte-paroles du refus.

Il n'est qu'à consulter les articles des commentateurs politiques internationaux (de Newsweek aux Izvestsia) la victoire d'Indira Gandhi est inéluctable. On parle volontiers de raz de marée inévitable en faveur du Congrès.

Et l'« imprévisible » se produit. L'opposition remporte une victoire écrasante. Les masses rejettent globalement trente ans de gouvernement unique, non partagé, deux ans d'état d'urgence. Elles portent leurs suffrages sur une opposition aux contours mal définis, sans programme précis.

La levée de la censure, la libération des prisonniers politiques sont accueillies dans l'euphorie par les multitudes assemblées dans les rues, chantant, dansant. Les panneaux d'affichage des résultats dispersés aux quatre coins des villes sont environnés nuit et jour (il faut en effet quatre à cinq jours pour recevoir les résultats de toutes les circonscriptions de l'Union) par des dizaines de milliers de gens acclamant chaque nouvelle défaite du Congrès.

Ce bouleversement du rapport de forces en Inde à travers un vote véritablement populaire appellent de nombreux commentaires.

En premier lieu une remarque s'impose qui annihile toutes les images falsifiées des masses indiennes. En dépit d'un taux d'analphabétisme qui avoisine soixante-dix pour cent, en dépit d'une proportion similaire de ruraux dispersés dans plusieurs centaines de milliers de villages, en dépit d'un matraquage quotidien de la propagande officielle qui contrôle tous les moyens d'informations, en dépit des pressions innombrables d'un gouvernement qui sait ne point lésiner sur les moyens en marge de la légalité démocratique, le taux de participation à ces élections est fort élevé, et ce, pour exprimer une opposition formelle à trente ans d'inefficacité. Trente années de comportement politique sombrent ainsi. Il ne sera plus possible, sauf aveuglement de sa part, à un seul leader politique, d'envisager son rapport aux masses de la même façon.

La prise de conscience et la réaction des masses scellent indéniablement leur maturité. Sans qu'il soit encore possible de

parler de conscience de classe, une page du développement historique de l'Inde vient d'être définitivement tournée.

Par ailleurs ce vote de rejet vise nommément les responsables de l'état d'urgence et de ses excès, brisant irrémédiablement leur carrière politique : Indira Gandhi, Sanjay Gandhi, son fils, responsable des « jeunesses du Congrès » et de la politique de stérilisation forcée, Bansi Lal, ministre de la défense, V.C. Shukla, ministre de l'information, H.R. Gokhula, ministre de la justice. On ne pouvait être plus clair.

En second lieu, et ce point est sans doute le plus important, l'opposition n'a pas été portée au pouvoir pour son programme ou pour ce qu'elle représente (un amalgame de leaders connus, trop connus), mais par un refus global du Congrès et de sa politique. Vote de rejet certes lourd d'espoirs, mais non plébiscite. Cela rend compte sans aucun doute de la diversité des groupes et des tendances soutenant l'opposition.

Le refus des stérilisations forcées rassemble ainsi dans les couches populaires hindous, musulmans et chrétiens.

L'opposition au programme de restructuration du tissu urbain, visant à supprimer les enclaves populaires dans le centre des grandes villes rassemble aussi bien hindous et musulmans, migrants ruraux, ouvriers, petits commerçants et artisans. Ce programme avait pour but, durant l'état d'urgence de disperser en grande banlieue, après destruction des habitations, des dizaines de milliers de gens des vieux centres traditionnels. A Delhi, dans le vieux quartier de Chandni Chowk (la densité de population la plus élevée du monde), un couvre-feu total fut nécessaire pour laisser œuvrer les démolisseurs, après que l'armée eut réprimé la révolte des habitants dans le sang (des dizaines, peut-être des centaines de morts).

Je me souviendrai toujours en février 76, cette conversation avec un vieil artisan du quartier, expulsé sans préavis et qui venait chaque jour s'asseoir face aux barrages de l'armée dans l'espoir d'un retour bien hypothétique et qui m'avait dit : « *un gouvernement qui fait tirer sur le peuple est un gouvernement fini. Les Anglais ont perdu en Inde le jour où ils ont tiré sur le cortège d'une manifestation pacifique à Amritsar au Pendjab.* »

La nouvelle coalition doit répondre à l'attente d'un comportement politique différent.

La nouvelle coalition se trouve désormais face à deux tâches :

— Rester unie en se structurant et en ouvrant néanmoins ses portes à ce désir de changement dont-elle est investie. Souvent décrite comme une gérontocratie, l'équipe victorieuse est par trop représentative d'une certaine usure du pouvoir. Trop de têtes connues à propos desquelles les masses ne se font guère d'illusions. L'Inde à soif d'hommes jeunes, d'hommes nouveaux. L'équipe au pouvoir doit, sous peine d'échec rapide, faciliter l'émergence de leaders, de responsables nouveaux, répondant plus profondément aux aspirations fondamentales des masses. Le Parti socialiste, par son implantation à la fois en milieu rural et en milieu ouvrier a un rôle de tout premier plan à jouer.

— Par ailleurs le vote populaire investit le Janata de lourdes responsabilités. Tout ce que les masses ont refusé dans le Congrès, le Janata se doit d'y apporter des solutions rapides. L'électorat attend en premier lieu un comportement politique différent où la corruption, les marchés noirs de toutes espèces seront bannis à jamais. Réformes économiques, sociales. Réforme du système d'éducation, réforme constitutionnelle, réforme de l'administration, en allégeant son poids, son emprise sur la vie sociale, autant de points où l'attente est immédiate et où des solutions satisfaisantes doivent être apportées sans retard.

Il n'est guère possible de dresser un catalogue des problèmes importants de l'Inde en politique des investissements, réorientation et modernisation de l'industrie, restructuration de l'agriculture et réforme agraire. Ils sont aussi innombrables qu'anciens pour la plupart.

En politique internationale, le nouveau gouvernement réaffirmera sans doute avec plus de vigueur que le précédent sa position prépondérante au sein du non-alignement en rééquilibrant au profit des Etats-Unis une balance par trop favorable à l'URSS.

Pour parachever et conclure ce bref tour d'horizon de la vie politique indienne, il convient de parler d'un autre grand perdant de ces dernières élections : le parti communiste pro-soviétique. Seul soutien de la politique d'Indira Gandhi, hors du Congrès durant ces deux années d'état d'urgence, il le paie d'une élimination quasi totale de la vie législative. En dépit d'une distance prise un peu tard avec ce que la population toute entière considérait comme une dictature, le PC fut rendu responsable de la répression et d'un rapprochement quelque peu intempestif avec l'URSS.

Son implantation ouvrière reste importante, mais il a considérablement perdu de sa représentativité au profit du parti communiste rival indépendant de Moscou et de Pékin qui, lui, progresse notablement, particulièrement dans le sud où il fit campagne dans les rangs de l'opposition unie.

Gilles GAULTIER

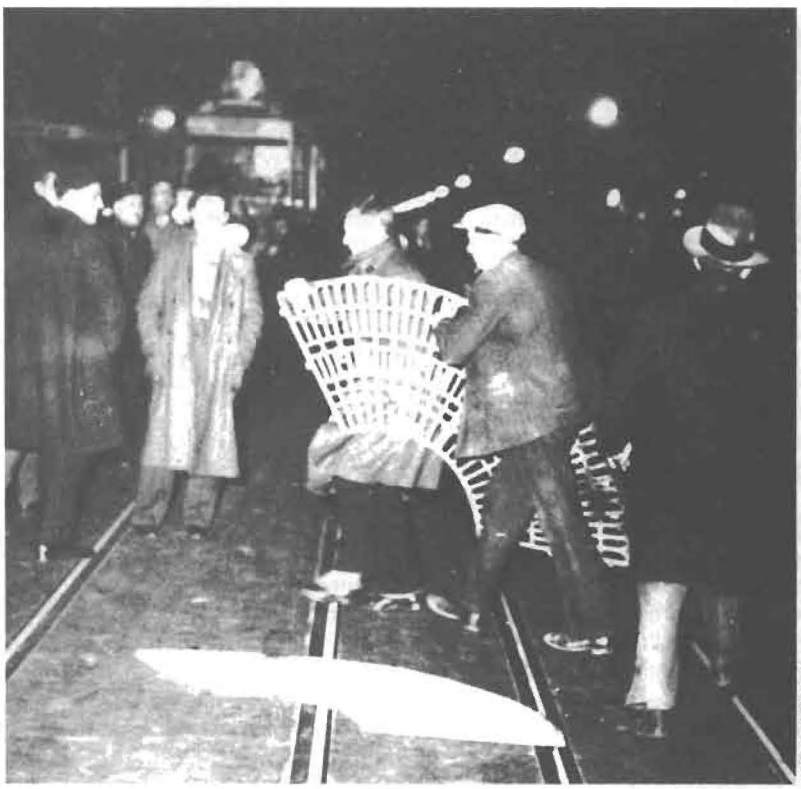
LA MEMOIRE OUVERTE

Marceau Pivert et la S.F.I.O.

Faire ouvre ici une nouvelle rubrique, « la mémoire ouverte », consacrée à l'analyse de situations ou de textes qui ont marqué profondément le mouvement ouvrier. Nous commençons cette série par un article consacré au « Pivertisme ».

« Tout est possible ». C'est grâce à ce titre d'un article publié en « tribune libre » dans le Populaire du 30 juin 1936 que le nom de Marceau Pivert demeure dans la mémoire de nombreux militants.

Mais que voulait dire ce « tout est possible »? Tout simplement que le gouvernement du Front populaire devait tenter d'aller au-delà des objectifs relativement modestes que lui fixait son programme. Marceau Pivert avait redouté que les élections confirment la vieille prédominance parlementaire du parti radical. Or le parti socialiste arrivait en tête. Profitons-en, disait Pivert, pour prendre un certain nombre de mesures anticapitalistes. « Il n'est pas vrai, ajoutait-il, que nos amis radicaux puissent ou même désirent s'opposer à certaines revendications d'ordre économique comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-



ROGER VOLLET.

Les manifestations du 6 février 1934 : à l'origine du Front Populaire.

L'objectif de la gauche de la SFIO : la lutte contre le « ministérialisme »

neuve aux compagnies d'assurances ».

En bref, Pivert voulait pousser plus à gauche la coalition populaire : il ne proposait pas de réaliser, sur le champ, la révolution prolétarienne. Le gouvernement une fois constitué, il devint d'ailleurs auprès de Léon Blum le responsable du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma, c'est-à-dire une sorte de secrétaire d'Etat à l'information et il garda ce poste pendant six mois.

Cet utile rappel des faits, nous le devons au livre intelligent et bien informé que Jean-Paul Joubert vient de consacrer aux « révolutionnaires de la « S.F.I.O. » (1). Joubert ne cache pas ses sympathies trotskystes et l'on peut évidemment mettre en doute le jugement exagérément favorable qu'il porte sur l'action des « bolcheviks-léninistes » de cette époque. Mais son récit est honnête et fidèle à la réalité. C'est toute l'histoire de la gauche socialiste qui est ici retraçée : une histoire qui n'est pas sans rapports avec les problèmes que nous débattons aujourd'hui.

Cette gauche socialiste naît du regroupement des responsables et des militants de la SFIO qui s'opposent à la participation du parti aux gouvernements radicaux, participation qu'a souhaitée à plusieurs reprises le groupe parlementaire. Depuis 1927, un journal leur sert de lien : « La Bataille socialiste ». On y trouve les signatures des principaux membres de l'appareil du parti — Paul Faure, Bracke, Lebas, Séverac — et celle des partisans d'un retour à l'unité ouvrière : Zyromski et Pivert.

(1) Edité par la Fondation nationale des Sciences politiques.

Leur objectif commun est la lutte contre le « ministérialisme » et la « collaboration de classe ». Mais tandis que les premiers redoutent avant tout qu'une participation intempestive aux cabinets Herriot ou Daladier serve le Parti communiste et remettent en cause la formidable remontée que la SFIO a effectuée depuis le Congrès de Tours, les seconds sont essentiellement attachés à la reconstitution d'un front unique des partis ouvriers. Leur alliance durera jusqu'en 1933, c'est-à-dire jusqu'au moment où les participationnistes du groupe parlementaire subiront une défaite décisive et où se produira la scission « néo socialiste ». Léon Blum a, en cette occasion, rejoint Paul Faure dont la motion recueillera au congrès de juillet 1933, 2 197 mandats contre 911 à une motion Vincent Auriol et 752 à une motion « néo » présentée par Renaudel. Dès lors l'appareil du parti n'a plus besoin de la « Bataille socialiste ». Paul Faure et ses amis s'en éloignent. La droite parlementaire a été exclue ; le centre s'incline devant la décision du congrès. Une sorte d'interlude se produit auquel va bientôt mettre fin le coup de tonnerre du 6 février 1934.

Le fascisme qui vient de triompher en Allemagne menace la France. L'émeute organisée par les ligues a provoqué la chute du gouvernement Daladier (gouvernement auquel la majorité des parlementaires socialistes avaient souhaité participer) et la venue au pouvoir de Doumergue. Le danger est pressant. La CGT, le Parti socialiste et le Parti communiste organisent la riposte. Ils se retrouveront le 12 février place de la Nation mais il faudra attendre encore cinq mois avant que les deux grands partis ouvriers signent un pacte d'unité d'action. Durant ces cinq mois Zyromski et Pivert seront au premier rang du mouvement unitaire, entraînant avec eux les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise. Comme Thorez se montre toujours hostile à un accord avec les « chefs sociaux-démocrates », il jouent sur les sentiments de la base et créent des comités antifascistes auxquels participent des militants de différentes origines et notamment le petit groupe des militants trotskystes. Des contacts se nouent avec Doriot qui, à cette époque, se bat contre la ligne sectaire du PC. Dans le même temps, Zyromski et Pivert demandent à la SFIO de rejoindre le comité Amsterdam-Pleyel formé à l'initiative des communistes.

Cette activité débordante pèse sur le cours des événements mais elle ne plaît évidemment ni aux dirigeants de la SFIO ni à ceux du PC. Aussi lorsqu'en juillet 1934, (après que l'Internationale communiste se soit prononcée pour la stratégie du front unique) les deux partis concluent une alliance, ils se montrent peu disposés à favoriser les francs-tireurs de l'unité.

Zyromski et les anciens guesdistes qui demeurent groupés autour de la « Bataille socialiste » perçoivent très vite le danger d'isolement. Plaçant au-dessus de tout l'objectif de l'unité, ils se rapprochent du Parti communiste et l'aident à reprendre en mains les comités de base qui avaient échappé à son influence. C'est ainsi que Zyromski ira à Saint-Denis pour apporter sa caution à un nouveau comité antifasciste



ROGER VIOLLET.

La Fédération de la Seine : l'un des partisans de « la gauche révolutionnaire ».

opposé à celui qui s'était, quelques mois auparavant, constitué sous l'égide de Doriot. Marceau Pivert ne suit pas le même chemin. Il se préoccupe surtout de donner un contenu offensif à la riposte populaire. Non seulement il se prononce pour les milices ouvrières mais il en organise les premiers embryons avec les TPPS (Toujours Prêts pour Servir ») et les Jeunes Gardes. Il n'y a pour lui d'autre choix qu'entre le fascisme et la révolution.

Dès lors la gauche socialiste va se trouver divisée en deux grands courants : celui des « unitaires » qui conservent le drapeau de la « Bataille socialiste » et celui des maximalistes qui formeront bientôt la « gauche révolutionnaire ». Sur les premiers s'exerce l'influence du Parti communiste et sur les seconds, celle de Léon Trotsky (alors réfugié en France et qui poussera ses partisans à « entrer » dans la SFIO. Il serait cependant erroné de considérer ces tendances comme de simples prolongements des deux branches du mouvement communiste. Le ralliement, après la guerre, de Zyromski au PC ne signifie pas qu'il ait été un « agent » dès les années trente. Quand aux rapports entre Pivert et Trotsky, ils sont marqués par de perpétuelles discordes. Ce qui est vrai cependant c'est que les bases doctrinales auxquelles se référait la gauche socialiste apparaissaient bien faibles en regard de la grande tradition bolchévique et que cette faiblesse nourrissait d'incontestables complexes d'infériorité. Seules les méthodes autoritaires des staliniens et l'ardeur manipulatrice des trotskystes retenaient les militants de rejoindre soit le PC soit la IVe Internationale.

Parmi les « zyromskistes » comme parmi les « pivertistes » il n'y a pas un seul vrai théoricien, il n'y a que des idéologues. Le marxisme dont ils se réclament c'est encore celui de Guesde, c'est-à-dire un marxisme très pauvre et très primitif. On répète des formules générales sur la lutte des classes et la « conquête » du pouvoir opposée à son simple « exercice ». Mais le fond demeure le vieux sentimentalisme jacobin et pacifiste qui a si profondément marqué le mouvement ouvrier français. Or voici que le cours des événements va dissocier ces deux sensibilités traditionnelles. Le danger de guerre renaît. Hitler réarme l'Allemagne et l'URSS qui s'en inquiète reconnaît « les nécessités de la défense nationale française ». C'est le tournant qui favorisera la transformation du front unique ouvrier en un front populaire englobant les radicaux. Les communistes prononcent la conclusion d'une alliance antifasciste entre les démocraties occidentales et l'URSS : ils retrouvent à cette occasion le vocabulaire patriotique du jacobinisme, vocabulaire auquel les « zyromskistes » sont aussitôt sensibles cependant que les « pivertistes », horrifiés, lui opposent la grande aspiration pacifiste des lendemains de la Première Guerre mondiale. La division entre les deux courants de la gauche socialiste s'accentue.

« A aucun prix, sous aucun prétexte, écrit Pivert au cours de l'été 1935, les travailleurs ne doivent se laisser intoxiquer par les pernicieux sophismes capitalistes : non ! pas de défense en régime capitaliste. Contre la guerre révolution partout ». Cette position est proche de celle de la fraction trotskyste qui s'est constituée au sein de la SFIO et qui combat à la fois l'alliance avec les radicaux et le

Le « socialisme révolutionnaire » ne disparaîtra pas avec la disparition du « Pivertisme »

ralliement au principe de la défense nationale. Sur un point essentiel cependant, les positions de Pivert et celle des trotskystes divergent. Pivert croit que la SFIO peut évoluer et il entend rester un militant discipliné du parti. Pour les trotskystes, l'entrisme n'aura été qu'un épisode tactique : ils rêvent de créer une organisation indépendante sous le drapeau de la IVe Internationale. La majorité de la SFIO les aidera à poursuivre ce rêve... en les excluant du parti.

Pivert et ses amis restent, bien entendu, dans la vieille maison. Ils y prennent position pour la dictature du prolétariat, la création de milices populaires et le développement de comités qui fédérés en « Etats généraux des masses travailleuses » constitueraient les éléments du futur « pouvoir populaire ». Au rassemblement des communistes, des socialistes et des radicaux, ils opposent la formule, assez mal définie, du « front populaire de combat ». Sur le plan international, ils affirment que la lutte contre la guerre ne peut être menée que par le renversement du capitalisme et, envisageant l'hypothèse où la guerre éclaterait avant la révolution, ils se prononcent pour « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Nous retrouvons ici tous les thèmes des débuts de l'Internationale communiste, ceux-là mêmes qui ont entraîné la scission de Tours : la pyramide des « conseils » et le défaitisme révolutionnaire. La doctrine du socialisme révolutionnaire apparaît comme un simple « remake » du bolchevisme. A ceci près que les pivertistes ne veulent pas d'un parti-guide, qu'ils croient sincèrement à l'autonomie des comités de base et que leur anti-impérialisme n'est pas éloigné du pacifisme intégral.

Tout ceci devrait logiquement les conduire à la rupture avec une SFIO qui se prépare à l'exercice du pouvoir dans le cadre de la légalité bourgeoise. Mais les militants de la « gauche révolutionnaire » ne veulent pas se séparer d'un parti qui est, à l'époque, le principal parti de la classe ouvrière. Et puis ils croient profondément dans les vertus de la démocratie. Trotsky se moquera de leur candeur avant de dénoncer les liens de complicité qui selon lui se développent dans le cadre la franc-maçonnerie (à laquelle appartiennent Pivert et bon nombre de ses camarades).

Lorsque s'ouvre la campagne électorale qui va aboutir à la victoire de mai 1936, la « gauche révolutionnaire » joue le jeu du parti. Le succès que celui-ci remporte et qui lui permet d'exiger la direction du gouvernement rassure Pivert. Il aurait été hostile à la participation à un gouvernement conduit par les radicaux. Il est favorable à celui que constitue Blum et il accepte, comme nous l'avons vu, de lui apporter sa collaboration. L'ampleur des grèves de juin lui font penser que l'on pourra bientôt passer de l'exercice à la conquête du pouvoir. Il défend les mots d'ordre les plus avancés. Lorsqu'éclate la guerre civile espagnole, il fait beaucoup pour aider les républicains. Mais il ne condamne pas la politique de non-intervention décidée par Léon Blum. Ce sont les travailleurs et non les gouvernements, dit-il, qui doivent soutenir la lutte des révolutionnaires espagnols. Formule de facilité qui lui sera beaucoup reprochée par ceux qui attendent que l'on fasse réellement contrepoids à l'aide massive des puissances fascistes.


ROGER VIOLLET.

Marceau Pivert.

Cette position de soutien loyal du gouvernement de Léon-Blum ne peut durer éternellement. En janvier 1937 la gauche révolutionnaire condamne « la politique de paix sociale et d'union sacrée menée par le gouvernement ». Les « pivertistes » n'acceptent ni la « pause », ni l'interdiction des occupations d'usines, ni le retour au service de deux ans. La direction du parti n'est pas prête à tolérer cette rébellion publique. Elle condamne les « attaques injustes et systématiques contre les décisions voulues par les assemblées souveraines du parti ». L'engrenage se met en marche. Pivert se résigne à la dissolution de sa ten-

dance. Mais le problème politique demeure. Sur un nouvel incident la fédération de la Seine est dissoute. Jusqu'au bout Pivert veut éviter la rupture. Mais le Congrès de Royan (juin 1937) confirme l'exclusion des militants parisiens. La minorité quitte la salle et constitue un nouveau parti : le Parti socialiste ouvrier et paysan ou PSOP.

Comme dans toutes les situations de ce genre, les scissionnistes n'entraînaient avec eux qu'une fraction de leurs partisans.

A Royan la « gauche révolutionnaire » contrôlait 18 % des mandats et la « Bataille socialiste » de Zyromski 21 %. Au précédent congrès les deux tendances de gauche en avaient recueilli respectivement 16,5 % et 28,6 %. Le PSOP aurait donc du théoriquement compter sur 30 à 40 000 adhérents. Il n'en eût jamais plus de 10 000. Sa brève histoire a été dominée par le drame de Munich. Obnubilé par le précédent de 1914 et fermement décidé à combattre toute idée d'union sacrée, Pivert n'a pas perçu la véritable nature du conflit qui se préparait. Il est aux côtés des hommes qui ont capitulé devant Hitler et lorsqu'il apparaît qu'on n'a reculé que pour mieux sauter et que la guerre est inévitable, il ne peut empêcher la dislocation de son parti. Tandis que Jean Rous et Daniel Guérin affirment leur attachement inconditionnel à la tactique du « défaitisme révolutionnaire », que René Modiano, soutient que seule la paix est révolutionnaire et que la dictature dans la paix est préférable à la guerre, Michel Collinet déclare qu'il faut s'appuyer sur le sentiment antifasciste des masses et tenter d'éviter une défaite des démocraties tout en maintenant l'indépendance du prolétariat. Aucune de ces trois positions ne parvient à recueillir une majorité des votes. C'est l'impasse. Il ne reste plus à Pivert qu'à organiser les liaisons internationales pour le temps de guerre. Daniel Guérin est envoyé à Oslo et lui-même part pour New-York puis pour Mexico. Dérisoire et impuissant pastiche de ce que furent Kienthal et Zimmerwald au cours de la Première Guerre mondiale !

De Mexico, Pivert proposera à De Gaulle de faire lancer sur l'Allemagne par les avions de France Libre des tracts appelant les travailleurs allemands à la révolte. Il n'obtint qu'une réponse polie et dilatoire. La publication par quelques militants de l'ancienne gauche révolutionnaire d'un journal clandestin à Lyon (L'Insurgé) lui fit croire à la renaissance du PSOP. Mais l'évolution de ce journal (auquel j'ai moi-même collaboré vers la fin 1942) lui enleva assez vite ses derniers espoirs. Revenu en France après la guerre, Pivert se retrouve à la SFIO. Il ne cherche pas à y recréer une tendance. Il veut aider à la reconstruction du parti. La politique de la « troisième force » ne l'enthousiasme pas mais il considère que le comportement de la Russie stalinienne ne laissait guère d'autre choix. Ce qu'il ne peut, en revanche, accepter c'est le soutien aux guerres coloniales. Ses protestations se font de plus en plus fortes. En 1956 il envoie une lettre de démission au parti. Ses amis le convainquent de la reprendre mais il se sent malade et hors de combat. Lorsque Guy Mollet se rallie à de Gaulle en 1958, il a encore la force de dénoncer ce qu'il appelle une trahison. Trois jours plus tard, il meurt.

Le « pivertisme », lui, avait disparu depuis longtemps. Le « pivertisme » mais non le socialisme révolutionnaire avec ses élans, ses illusions et ses contradictions. La différence avec l'avant-guerre vient de ce que la partie se joue désormais hors de la SFIO et non en son sein. En 1948 se créent simultanément un Parti socialiste unitaire (le premier PSU) qui pratique l'unité d'action avec le Parti communiste et dont le journal s'appelle de nouveau « La Bataille socialiste » et un « Rassemblement démocratique révolutionnaire » qui, avec Sartre et Rousset, renouvelle la tradition de l'ancienne « gauche révolutionnaire ». Les deux mouvements éclatent sous les effets de la guerre froide : le premier est sommé de condamner la Yougoslavie titiste, le second de considérer la bombe atomique américaine comme un facteur de paix. Ce qui renaîtra plus tard (toujours en dehors de la SFIO), avec la nouvelle gauche, le deuxième PSU (« unifié » et non plus « unitaire ») et les clubs représente une toute autre démarche. On ne cherche plus à emprunter au bolchevisme et à la social-démocratie ce qu'on croyait qu'ils avaient de meilleur, c'est-à-dire, comme le note à propos du PSOP Jean-Paul Joubert « l'un son programme, l'autre sa structure ». Le programme bolchevik est considéré à la fois comme archaïque, utopique et créateur de situations totalitaires. La structure de la social-démocratie apparaît comme essentiellement parlementaire et étrangère aux changements qui se produisent dans les sociétés industrielles modernes. C'est de l'étude de ces changements comme de celle des contradictions des pays de l'Est européen que naît une vision nouvelle de ce que peut être une démocratie socialiste. Et ce sont ces idées qui influencent aujourd'hui le parti né de la rencontre de la gauche nouvelle et de l'organisation traditionnelle.

La mutation est réelle : elle n'est cependant pas suffisamment profonde pour que soit effacée toute trace du passé. On n'échappe jamais entièrement à un héritage idéologique. Aussi n'est-il pas mauvais de savoir ce que furent, en leur temps, les n'est-il pas mauvais de savoir ce que furent, en leur temps, les « révolutionnaires de la SFIO ». □



Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classe sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. (Raoul Vaneigem). (Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations).

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "



VIVA

Une réelle confiance dans les capacités et les volontés des citoyens et des travailleurs...

Deux socialismes qui se côtoient : l'un jacobin et centraliseur, l'autre régionaliste et misant sur l'autonomie des collectivités de base. Deux pièges à éviter : le populisme et l'autoritarisme. Et au-delà, le " bon " socialisme.

Les deux socialismes

Dans son intervention au Congrès de Nantes du PS, Michel Rocard soulignait qu'il y avait deux cultures politiques dans la gauche française.

« La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste » ; l'autre au contraire est « décentralisatrice, elle est régionaliste, elle refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'Etat, elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation ».

Et il ajoutait : « Le Programme commun de gouvernement est un honnête et bon compromis entre ces deux cultures ». Le clivage entre ces cultures et entre les tenants des deux analyses qui les soutendent apparaît souvent aujourd'hui comme peu perceptible. D'une part en raison même du « compromis » du Programme commun, fruit de longues évolutions et dont l'équilibre général ne sera pas remis en cause par son actualisation. D'autre part aussi parce que personne ou presque n'acceptera aujourd'hui de se laisser ranger dans la première

Un schéma simpliste : celui selon lequel le clivage considéré serait celui qui s'est maintenu entre socialistes et communistes...

catégorie, dont beaucoup ne doutent plus que la tradition porte déjà probablement en elle le germe d'un possible Goulag.

Mais alors, au-delà de la croyance que l'on peut avoir dans la valeur des engagements souscrits par le Programme Commun, une question déterminante se pose avec force: à partir de quels problèmes et autour de quels enjeux-de gouvernement et de société-pourraient réapparaître les divergences estompées, quelles seraient alors les attitudes qui garantiraient le respect des objectifs qu'a proposés la gauche?

Avant d'en venir au fond, une incidente est nécessaire pour écarter le schéma simpliste selon lequel le clivage considéré ne serait autre que celui qui s'est maintenu après cinquante ans entre communistes et socialistes. Une telle affirmation peut, à certains, donner bonne conscience. Elle peut, pour d'autres, représenter une forme nouvelle et plus subtile d'anticommunisme. Elle ignore en tout cas par trop les évolutions les plus récentes du PC et la diversité interne du PS. Les exemples de problèmes qui se poseront me font en tout cas considérer comme tout à fait probable qu'après une arrivée de la gauche au gouvernement, ce sera souvent tout autant à l'intérieur de chacune des formations qu'entre elles que se dérouleront certains débats déterminants.

Parmi les domaines où se révèleront, dès la première année de gouvernement de la gauche, des enjeux fondamentaux eu égard à la question qui nous préoccupe ici, je présenterai cinq exemples.

Le premier domaine est celui de la redistribution des revenus auquel procèdera, dès sa mise en place, le gouvernement de la gauche. Hausse du SMIC, revalorisation de nombreuses allocations et prestations sont indispensables: à la fois par rapport aux objectifs poursuivis, pour marquer une première étape significative vers davantage de justice sociale; et aussi en termes de stratégie, car ces décisions contribueront de façon essentielle à créer la confiance nécessaire au nouveau gouvernement pour mettre en œuvre avec les plus grandes chances de succès les autres mesures, plus structurelles, de son programme. Cela dit, particulièrement aujourd'hui où la situation économique de la France se trouve profondément dégradée par rapport à 1972, l'ampleur et plus encore le rythme des mesures sociales prévues ne sont pas sans conséquence. Il existe sans doute un plafond à l'injection des ressources nouvelles auxquelles conduisent automatiquement les redistributions prévues, plafond à partir duquel les déséquilibres économiques secondaires qui seraient engendrés-en termes d'inflation et de balances extérieures notamment-conduiraient à coup sûr ou bien à l'échec de l'expérience de la gauche, ou à travers la multiplication des contrôles de prix et de mouvements de capitaux, à un dévoiement bureaucratique inéluctable. Le plafond en cause, bien évidemment, dépendra tout autant de facteurs politiques que de facteurs spécifiquement économiques et il appartiendra pour une bonne part au nécessaire débat gouvernement/organisations syndicales de la fixer le moment venu.

Deuxième domaine, rarement oublié, celui des nationalisations, avec leurs multiples enjeux. Il y a tout d'abord le problème de la représentation des travailleurs: jusqu'où les organisations syndicales peuvent-elles s'engager dans la participation aux nouveaux organes de gestion mis en place, sans courir le risque d'altérer gravement leurs fonctions de contre-pouvoir? Je ne suis pas de ceux qui estiment que le rôle des confédérations syndicales dans une période de rupture avec le capitalisme pourra se

borner à une dimension de contestation. Certainement de nouveaux équilibres devront être trouvés, ne serait-ce que parce qu'un grand nombre des militants les plus formés auront à passer progressivement de tâches de contrôle à des tâches de gestion. Faudra-t-il pour autant accepter, pour être concret, la présentation sur liste syndicale des candidats à des conseils d'administration, ou même à d'éventuels conseils d'ateliers? Je ne le pense pas.

Autre problème: celui du rôle des représentants des pouvoirs publics dans ces mêmes conseils d'administration. La plus grande vigilance - des travailleurs et des parlementaires - devra être exercée pour que ces représentants ne soient pas comme dans le secteur public d'aujourd'hui l'œil et le bras d'un quelconque ministère de tutelle, et pour qu'ils respectent réellement l'autonomie de gestion prévue. La question enfin des relations de l'entreprise nationalisée avec les différents organes du Plan appelle des commentaires de même nature. Bien sûr, tout contrat est et doit être révisable, particulièrement en période de relative incertitude économique et politique. Mais la marge peut devenir étroite et sera à surveiller entre de telles révisions et la mise en cause bureaucratique et tâtillonne de décisions d'adaptation inévitables.

Domaine important également: la décentralisation. Celle-ci représente l'un des objectifs important du Programme commun. Sans aller jusqu'à marquer une première étape du fameux « dépérissement de l'Etat », elle peut représenter cependant une mise en cause profonde du système actuel de pouvoirs.

Sa mise en œuvre rapide, au plan municipal comme au plan régional, renforcera des niveaux de décisions importants et proches des citoyens; elle peut donc se révéler un élément considérable de la création du nouveau consensus populaire indispensable à la gauche. Mais pour qu'elle soit vécue comme une étape de démocratisation vraie de notre pays, encore faut-il que la décentralisation mise en œuvre ne débouche pas uniquement sur davantage d'autonomie, mais aussi sur une association plus directe des citoyens à la prise des décisions qui les concernent, c'est-à-dire davantage d'autogestion. De nombreux réflexes technocratiques anciens seront alors à dépasser; et aussi des tentations nouvelles au nom de la cohérence, de la simplicité ou de l'unité, pour reprendre par tel ou tel canal administratif discret ce qui aura été abandonné au plan politique.

Les enjeux du champ de l'information sont quant à eux évidents, pour une part. La tentation certainement peut devenir grande, à certains moments et



VIVA

Par delà la « démocratisation » de l'information...

face à des difficultés qui ne manqueront pas un jour ou l'autre de surgir, de reprendre au profit du nouveau pouvoir les méthodes de contrôle et d'orientation si largement utilisées par le précédent. Il n'y a pas loin pourtant de la présentation déformée d'un fait à la « vérité officielle » et la vigilance des organismes de contrôle devra être, là plus qu'ailleurs, sans faille. Mais d'autres problèmes se posent par delà la « démocratisation » de l'information. Dans le dernier « Dossier pour 1978 » présentée par Faire, Daniel Prat a souligné avec raison l'importance pour le changement du contenu et de la nature même de l'information, de la création éventuelle de stations locales, dérogeant au monopole national. Pour cette question où le gouvernement devra prendre en compte et l'évolution des techniques et l'existence d'expériences déjà en cours, la nature des choix à opérer et des réactions à combattre s'apparentera largement à ce que nous venons de rencontrer à propos de la décentralisation.

Dernier domaine enfin, qui me paraît exemplaire, celui des relations extérieures de notre pays. Nul doute qu'ici plus qu'ailleurs les pressions ne manqueront pas qui risqueraient de conduire à une mise en cause de l'équilibre délicat du Programme commun : comme tout serait plus simple en effet si l'environnement n'existait pas et combien sera grande la tentation de sa négation ou du moins du repli sur soi! N'entend-on pas dès aujourd'hui quelques responsables de la gauche parler de restreindre certaines importations - opération par ailleurs parfois tout à fait défendable - comme si un tel changement ne devait être l'affaire que de quelques mois seulement! Les risques pourtant sont là aussi évidents. Toute tentative de modification rapide de nos relations extérieures ne peut manquer d'avoir deux conséquences

immédiates: l'instauration d'un important contrôle aux frontières, pour faire respecter taxes différentielles et contingentements de toutes sortes, l'instauration aussi d'un très fort contrôle bancaire et financier, sur les mouvements de capitaux d'un nombre considérable d'entreprises et d'un nombre non négligeable de particuliers. A terme relativement bref, un pareil glissement vers un tel « socialisme dans un seul pays » aurait alors les plus fortes chances de nous conduire sur les traces directes de son grand aîné. Que là encore il n'y ait pas de malentendu: le Programme commun prévoit expressément que des mesures de sauvegarde transitoires pourraient éventuellement être prises, en réaction à des tentatives de « déstabilisation » auxquelles pourrait se livrer tel adversaire intérieur ou extérieur. Mais c'est ici l'ampleur et la durée des mesures éventuellement nécessaires qui seraient déterminantes. Et il est clair que bien davantage que les professions de foi, ce seront les propositions mises en avant pour cette durée et cette ampleur qui révèleront la réalité des perspectives à plus long terme des uns ou des autres: isolément du « jeu » dialectique ou contradictoire avec l'extérieur.

En conclusion de ces quelques réflexions je voudrais présenter rapidement trois remarques.

La première, bien qu'évidente, pourrait à l'expérience ne pas se révéler inutile: c'est la nécessité du sang-froid. La gauche arrivant au gouvernement ne manquera pas de connaître des difficultés, et ses adversaires auront certainement à cœur de chercher à les amplifier. La lutte de classe interne et externe, à travers l'ensemble de ses expressions économiques et politiques possibles; connaîtra sans nul doute des moments d'exacerbation. Dans ces moments-là, ne pas dévier quant au fond de la ligne de conduite fixée sera alors décisif: ne pas revenir sur l'autonomie des entreprises nationalisées parce que telle d'entre elles se sera laissée entraîner à une grave erreur de gestion, ne pas renoncer à pousser la décentralisation parce qu'elle risque de donner trop de pouvoirs aux institutions de telle région à majorité conservatrice, ne pas réagir en termes de clause de sauvegarde externe au-delà de ce qu'impose une attaque inopinée sur tel produit sensible ou sur notre monnaie, etc...En bref, surmonter la réaction traditionnelle qui pousse tout pouvoir en difficulté à réagir pour commencer à travers un réflexe d'autoritarisme.

Deuxième remarque: toute décision de court terme devra être rapportée de façon impérative aux objectifs de plus long terme et située dans la perspective du Programme commun d'un socialisme démocratique fondé sur la décentralisation et la responsabilité. En particulier, c'est dans un tel esprit que doivent être jugés, encouragés et, si nécessaire, promues, les diverses expériences de nature à débloquer une situation ou accélérer une évolution. Si dans telle entreprise du secteur nationalisé, voire du secteur privé, les travailleurs mettent en place des formes de contrôle ou de pouvoir, qui paraissent compatibles avec le rapport de force social et politique ambiant, si telle commune ou telle région paraît disposée à évoluer plus rapidement que prévu dans le sens des nouveaux statuts, si dans telle unité d'information ou dans tel établissement d'enseignement une expérience avancée recueille un assentiment suffisant de l'environnement: pourquoi ne pas accepter alors l'expérimentation et l'accélération pour autant que la direction soit satisfaisante? Le rôle d'une norme dans cette perspective doit être bien davantage conçu comme celui d'un indicateur de dépassement, attirant l'attention, que comme le déclencheur automatique d'une sanction ou d'une répression.

Dernière remarque enfin, aboutissement logique de tout ce qui précède: s'orienter dans la voie d'une plus large démocratie, décentralisation, responsabilité.

Cela suppose, sans tomber dans le basisme ou le populisme, une réelle confiance dans les capacités et les volontés des citoyens et des travailleurs. Les responsables de la gauche, à tous les niveaux, devront conserver en permanence au fond d'eux-mêmes la modestie à l'égard de leurs compétences à choisir « la meilleure solution technique possible », l'aptitude à se plier largement au « bon sens populaire », la capacité à supporter contestation et critique. Là se trouve sans doute l'enjeu fondamental, le nœud du problème de la fameuse articulation entre action gouvernementale et mobilisation populaire. Refuser de concevoir cette dernière en termes de téléguidage, refuser de l'accepter en tant que débordement, c'est-à-dire reconnaître et garantir l'autonomie des associations et des grandes organisations de masse et en même temps, ainsi que le disait à Nantes François Mitterrand, « ne reconnaître comme mouvement populaire que celui qui est organisé de façon démocratique »: c'est le prix à payer pour que la transformation sociale ne se fasse pas seulement pour mais aussi par les citoyens et les travailleurs eux-mêmes.

Les hommes et les programmes de la gauche ont tous en principe aujourd'hui choisi le chemin du « bon » socialisme. Il nous reste en principe à veiller au sein de chaque organisation que d'autres logiques politiques, que l'on croit parfois voir transparaître à travers tel homme ou tel courant, ne remettent pas en cause le moment venu les orientations établies.

Gérard FUCHS



GAMMA

Le Parti socialiste, aujourd'hui plus que jamais, doit remplir deux fonctions : gestionnaire de l'Etat et représentant des demandes sociales et culturelles. Après le Congrès de Nantes, Alain Touraine, examine comment s'articulent ces deux axes.

A quoi sert le Parti socialiste ?

Le plus grand parti politique de France a réuni son Congrès moins d'un an avant des élections législatives qui ont de fortes chances de lui apporter une victoire décisive. Qu'attendait-on d'une telle assemblée ?

Peut être une expression publique des demandes sociales et culturelles auxquelles ce parti veut donner une forme politique ; mais ce n'est pas dans les habitudes des partis en France d'ouvrir ainsi leur tribune aux forces sociales et culturelles qu'ils veulent représenter. Plus probablement, l'opinion attendait d'un tel congrès la proclamation d'une volonté et d'une sensibilité politique. Quel type de société, d'Etats, d'éducation, d'organisation des entreprises, de système de soins, le Parti socialiste veut-il pour les Français et comment, par quels moyens politiques pense-t-il d'une part élaborer démocratiquement ses objectifs et d'autre part les atteindre ? Comme on le sait, ces considérations sont passées au second plan et l'élaboration du programme semble réservée en ce moment aux discussions très fermées sur la réactualisation du Programme commun. On nous promet un bon repas mais nous ne sommes pas admis dans la cuisine.

Ce sont donc en fin de compte les affaires intérieures du Parti socialiste qui ont occupé l'essentiel des débats du Congrès de Nantes. Interrogeons autour de

Le Parti socialiste doit s'appuyer d'un coté sur un appareil techniquement compétent et de l'autre sur les représentants de tous les types de demandes sociales.

nous : le seul souvenir qu'on en garde est celui du conflit de Mitterrand et du CERES. Ce qui ne passionne pas la population, ce qui l'étonne même : puisque la direction actuelle dispose d'une confortable majorité, pourquoi n'est-elle pas parvenue à un accord avec une minorité qui n'a pas progressé et n'a aucune chance de l'emporter avant les prochaines élections? Telles me semblent être les réactions spontanées du plus grand nombre face aux résultats de ce Congrès : à défaut d'avoir espéré une conception nouvelle de la politique ou même un programme d'action, l'opinion s'attendait à une motion de synthèse et donc au dépassement du débat interne du Parti socialiste.

Je les rappelle seulement pour dire que je vais à contre-courant de ces jugements, que je comprends au contraire la priorité donnée aux problèmes internes, que j'approuve le refus d'un compromis et que je regrette seulement que le sens du conflit entre la majorité et la minorité n'ait pas été rendu plus explicite. Tout change dans la vie politique, les thèmes revendicatifs se transforment, une nouvelle stratégie a été élaborée par les partis de gauche. Mais les partis politiques eux-mêmes doivent se transformer et cette transformation ne peut être accomplie que par eux-mêmes et doit précéder la période centrale de leur mobilisation et de leur intervention politique. Ce changement n'est-il pas essentiel? On croira mieux par exemple aux changements du Parti communiste quand celui-ci aura renoncé au centralisme démocratique. La question est donc de savoir quelle doit être la nature du Parti socialiste. Pour répondre à cette question, il faut prendre une vue générale de la nature des partis politiques. Nous sommes placés devant deux conceptions des partis.

1. D'un côté le « parti-Etat » qui détruit l'ancien Etat, « prend le pouvoir », gère l'économie, la société et la culture, ce qui n'a qu'un sens concret : la subordination des forces sociales et culturelles à un modèle d'industrialisation et de transformation de la société gérée par un Etat. Modèle jacobin qui fut celui du gaullisme quand l'Etat installa son pouvoir en France en s'appuyant sur la bourgeoisie, qui est celui du Parti communiste quand l'Etat installe son pouvoir avec l'aide du mouvement ouvrier. Un tel parti pense dans les catégories de l'Etat et par conséquent repose sur une certaine conception de la société et de l'Etat lui même : « real politik » à la Bismarck ou à la de Gaulle dans un cas, idéologie assurant l'intégration des forces sociales sous la direction d'un Etat armé d'une méthode scientifique, donc inattaquable, dans le cas communiste.

2. De l'autre côté, nous connaissons des partis qui sont de purs représentants d'intérêts sociaux organisés. Partis libéraux ou sociaux-démocrates sont de ce type. Ils sont peu idéologiques et peu mobilisateurs; ils interviennent prudemment dans le domaine des grandes décisions globales, politiques et militaires, soit qu'ils les laissent à une élite dirigeante capitaliste, soit que ces domaines centraux soient pris en charge eux aussi par des forces politiques particulières.

Or, ces deux conceptions correspondent également mal à notre réalité. Nous ne sommes pas en situation despotique ou révolutionnaire; il n'y a aucune raison d'interrompre ou d'interdire le fonctionnement des institutions représentatives pour accorder un pouvoir absolu à l'Etat au nom du salut public et de la menace extérieure. Il n'est pas davantage possible d'imaginer une séparation complète entre l'Etat et les forces sociales ou les partis qui les représentent alors que l'Etat est le plus grand employeur, le principal banquier et l'organisateur de presque tous les aspects de la vie collective.

Le Parti socialiste se sent certainement éloigné de ces deux conceptions du parti politique. Il refuse d'être un parti de type communiste, doctrinaire et centralisateur et tout autant d'être une simple coalition de groupes d'intérêts comme le sont de plus en plus souvent les partis politiques dans les pays capitalistes avancés qui vivent, Etats-Unis en tête, un rapide processus de social-démocratisation.

Mais j'aurais voulu qu'il s'engage ouvertement dans la recherche d'une autre définition de lui-même. Les commentaires sur le Congrès passé ne sont utiles que s'ils appellent à une réflexion collective sur ce problème.

Car rien ne commande plus directement la qualité du travail qui sera bientôt entrepris que l'adaptation de l'outil qui sera chargé de l'accomplir. Un parti comme le Parti socialiste aujourd'hui remplit nécessairement deux fonctions : gestionnaire de l'Etat et représentant de demandes sociales et culturelles. Il doit donc appartenir à la fois à la sphère de la société et à celle de l'Etat; il défend des intérêts sociaux et il choisit un avenir pour la collectivité en tenant compte de contraintes intérieures et extérieures. Tout dirigeant politique est à la fois un représentant du peuple et un homme d'Etat. Cette dualité de fonctions est indispensable. De là l'importance des partis qui sont à la charnière de l'Etat et des forces sociales et qui doivent être capables d'arbitrer entre leurs exigences naturellement opposées. Ce qui veut dire qu'à l'intérieur même du parti doit exister une instance suprême d'arbitrage politique entre l'appareil, qui représente sa fonction gestionnaire, et les délégués élus qui sont sa face représentative et exercent ce qu'on appelle parfois sa fonction tribunicienne. Cette instance suprême doit absolument posséder une très forte cohésion politique. Il est essentiel que les délégués au congrès puissent la renverser, mais il serait mortel qu'elle soit réduite à n'être qu'un lieu d'équilibres fragiles et instables. Telle est évidemment la raison pour laquelle je me réjouis que la direction du Parti socialiste ait refusé la motion de synthèse qui correspondait pourtant aux vœux de la plupart. La responsabilité politique ne peut pas être partagée : le marteau ne frappe pas plus fort et plus droit parce que le tiennent ensemble plusieurs mains qui souhaitent lui faire enfoncer des clous différents. De plus, il me semble que le CERES garde du parti politique une conception très inadaptée à la situation présente. Ses dirigeants, en particulier, parlent au nom d'un parti appuyé sur une doctrine, donnent une priorité absolue au problème du pouvoir économique et surtout placent la stratégie d'alliance avec le Parti communiste au-dessus de tout et même de ses propres orientations politiques. Il est donc indispensable que le Parti socialiste ne soit effectivement dirigé ni par sa fraction léniniste, ni par sa fraction social-démocrate. Il doit s'appuyer d'un côté sur un appareil techniquement compétent et de l'autre sur les représentants de tous les types de demandes sociales et culturelles mais être en son centre commandé par la volonté proprement politique d'élaborer les décisions qui représentent la meilleure combinaison possible de ces forces opposées dans une conjoncture donnée.

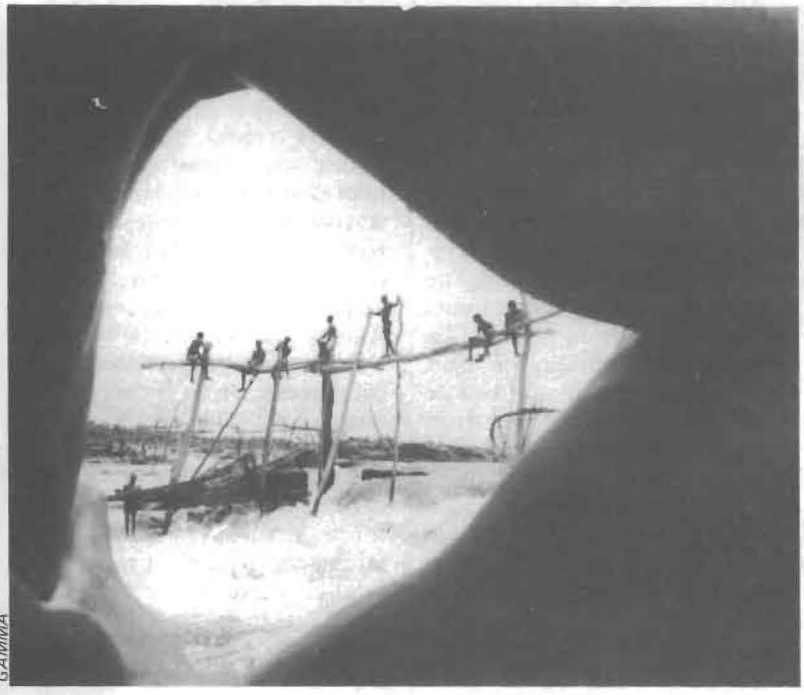
Mais le renforcement de l'équipe dirigeante aurait des effets néfastes si le Parti socialiste se réduisait à être un groupe dirigeant appuyé d'un côté sur des énarques et de l'autre sur des caciques sociaux-démocrates, opposant ainsi une triple barrière aux forces sociales et culturelles qui gonflent pourtant son électorat.

Aujourd'hui cette présence des nouvelles demandes sociales est beaucoup trop faible. Elle est un peu remplacée par la présence au sommet, chez quelques dirigeants ou conseillers, d'idées neuves et parfois fulgurantes sur la société à construire. Elle est renforcée par l'action de certains courants, le plus souvent entrés au parti socialiste au moment des Assises du Socialisme et dont « Faire » est l'expression la plus courageuse et la plus chaleureuse.

Mais elle ne peut pas atteindre la force qui doit être la sienne si elle ne s'appuie pas en plus sur la force militante du CERES lui-même. Il est urgent que celui-ci cesse d'opposer à la direction actuelle une autre image du parti et de l'action politique. Il faut qu'il se débarrasse de son penchant léniniste pour se rapprocher de ce qui a attiré vers lui tant de militants, la volonté de mener une action concrète à la base, dans les quartiers, les entreprises, les universités, dans les innombrables associations où se forment les nouvelles revendications. Peut-il, veut-il, opérer cette conversion, renforcer le rôle représentatif du parti au lieu d'être sa face la plus jacobine? La capacité d'action du parti socialiste dépend en partie de la réponse que le CERES donnera à cette question. Mais c'est aussi et surtout l'action de tous ceux qui appartiennent au courant socialiste, depuis les dirigeants du PS jusqu'à ceux qui ne veulent pas être membres de ce parti pour affirmer la nécessaire indépendance de la revendication sociale, de l'innovation culturelle ou de la critique sociale, qui poussera le CERES et l'ensemble du Parti socialiste vers une solution ou vers une autre.

Le Congrès à donné à l'action socialiste un outil acceptable; il faut maintenant que le parti s'intéresse davantage à ce qu'il veut en faire.

Alain TOURAINE



GAMMA

" Les socialistes et le Tiers Monde " : ouvrage pédagogique, constat de réalité, programme de réorientation des relations internationales quand elles seront menées par la gauche... Une information précise sous une lumière crue.

Du coté du Tiers Monde

La publication par une commission du Parti socialiste du petit livre « Les Socialistes et le Tiers Monde » a fait l'objet de critiques parfaitement déplacées. (1) On lui a reproché, par exemple, de ne pas parler de l'impérialisme et par conséquent de ne pas l'analyser, ni de proposer une stratégie pour lutter contre lui. Or le livre fonde son analyse sur une critique du système capitaliste mondial, du rôle des « multinationales », et sur une analyse des processus de développement. Quel autre contenu donner au mot « impérialisme » ?

Ce livre ne prétend pas construire une théorie originale. En attendant d'avoir accès au pouvoir, la gauche, peut du moins faire oeuvre pédagogique en expliquant au public comment elle prépare son action en confrontant les connaissances actuelles à des principes simples. Or le Parti socialiste ne saurait considérer les relations avec le Tiers Monde, et spécialement la coopération, comme des problèmes secondaires. Comme l'opinion est encore peu informée, il se doit de le faire et tel a été le but de ce livre, produit d'une longue réflexion collective de la commission Tiers Monde.

(1) Les socialistes et le Tiers Monde. Eléments pour une politique socialiste de relations avec le Tiers Monde. Paris 1977. Avant-propos de Lionel Jospin.

Contester l'ordre économique mondial et réorienter la politique de coopération...

Ceci explique son caractère. Il s'agit en effet d'un exposé clair et concis des réalités fondamentales du Tiers Monde et du sous-développement, de l'état actuel des aides au développement et de la contestation de l'ordre économique mondial. Enfin, le dernier tiers du livre expose comment les socialistes, dans un gouvernement de gauche, pourraient réorienter la politique de coopération, en tenant compte des contraintes prévisibles. S'adressant à un grand public qu'il s'agit d'informer, le livre rappelle nécessairement des faits bien connus des spécialistes. Il décrit sous une lumière crue les réalités de l'aide et de la coopération française, rappelent l'importance des « flux de retour » et le caractère impérialiste de la coopération culturelle. Son tableau des organisations européennes et internationales agissant dans le cadre de l'ordre économique mondial, et des efforts pour rénover celui-ci, est le meilleur dont on dispose en si peu de pages.

La dernière partie déçoit un peu, mais, s'agissant d'un programme d'action qu'on n'a pas actuellement les moyens d'appliquer, cela était assez inévitable. Le projet de partage des ressources mondiales, d'une nouvelle division internationale du travail, d'une action française pour infléchir la politique des institutions internationales et européennes, est du moins cohérent et réaliste de même, le programme d'une action proprement française, qui sera nécessairement limitée par les moyens disponibles. Il est dit clairement que, tout en maintenant le mythe de la non-ingérence dans les affaires intérieures, la France ne soutiendra que les politiques visant à



Dominique JASSIN

On ne saurait confondre les effets de la dépendance et ceux du capitalisme.

relever et à égaliser les niveaux de vie, à déclencher un développement autocentré, à reconstituer les identités collectives. Celles-ci sont d'ailleurs étouffées, en partie, par la persistance d'une coopération de substitution empêchant toute africanisation dans des secteurs importants, notamment dans l'enseignement. Cette solution de facilité doit être écartée sans faiblesse.

Le texte conclut justement mais trop brièvement, sur la nécessité de ne plus confondre coopération et francophonie, mais d'intégrer au contraire la dimension culturelle et la volonté d'aider le partenaire à promouvoir sa propre identité. Cet appel à un vrai dialogue des cultures est essentiel mais la révolution des systèmes symboliques qu'il suppose sera particulièrement difficile contre la tradition française et cela n'est sans doute pas assez nettement indiqué.

Ce petit livre remplit donc parfaitement son objet. Mais, s'il y a peu à reprendre dans ce qu'il dit, il faut admettre qu'il ne dit pas tout et qu'il aurait besoin d'être complété.

Les rapports avec le Tiers Monde, et notamment la coopération, posent en effet aux socialistes des problèmes fondamentaux qu'ils n'ont osé aborder que depuis peu de temps. La vulgate pseudo-marxiste, désormais récusée, tendait à imposer des idées de déterminisme économique et d'évolution unilinéaire des sociétés humaines. Dans cette perspective, on pouvait fort bien se féliciter de l'avènement du capitalisme en Afrique, comme d'une étape nécessaire pour la construction du socialisme, dans un Etat évidemment centralisé et hiérarchisé. On voit trop où peut mener la notion de développement dans un tel cadre.

Tout change dès l'instant où le socialisme, rejetant totalement la philosophie scientiste et positiviste du capitalisme, remet l'homme réel au centre de son projet. C'est à dire qu'il opte pour l'autogestion et refuse de s'incliner devant la logique extérieure du système technico-industriel, qui prospère aussi bien dans le capitalisme d'Etat de Moscou que dans le capitalisme classique, et est également destructeur de la nature et de la nécessaire diversité des cultures (le polymorphisme culturel de Jacques Ruffié) (2)

Dès lors que le développement revendiqué par le Tiers Monde ne s'identifie pas à la croissance mais à l'épanouissement des identités collectives, de la convivialité, l'expansion indispensable des forces productives est située correctement au niveau des moyens.

Mais alors c'est le modèle européen qu'il faut refuser de suivre et il faut même enjoindre à l'Europe d'y renoncer, parce qu'il s'est construit sur l'exploitation des autres et n'est pas universalisable. C'est bien là que peut se situer la communauté nécessaire des luttes des vrais socialistes du Tiers Monde et d'Europe.

On ne peut donc pas parler de développement et de rapports avec le Tiers Monde sans règler d'abord leur compte aux mythes productivistes et sans démystifier l'impérialisme de la technique et de la rationnalité occidentales. C'est ce qu'essaient de faire depuis quelques années les chercheurs de l'institut du développement de Genève. (3) C'est aussi le thème d'un livre collectif remarquable, réalisé par A. Birov

(2) **De la biologie à la culture.** Paris 1977.

(3) On se reportera à la collection des Cahiers de cet institut. Et particulièrement les contributions de G. Berthaud et F. Sabelli au troisième : **L'ambivalence de la production-logiques communautaires et logique capitaliste.** Genève 1976.

et P.M.Henry pour le compte de l'O.C.D.E. (4)

Des spécialistes de toutes nationalités et d'orientations intellectuelles diverses ont répondu à des questionnaires établis par les deux auteurs. Personnellement, j'ai particulièrement apprécié les contributions de Gunnar Adler Karlsson, de Samir Amin, de Dominique Dubarle, de Mamadou et de Jacques Ellul.

Comme il est logique, Paul Marc Henry commence par une analyse critique de la nature du développement, face au système technico-industriel. Ayant cherché à définir la maîtrise du devenir humain et le sens d'un progrès qui ne serait pas purement matériel, il devient possible de poser les conditions d'un autre développement mondial.

La conclusion est que, s'il n'est pas question de revenir en arrière la logique technico-industrielle doit être combattue car elle repose sur l'idée d'une croissance exponentielle qui est a priori absurde dans un monde de dimensions limitées. Le modèle occidental dominant n'est pas exportable, comme le souhaiteraient les bourgeoisies des Etats du Tiers Monde, qui se sont faites les agents locaux du système mondial et cherchent chez leurs travailleurs un « quart monde » à exploiter.

Ces bourgeoisies dénationalisées se présentent souvent comme les championnes d'un nationalisme de surface, qui, notamment en matière économique, n'affecte nullement l'hégémonie du système et s'insère parfaitement dans la stratégie des firmes multinationales. Adhérant à la culture cosmopolite des affaires, elles se font souvent les agents de la destruction des cultures nationales. Cela est particulièrement vrai dans le cadre de la francophonie et le devoir des socialistes est d'agir dans ce domaine avec une vigueur toute particulière.

Si l'on admet désormais que les trois instances économique, politique et culturelle sont en interaction dialectique sans qu'aucune soit déterminante, l'action contre la dépendance culturelle doit être menée avec d'autant plus de vigueur qu'elle a été plus accentuée dans le domaine français et Alain Touraine nous a rappelé récemment qu'on ne saurait confondre les effets de la dépendance et ceux du capitalime. (5). L'exploitation économique n'est qu'une forme de la domination, et c'est celle-ci sous tous ses aspects que doivent combattre les socialistes.

Les rapports avec le Tiers Monde se situent dans la perspective d'une société mondiale dont la construction est nécessaire au salut de la planète et qu'empêchent les diverses dominations attachées aux cadres des Etats nations. Des réponses données aux questions posées ci-dessus dépend la solution, qui peut être une structure centraliste despotique et massifiante, débouchant sur une société inhumaine et sans doute condamnée à terme par effet d'entropie, ou bien une fédération non hiérarchique d'unités autogérées et dialoguant dans leurs diversités culturelles. Le droit à la différence, dont parlent à juste titre les socialistes, est en fait un devoir de différence. Il n'a de sens que si la logique du productivisme et de la domination est renversé à l'échelle mondiale. Même au pouvoir, les socialistes français n'y suffiront pas seuls. Du moins pourront-ils en prendre l'initiative.

Yves PERSON

---

(4) A. Birov et P.M. Menry. **Pour un autre développement.** Paris 1976.

(5) Alain Touraine. **Les sociétés dépendantes. Essais sur l'Amérique Latine.** Paris 1976.

Notes et Critiques

Urbanisme

La gauche propose la création d'Ateliers Publics d'Urbanisme et d'architecture. Le groupe parlementaire des députés socialistes et radicaux de gauche a déposé le 15 décembre 1976 sur le bureau de l'Assemblée Nationale, une proposition de loi sur l'architecture et le cadre de vie. Dans ce texte est précisé la composition, les compétences, les rôles de ces futurs ateliers publics.

Crées à l'initiative des villes ou groupements de communes et le cas échéant des départements et des régions, ces ateliers sont des établissements publics communaux, départementaux ou régionaux. Ils sont administrés par des élus locaux, par des représentants des habitants et travailleurs concernés et regroupés en comités locaux du cadre de vie, par des représentants du personnel des ateliers. Ils sont les conseillers permanents, en matière d'aménagement, de la population et de ses élus. Ils sont sous la responsabilité des instances politiques élues dont sont ainsi affirmées la prééminence et la responsabilité dans l'évolution du cadre de vie de tous et en particulier dans sa qualité sociale et architecturale.

Depuis mars 1977, de nombreuses communes ont choisi on reconduit des équipes municipales de gauche.

Mais ce n'est qu'à partir de mars 1978, que, peut être, les moyens et compétences des collectivités locales seront profondément amplifiées. Alors naîtra une véritable planification démocratique, alors la transformations du cadre de vie, au lieu d'être un terrain privilégié du


FOTOLIB

profit, sera le fruit de l'intervention des habitants, des travailleurs, de leurs groupements, de leurs élus.

Il appartiendra aux ateliers publics d'urbanisme et d'architecture d'assister techniquement ces nouveaux décideurs dans leur choix, de les aider à discerner les priorités, de faire des propositions sans pour autant s'imposer dans les décisions. Ils contribueront également à un effort, sans précédent, de pédagogie publique du cadre de vie.

Comment vont se constituer ces ateliers publics? Quel sera leur recrutement? Comment vont évoluer toutes les structures existantes de conception, de gestion, de réalisation du cadre de vie?

Des professionnels actuellement employés dans les agences d'Urbanisme, dans des services régionaux etc., pourront trouver dans les Ateliers Publics un nouveau mode d'intervention dans une position plus claire vis à vis des élus et de la population.

Des cadres des services d'Etat et des organismes nationaux d'Aménagement pourront se réinsérer dans des structures technocratiques, implantées sur place, près des intéressés.

Des agents des services communaux et départementaux pourront s'y confronter avec des approches moins techniques et moins normatives de l'aménagement, étant enfin débarassés des injonctions excessives des autorités de tutelle.

Des animateurs sociaux, des enseignants pourront enfin y assurer la nécéssaire continuité entre l'épanouissement culturel et la transformation de l'environnement quotidien.

Les travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics de la région pourront y apporter la connaissance vécue des possibilités et contraintes reelles de la réalisation.

Des professionnels du secteur privé, pourront en entrant dans les ateliers publics, y echapper enfin à la servitude (trop souvent subie avec complaisance et parfois avec profit) par rapport aux exigences des circuits financiers du capitalisme privé ou public.

Mais, dans la pratique, comment dès 1978, seront mis en place ces nouvelles structures? Création sur un modèle unique ou confrontation d'expériences volontairement diversifiées? Quel sera ou quels seront les statuts de ces ateliers? Quel sera le statut de leur personnel? Fonction publique, statut communal, salariés d'établissement publics?

Les grandes orientations sont maintenant définies. Certes les modalités seront surtout précisées par la multiplicité des expériences. Il faudra, cependant, dès 1978, en cas de victoire de la gauche, accélérer la mise en place de ces outils des élus locaux, de ces pivots de la vie locale, de la planification démocratique, de l'autogestion urbaine du syndicalisme du cadre de vie. (*)

L'économie dite libérale a inscrit dans nos villes, le chao d'un cadre de vie assujeti aux profits des circuits financiers.

Reste à réinventer ensemble, une qualité qui germera de la démocratie, de la justice, de l'épanouissement professionnel et culturel de tous.

(*) Pour débattre, le groupe socialiste des professionnels du cadre de vie, se réunit à Nantes les 16/17/18 septembre 1977. Secrétariat, Sentier des Jardins, 92190 Mendon.

La touye : des épines et des hommes

La touye (l'ajonc épineux), cette plante vivace qui pousse sur les terres pauvres, pique et fouette les jambes lorsqu'on lui marche dessus. Et le pied qui l'écrase s'est à peine éloigné que la touye, déjà, se redresse!

C'est là le symbole et le titre qu'a choisi le GEAP (Groupe d'Etude et d'Action populaire d'Orthez, dans les Pyrénées-Atlantiques, près de Pau) pour son bulletin mensuel (1). Depuis décembre 1974, trente numéros sont sortis avec une vente mensuelle dépassant le millier (avec des pointes à 1 200-1 300 exemplaires). La nouvelle formule ressemble beaucoup à un vrai journal et chacun s'accorde à reconnaître une haute qualité technique dûe à l'impression, à la mise en page et à la valeur des illustrations, notamment des dessins.

Pour un journal militant, placé entièrement sous le signe du bénévolat (création, rédaction, administration, diffusion), près de 3000 lecteurs dans une ville, un canton, une région où la gauche revient de loin, c'est encourageant. Dans la région qui s'est donné autrefois Tixier-Vignancourt pour député, la droite et l'extrême droite restent puissantes. Et ce sont les « tixieristes » convertis au « chiraquisme » ou au « giscardisme » qui sont les maîtres d'œuvre de la municipalité orthézienne, élue en mars. Les quatre élus de gauche (il n'y en avait qu'un seul avant) ont, avec « La Touye », un porte voix essentiel au développement de leur action difficile. Quant au conseiller général socialiste élu en 1976 (et actuel directeur de « La Touye »), les résistances qu'il rencontre dans le canton qu'il a choisi, de la part des élus de droite, sont parfois vives. On mesure ici le refus de la droite (larvé et affiché) de l'alternance et d'un pouvoir de gauche, même cantonal! Qu'en sera-t-il alors en 1978?

En attendant, « La Touye » est loin de se borner au rôle de haut-parleur et de lien entre les élus et la population. Elle assume, au quotidien et à la base, la lutte d'une région colonisée et exploitée. Du complexe de Lacq démantelé à l'entreprise Béarn-Chaussures liquidée, malgré la lutte courageuse des travailleuses inventives et décidées, il y a beaucoup à dire et à faire! Et les échos de la Touye sont autant de pavés dans le jardin des notables locaux qui avaient cru — avant « La Touye » — que le silence et la peur abriteraient leur néfaste politique.

Dans le domaine de l'information et de la communication, « La Touye » apporte à l'expérimentation sociale de la gauche une contribution intéressante et originale. Ces hommes et ces femmes de ce coin de Béarn qui ont pris la parole et qui « aspirent à décider eux-mêmes... », ils sont socialistes, radicaux de gauche, écologistes, occitannistes, autogestionnaires souvent, libres de tout engagement parfois (sinon celui qui les lie à « La Touye » et à la gauche!).

Entre eux, le débat existe, parfois vif, mais toujours enrichissant. Ce qui est essentiel, c'est que « La Touye » soit sur ce point de rencontre et que, loin d'être un rassemblement immobile parce que paralysé, une dynamique soit née qui s'affirme.

« La Touye », une expé-

AUTOGESTION et socialisme

Publié avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

N° 39

Afrique noire : des communautés de base au socialisme autogestionnaire

Numéro spécial présenté par Yves Person

Yves Person : Autogestion et tradition africaine.

Gérald Berthoud : La première société autogestionnaire.

Sennen Andriamirado : Heurs et malheurs des Fokonolona.

Joseph Ni-Zerbo : Intellectuels, ouvriers et paysans, rapports pour une autogestion africaine.

Roland Colin : L'autogestion a-t-elle un sens pour l'Afrique?

Actualité de l'autogestion

Chroniques : Création d'une Fédération des élus autogestionnaires - Colloque « autogestion et dictature du prolétariat » - L'Ecole sociologique interrogative - Féminisme et autogestion - Centre de recherches institutionnelles - En Belgique, mouvements d'animation de base.

Compte-rendus

Abonnement annuel : France 65 F. Etranger 75 F.
Editions ANTHROPOS
12, avenue du Maine, 75015 PARIS
Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8.721-23)

rience à connaître où le DIRE et le FAIRE sont en marche.

René RICARRERE

La Touye : Abonnement 1 an (11 numéros) : 25 francs soutien 30 F ou plus, à adresser à GEAP, B.P. 73, 64300 Orthez.

Un institut pour la création

En octobre 1976 s'est ouvert à Paris (78 A, rue de Sèvres) un Institut pour la Connaissance et le Développement de la Personnalité créatrice. On serait tenté, à la lecture de cette information, de hausser les épaules pensant qu'il s'agit là de l'un de ces nombreux cours de « créativité » pour cadres moyens ou supérieurs. Un de plus! Eh bien il s'agit de tout autre chose!

En effet, l'I.C.D.P.C. n'a rien à voir avec le management et encore moins avec les défoulements pseudo thérapeutiques pour esprits fatigués et corps avachis. S'il s'adresse à l'esprit et au corps (mais peut-on dissocier l'un de l'autre?), c'est pour en explorer, par une démarche méthodique, basée sur des exercices précis, les possibilités d'attitude et de formulation créatrices. Certes, la création ne se réduit pas à un système, à des recettes; aussi l'ambition de l'I.C.D.P.C. n'est-elle pas de donner des modèles de comportement mais de susciter, à partir de données concrètes, l'éveil des facultés créatrices de chaque personne. Les travaux — car la création est un travail, souvent astreignant, il faut être clair là-dessus — sont liés à une pratique et les résultats mesurables par rapport à un produit. Cela signifie que les participants doivent être en mesure, à terme, de créer pièces, nouvelles, mises en scène, scénarios, etc. Il n'est bien entendu pas question d'établir a priori une quelconque hiérarchie mais d'engager un processus tendant à une autonomie créatrice quels que soient les niveaux personnels de réalisation. D'ailleurs il n'existe pas de degré limite de l'invention créatrice; passés les premiers paliers de prise de conscience et de confiance — et c'est au franchissement de ces premiers stades que l'Institut attache la plus grande importance — l'aventure est permanente.

Fonctionnement de l'Institut:

Quatre ateliers sont proposés permettant un éventail d'approches diverses de la création individuelle ou collective.

Une formation de l'acteur :

1. Travail sur l'interprétation.
2. Ecriture, atelier d'auteurs.
3. Improvisation.
4. Création individuelle ou collective.
5. Mise en scène.
6. Animations (pédagogie de la création).
7. Montage de spectacles.
8. Vidéo et création.

Cours du mardi au vendredi de 14 h à 18 h.

Ateliers du soir de 19 h à 23 h.

Mardi : création et pédagogie. Ouvert à toute personne s'intéressant au développement de la personnalité créatrice de l'enfance à l'âge adulte.

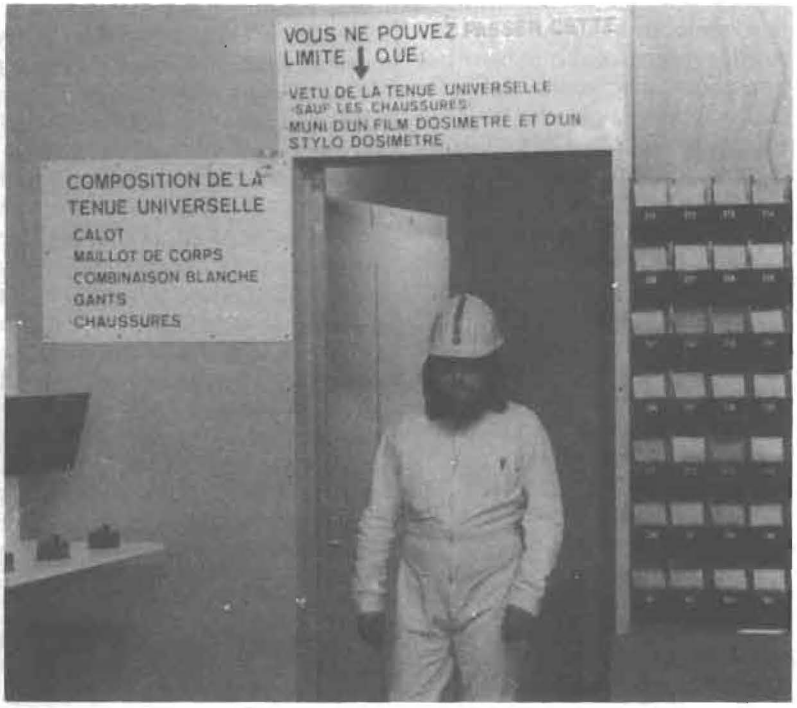
Mercredi : recherche dramaturgique. Ouvert à toute personne ayant ou non une connaissance de théâtre.

Jeudi : vidéo et création. Ouvert à toute personne souhaitant utiliser la vidéo comme moyen de création.

Pour tout renseignement : Institut pour le Développement de la Personnalité créatrice, 78 A, rue de Sèvres, 75341 Paris cédex 07. Tél. : 580.11.88.

DEBAT AVEC...

L'été 1977 a été marqué par des manifestations et des rassemblements écologiques à Malville, à Naussac, à Flamanville, au Larzac. La question des rapports entre le PC et le PS domine la rentrée politique. Mais la question clef en 1978 pourraît bien être aussi celle du rapport entre la gauche et le mouvement écologique. C'est pourquoi Faire a organisé un débat entre Brice Lalonde des Amis de la Terre, Jean-Paul Bachy délégué national du Parti Socialite, Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret.



Patrick Viveret :
Quelle leçons peut-on tirer de cet été « écologique »? Ne voit-on pas un fossé d'indifférence se creuser entre la gauche et le mouvement écologique?

Jean-Paul Bachy :
On ne peut pas parler d'indifférence du PS vis-à-vis de ce qui s'est passé cet été. Lors des accrochages les plus sérieux à Malville par exemple, le Parti socialiste a manifesté fermement sa présence et sa solidarité. Il n'a pas esquivé le début. Il a au contraire profité du choc provoqué par cette manifestation dans l'opinion publique pour rappeller ses positions.

Mais on ne peut perdre de vue que le mouvement écologique et les partis politiques se situent sur un plan différent. Le mouvement écologique se situe plus au plan du témoignagne — et il est nécessaire qu'il y ait des témoins pour dénoncer certaines choses dans la société! Le Parti socialiste ne peut en rester là; il doit se placer dans une situation de responsabilité et fixer des objectifs globaux. Mais dans la mesure où une partie de l'opinion est mobilisée par les thèmes écologiques, il serait évidemment suicidaire pour un parti politique d'ignorer cette question.

Brice Lalonde : Nous sommes confrontés à une difficulté de vocabulaire pour parler des rapports entre le mouvement écologique et les partis politiques. Le clivage gauche/droite a perdu une grande partie de son sens dans les luttes écologiques. C'est pourquoi le mouvement écologique se définit comme un mouvement autonome. Son approche est empirique. Il ne veut pas retomber dans les erreurs du gauchisme pour subir le même échec. Car sa vocation n'est pas d'être marginal, mais de devenir majoritaire. Et le fait est que les partis politiques et les syndicats s'avèrent incapables de prendre en charge les problèmes que nous posons. Le fait qu'il y ait de plus en plus d'ouvriers et de syndicalistes dans le mouvement écologique représente pourtant peut-être une chance de déblocage. Mais la complémentarité ne va pas de soi. Un important dirigeant du PS me disait par

BRICE LALONDE
JEAN-PAUL BACHY

exemple : « Ce que vous dites est passionnant, mais la gauche ne peut se permettre de faire des expériences ». En fait on a bien l'impression que la marge de manœuvre entre la droite et la gauche s'atténue. Notre autonomie doit donc être très grande. Cela étant dit, il n'y a rien de cassé, car plus on est autonome, plus les alliances sont faciles.

Jean-Paul Bachy : L'autonomie des mouvement écologique par rapport aux partis est légitime. On peut faire à ce niveau un parallèle avec l'autonomie du mouvement syndical. Mais il y a une contradiction dans le mouvement écologique : il a un parti-pris d'apolitisme et il manifeste en même temps la volonté d'entrer dans le jeu politique. Les débats sur l'énergie soulèvent effectivement des problèmes politiques : aménagement du territoire, planification, politique industrielle. Ils compliquent les choix politiques. Il y a bien des choix de droite et des choix de gauche en matière d'aménagement du territoire ou de planification. Les écologistes disent qu'ils sont apolitiques mais ils se situent sur un terrain où on ne peut évacuer les choix politiques.

Brice Lalonde : Mais le problème politique n'est pas simplement de planifier; il faut aussi changer les outils. Les écologistes sont d'ailleurs inquiets devant les conséquences d'une société qui serait trop planifiée il ne s'agit pas de faire porter le chapeau de décisions lourdes aux populations qui ne sont pas encore nées. C'est pourquoi nous avons par exemple proposé un système de dirigeables à la place de la liaison Rhin-Rhône; car une telle technologie est reversible. Les choix politiques portent aussi sur la question du seuil de planification étatiste et autoritaire.

Jean-Paul Bachy : Il y a une différence entre société planifiée et société autoritaire.

Pierre Rosanvallon : Revenons à la question de l'autonomie des mouvements sociaux. Brice Lalonde exprime que les mots de gauche et de droite ont perdu une grande partie de leur signification. Mais on ne peut en rester là. C'est en dire trop ou pas assez. La différence gauche/droite s'est en effet structurée à une période historique précise sur des thèmes qui n'étaient pas forcement liés entre eux. Ce qu'on appelle la gauche au XIXe siècle s'est à la fois identifiée au combat républicain, aux positions anticléricales et à la lutte contre l'exploitation. Ces trois thèmes n'étaient pas d'égale importance. C'est la lutte contre l'exploitation capitaliste qui nous paraît aujourd'hui le critère essentiel, mais il ne l'était pas forcément il y a un siècle. Ce qu'on appelle le mouvement ouvrier et qui constitue le principal mouvement social de la fin du XIXe siècle n'a pas eu, pour cette raison, des rapports faciles avec la gauche des partis politiques d'abors, socialistes ou radicaux. La volonté d'autonomie du mouvement ouvrier à la fin au XIXe siècle traduit cette distance et cette méfiance. La question des rapports entre partis et syndicats est pour cette raison au cœur des débats. On peut dire que tout nouveau mouvement social bouscule inévitablement une société politique qui s'est constituée à partir de thèmes et de références antérieurs. Je me demande si nous ne vivons pas actuellement le même type de problème avec l'émergence du mouvement écologiste.. Le mouvement écologiste se construit à partir de questions et de thèmes qui sont d'un certain point de vue extérieurs au débat politique traditionnel actuel de la même façon que le mouvement ouvrier s'est constitué à partir d'une question extérieure à l'affrontement par ailleurs décisif sur la force républicaine de la société et du gouvernement qui structuait les débats politiques d'alors.

Mais de la même façon que la question de l'exploitation capitaliste a progressivement pénétré le champ politique jusqu'à le marquer tout entier, on peut très bien imaginer que les thèmes écologistes deviennent peu à peu de nouveaux axes structurant la vie et choix politiques. La seule erreur à ne pas commettre à ce niveau est d'imaginer que les clivages et les débats dans la société sont immobiles et déterminés une fois pour toute. Il faut reconnaître que la lutte de classe au sens économique n'est pas le conflit auquel tous les autres pourraient se ramener; ce que sous-entend le vocabulaire politique qui établit une hiérarchie entre fronts secondaires et front principal.

Le rapport entre le mouvement écologiste et la gauche politique se pose aujourd'hui dans les mêmes termes que celui du mouvement ouvrier et de la République il y a un siècle.

Ces remarques étant faites sur le fond, il reste à examiner un problème de force qui est essentiel. Au XIXe siècle, le mouvement ouvrier s'est structuré dans la forme syndicale : le mouvement social s'est organisé : institutionnalise! Je ne pense pas que le mouvement écologiste puisse aujourd'hui envisager un avenir identique. Le mouvement ouvrier était lié à un lieu précis, l'usine, et s'affrontait à un adversaire clairement indentifié, le patron. Il n'en va pas de même pour le mouvement écologiste. Son adversaire est multiforme, ce n'est pas seulement l'EDF ou le gouvernement, c'est une politique, un type de croissance, une mode de production. Il n'a pas de lieu déterminé où se joue son identité et où se forge sa culture; son lieu c'est la société toute entière, même s'il



— ... Des hauts-lieux, comme Creys-Malville et Flamanville.

est parfois possible d'identifier des « hauts-lieux » comme Creys-Malville ou Flamanville.
De ce point de vue, je crois beaucoup plus à l'institutionnalisation des **problèmes** écologiques qu'à l'intitutionnalisation du **mouvement** écologique. Mais d'un autre côté, je vois aussi que c'est le statut et la forme même des partis politiques dans la société qui est en cause. Si de nombreuses questions divisent les militants à l'intérieur même des partis de gauche, comme le nucléaire ou la force de frappe, il faut trouver de nouveaux lieux de confrontation et de débat dans la société! Le débat sur le nucléaire pourrait en ce sens constituer l'amorce d'un lieu politique nouveau, à la fois distinct des partis et de l'Etat.

Jean-Paul Bachy : D'accord pour rejeter le clivage terrains de lutte secondaires/front de lutte principal. Il n'y a pas de priorités à établir ou de hiérarchies à définir. Le PS ne cherche d'ailleurs en aucune manière à s'entourer de mouvement de masse satellisés. Mais la spécificité des partis politiques reste de conquérir le pouvoir d'Etat ; avec la caractéristique, quand ils sont de gauche, de le faire pour transformer la société. Ils ont un projet global. C'est pourquoi je ne vois plus bien l'objectif du mouvement écologique dès lors qu'il s'engage aussi dans une voie politique, à travers les élections notamment.

Brice Lalonde : Si le mouvement écologique s'engage aussi sur le terrain politique institutionnel, c'est qu'il veut du pouvoir pour les population. On peut en effet imaginer une gestion anti-écologique de la société pour le compte de la classe ouvrière. Nous voulons ouvrir l'éventail des choix dans la société. C'est pouquoi notre démarche politique est majoritaire. Jusqu'ici, tous les mouvements ont eu un comportement minoritaire. Notre stratégie, au contraire, vise bien à obtenir la majorité! car nous voulons faire nous même notre politique. Il nous faut par exemple occuper un certain nombre de verrous institutionnels pour bloquer toute nouvelle construction de centrale nuclèaire.
Nous ne croyons pas à un projet global de société, nous sommes plus modestes. Il est pourtant nécessaire de dire que le programme commun n'implique pas un nouveau modèle société : c'est le même modèle de société qu'aujourd'hui pour le compte de classes sociales différentes.
Jean-Paul Bachy : Il y a une différence à gauche entre ceux qui se contentent de dire qu'il faut vivre mieux, comme le PCF, et ceux, comme le PS, qui disent aussi qu'il faut vivre autrement. Si la gauche n'est pas capable de modifier cette société dans ses fondements (la prise de décision, les rapports sociaux, le cadre de vie) elle aura en effet échoué dans son projet et ne transformera pas durablement le pays.
Patrick Viveret : Est-ce qu'il n'y a pas d'un côté une gauche qui tout en étant marquée par la polémique avec le PCF reste finalement dans le même univers et de l'autre les « mouvements » qui ne sont pas intéressés par les polémiques. On a l'impression que cette polémique passe parfoit à côté des enjeux essentiels. La question de la défense est significative : il y aura pobablement accord sur une **formule** de compromis sans que le débat soit vraiment posé au fond. On peut ainsi se demander si le plus important est la polémique entre le PC et le PS. ou le fossé qui se creuse entre la gauche institutionnelle et les mouvements sociaux comme le mouvement écologique. Si la gauche gagne les élections en 1978 son problème sera autant celui-là que celui des rapports entre les socialistes et les

communistes.

Jean-Paul Bachy : Ce débat est déjà celui que nous avons eu en 1968. Si on ne peut pas dire que le seul problème soit celui des rapports à l'intérieur de la gauche, la différence de conception entre le PC et PS reste un fait essentiel. On le voit bien sur le terrain, par exemple dans l'attitude vis à vis des comités de quartier.

Brice Lalonde : Pour le moment il y a, à la fois crise sociale au sens classique et crise écologique.

Jean-Paul Bachy : Ce n'est pas par hasard si le mouvement écologique est apparu à un certain stade des sociétés capitalistes occidentales. La société capitaliste n'a pu se développer qu'en soumettant la nature à la logique du profit.

Brice Lalonde : Tout n'est pas une question de profit. La question du capitalisme est plus compliquée. Aux USA le programme nucléaire est remis en cause dans la mesure où il n'apparaît pas toujours rentable. Le nucléaire suppose en effet une action de l'Etat pour être rentable, ce qui n'est pas le cas aux USA. C'est parce que le nucléaire est privé qu'il est en difficulté aux USA.

Jean-Paul Bachy : La pollution aux USA est pourtant liée à l'économie de profit. Mais il est vrai que le modèle soviétique se constitue pas un changement décisif.

Brice Lalonde : Tu as un modèle de « paradis socialiste »?

Jean-Paul Bachy : Non.

Brice Lalande : Est-ce que ce n'est pas embêtant?

Jean-Paul Bachy : Il n'y a de modèles de socialisme que si on réduit le socialisme à un changement dans le mode d'appropriation des moyens de production (pays de l'Est) ou à une priorité donnée à l'effort de justice sociale (social-démocraties).

Patrick Viveret : Il est vrai que les questions posées par le mouvement écologique restructurent l'ensemble du champ politique. Le mouvement écologique est actuellement à la frontière de ce que serait un véritable mouvement social et un lieu de maturation de nouveaux clivages essentiels en terme de type de naissance et le modèle de société.

Jean-Paul Bachy : Sur le plan politique, le PS mène le débat. Mais il n'a pas simplement à témoigner ou à dénoncer, il doit également proposer des politiques cohérentes et responsables.

Pierre Rosanvallon : Il me semble pourtant que le mouvement écologiste pose une question nouvelle qui dépasse celle du rapport des mouvements de contestation à des partis politiques qui doivent s'apprêter à gêner la société! En présentant des candidats aux élections, les écologistes brouillent en effet les cartes du choix politique traditionnel. Leurs électeurs votent en effet pour quelques questions précises et essentielles alors que les électeurs du PS ou du PC votent sur des politiques et des programmes d'ensemble. On ne peut pas reprocher au mouvement écologique d'être électoraliste, mais on peut déplorer qu'il soit pratiquement contraint de présenter des candidats dans un cadre qui n'est pas adéquat avec les objectifs qu'il poursuit. Les choses seraient plus claires s'il était possible d'effectuer des votes spécifiques sur des questions particulières. Pourquoi ne pourrait-on pas envisager par exemple un scrutin organisé pour trancher de la politique énergétique et désigner les gérants de cette politique? L'électoralisme des écologistes prendrait alors tout son sens. La tradition des charges et des fonctions électives spécifiques est après tout une vieille tradition démocratique, même si elle n'a vraiment été honorée que partiellement, dans l'Amérique du XIXe siècle. Avec le problème écologique, nous faisons l'expérience de la limite de ce qu'un sociologue du début du siècle, Ostrogorski, appelait les « partis-omnibus ». Les partis politiques ne peuvent représenter leur opinion interne de façon cohérente sur l'ensemble des problèmes; sinon ils ne verraient plus que l'addition composite de politiques parfois contradictoires.
L'aspiration majoritaire des écologistes n'a de sens que si elle s'accompagne de la revendication de nouvelles formes de droit démocratiques qui permettent d'isoler et de distinguer à certains moments certaines questions particulièrement importantes dont les données ne recoupent pas celles des affrontements politiques usuels. Sinon, les problèmes nouveaux seront toujours gommés et les débats désamorcés par une société politique qui n'est pas structurée vis à vis d'eux.

Brice Lalonde : C'est une idée à creuser. Pour l'instant je ne sais pas de quoi le mouvement écologique est gros. Mais il est peut-être gros d'un nouveau mouvement politique autonome.

Jean-Paul Bachy : Le mouvement étudiant avait la même ambition en 1968 l'UTEF voulait aussi se transformer en parlant d'un mouvement politique autonome. de masse. Mais cela a raté!

Brice Lalonde : Nous raisonnons avec des schémas politiques tout à fait différents. En 1968 on parlait encore d'avant-garde. Ce langage n'a plus aucun sens à nos yeux. Nous ne sommes pas des héritiers du gauchisme.

La gauche et l'expérimentation

Faire et le Nouvel observateur viennent d'organiser, début septembre, un Forum d'été sur le thème : « La gauche, l'expérimentation et le changement social ». Un numéro spécial commun en reproduira les travaux. Mais nous entamons dès ce numéro une réflexion sur la place de l'expérimentation dans la stratégie de la gauche à partir d'un texte de Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret.

La conséquence normale de l'évolution d'un système industriel développé, c'est le recours croissant à l'Etat. Seul celui-ci est en effet en mesure de faire façe à la centralisation croissante des tâches qu'entraîne la mise en oeuvre d'outils de grande dimension, de technologies dangereuses nécessitant le renforcement du contrôle social, la correction et la régulation des innombrables dysfonctionnements et frustrations qu'entraîne pour les groupes sociaux un tel mode de croissance. Ce n'est pas seulement parce qu'il est l'Etat d'une classe dominante mais aussi et surtout parce qu'il est le produit de l'hyper-industrialisation que l'Etat ne cesse de se renforcer, tout en étant par ailleurs incapable d'être le lieu d'une vraie délibération politique.

Reconstruire la societe civile

C'est dire que toute politique qui considère l'Etat comme le détour provisoire qu'une société se donne pour se réapproprier les instruments que le capital lui a ôté ne peut aboutir qu'au résultat inverse de l'objectif recherché. L'idéalisme d'une société sans pouvoir et la croyance à la neutralité du développement des forces productives finissent par se conjuguer pour donner à l'Etat des fonctions sans cesse plus nombreuses et plus étendues. C'est pourquoi le projet autogestionnaire est de s'attaquer directement, et non après un illusoire détour étatique, à la reconstruction d'une société politique et d'une société civile dont le champ d'autonomie est aujourd'hui sans cesse restreint. Moins d'idéalisme sur le dépérissement de l'Etat et plus de volonté politique pour transformer et réduire ses fonctions nous paraît préférable. Est-ce pour autant substituer un affrontement société civile/Etat pour mieux masquer les antagonismes de classe ? En aucun cas, l'action des travailleurs et de tous ceux qui vivent des situations d'oppression se trouvera démultipliée par le retour à des conflits de face à face (1) que rend possible la double reconstruction d'une société civile et d'une société politique. A l'inverse, la lutte des classes est condamnée soit à la récupération, soit à un affrontement global et incertain, lorsque l'Etat finit par être le seul interlocuteur et le seul recours possible. Elle ne peut alors que produire des mouvements *revendicatifs* et non des mouvements *d'expérimentation* et de construction d'autres rapports sociaux. Elle ne peut, enfin, que déboucher sur un changement social qui accroît encore la puissance étatique. L'action sociale se limite alors continuellement à la mobilisation en vue d'échéances uniquement globales. Comme si le changement social se réduisait à la préparation d'une grande bataille décisive — autour de la conquête de l'Etat — qui garantirait une victoire irréversible. Le langage même du combat politique éclaire d'ailleurs bien cette attitude. Il reproduit pour l'essentiel le langage militaire traditionnel. Marx parlait de la lutte des classes comme Clausewitz de la guerre ; et nous continuons de penser dans ces mêmes termes. Paradoxalement, le langage politique est même aujourd'hui en retard sur le vocabulaire et sur les concepts militaires modernes. La réflexion d'un Saul Alinsky qui a essayé de penser la transformation sociale avec les concepts de la guerilla moderne reste par exemple isolée (2). Elle reste isolée car elle n'a pas de statut théorique dans le cadre d'une culture politique social-étatiste.



FOTOLIB.

L'hyper-industrialisation conduit au renforcement de l'Etat.

Mais allons plus loin. Est-il possible d'enseigner une reconstruction de la société civile sans que le préalable du changement de système ait été acquis ? Posons la question franchement : n'est-il pas illusoire de prétendre expérimenter dans la société capitaliste des formes d'organisation en rupture avec le système, de développer des innovations sociales ayant un certain contenu autogestionnaire ? Si les termes d'autogestion et d'expérimentation sociale sont récents, la question est loin d'être neuve. Depuis le début de l'histoire du mouvement ouvrier c'est elle qui alimente le débat réforme/révo-

(1) Voir sur ce point l'analyse intéressante de J.-P. Dupuy et J. Robert sur les phénomènes « d'interface » in *La trahison de l'opulence,* PUF 1976.

(2) cf. notamment Saul Alinsky, *Manuel de l'animateur social,* Editions du Seuil, Paris 1976.

lution. Au XIXe siècle déjà, certains rêvaient de changer la société en la grignotant de l'intérieur par la mise en place de coopératives et de mutuelles.

Marx lui-même verra d'ailleurs dans le mouvement coopératif *une des forme transformatrices de la société*, tout en reconnaissant qu'il devrait atteindre un développement national pour affranchir la classe ouvrière. On sait aussi que ce fut le sens de l'expérience des colonies socialistes parties s'implanter dans le nouveau monde, aux Etats-Unis ou en Amérique du Sud, pour mettre en oeuvre des projets de société novateurs sur des terres encore vierges de toute «souillure» capitaliste. Nous reviendrons plus loin sur le sens de telles entreprises.

Le mouvement ouvrier devait pourtant faire progressivement l'expérience des limites de ces tentatives, soit récupérées, soit marginalisées, et constater l'impossibilité de construire des ilôts de socialisme dans le capitalisme. Le débat théorique n'a guère avancé depuis cette époque. Il est vrai que le capitalisme est devenu plus «totalitaire», englobant toutes les sphères de l'activité sociale par delà la seule activité économique. L'opposition réforme/révolution s'est, en conséquence, relativement durcie, renforçant le sentiment de l'impossibilité d'un changement qui ne soit d'abord global. Pourtant, l'action militante quotidienne — au sein des partis, des syndicats, des associations — se propose continuellement de dépasser pratiquement l'alternative théorique, aménagement de la système ou préparation de la révolution. L'action militante est toujours une forme d'expérimentation à la fois réformiste et révolutionnaire, même si les expérimentations qu'elle produit



FOTOLIB.

Les mouvements sociaux se cantonnent le plus souvent dans un rôle revendicatif.

sont nécessairement limitées dans le temps et dans l'espace. On peut d'ailleurs se demander si ce n'est pas le fait de théoriser de manière abrupte la séparation de ces deux moments qui produit fréquemment la démobilisation militante, voire la démission. Le réformisme «tranquille» n'est-il pas souvent en effet le produit du découragement militant devant les grandes révolutions qui tardent à venir ? La démobilisation n'est-elle pas en grande partie la conséquence d'un refus théorique du réformisme lié à la reconnaissance pratique de la distance qui nous sépare de la Révolution avec un grand R. Ne pourrait-on donc être militant que dans le mensonge d'une pratique réformiste déguisée par des discours révolutionnaires justificatifs ? Ce serait grave. Et poutant dans la culture politique social-étatique, réforme et révolution se confortent réciproquement dans un cercle vicieux à l'intérieur duquel la pratique et la théorie jouent un jeu de cache-cache honteux. Il faut essayer d'en sortir. C'est ce que nous voulons tenter en développant le thème d'une stratégie d'expérimentation liée à l'objectif de reconstruction d'une véritable société civile. Les stratégies traditionnelles du changement social, parce qu'elles sont conçues principalement pour occuper l'Etat et non pour transformer la société civile, introduisent en effet une coupure profonde entre l'action politique et l'action «sociale» ou «économique». Elles cantonnent du même coup les mouvements sociaux dans un rôle *revendicatif* la satisfaction globale de ces revendications exigeant le recours à l'Etat et aux appareils politiques capables de l'occuper.

Nous partons nous d'une hypothèse sensiblement différente. Si le problème principal est la reconstruction d'une société civile, le débouché principal des mouvements contestant l'ordre

existant doit être la production, la construction et l'expérimentation, beaucoup plus que la revendication. Les formes de recours à des médiations extérieures, et notamment à l'Etat, doivent être limitées au maximum et n'intervenir que lorsque le blocage empêchant le développement de telle ou telle expérimentation se situe au niveau de l'appareil étatique. De même il nous faudra réfléchir au type d'organisation politique et à la forme de militantisme que requiert cette perspective stratégique.

L'expérimentation : élément clef

Au confluent de pratiques sociales naissantes et d'intuitions théoriques encore balbutiantes, le thème de l'expérimentation commence en effet à faire son chemin. Chemin encore peu fréquenté, il est vrai. Il attire pourtant un nombre croissant de militants à la recherche d'une pratique nouvelle ; essentiellement du côté de ces militants qui se conçoivent comme des «entrepreneurs» d'une société nouvelle. Définir et pratiquer les alternatives concrètes aux modèles institutionnels traditionnels, tenter des expériences porteuses de nouveaux rapports sociaux, devient la forme essentielle de militantisme pour tous ceux qui n'entendent plus se limiter au combat politique traditionnel, soit qu'ils le jugent insuffisant, soit même qu'ils y soient devenus totalement indifférents. Tout un foisonnement d'expérimentations tente ainsi d'exister (médecine de quartier, écoles nouvelles, radios libres, habitat communautaire etc...) à la recherche de nouvelles formes de vie sociale. Tentatives souvent marginales, fluctuantes, mais porteuses d'avenir.

Les résistances à vaincre sont en effet nombreuses. Résistances administratives, réglementaires, financières, institutionnelles. Mais le militant est habitué à ce type d'obstacles. Les résistances les plus fortes sont finalement des résistances culturelles. Un tel type d'action n'a pas d'autre statut dans «la théorie» que d'être réformiste ou marginale utopique. Il ne peut donc qu'être dévalorisé. Il est par exemple frappant de voir à quel point la peur de l'hétérodoxie peut être intimidante, jusqu'à constituer un obstacle décisif dans bien des cas. Au point qu'il suffit parfois de brandir l'accusation de «récupération» ou «d'intégration» pour faire reculer les militants les plus décidés.

Que de pratiques honteuses et de militants culpabilisés lorsque la théorie ne donne pas son brevet de «normalité» à une action.

Il faut aller au fond de cette question et percer cet abcès de la peur de la récupération.

C'est la conception révolutionnaire classique de la transformation sociale qui est ici en cause. Le social-étatisme constitue un obstacle décisif à une pratique politique de l'expérimentation en tant qu'il véhicule une réprésentation très mécaniste et centraliste de la transformation sociale.

Dans ce cadre culturel l'expérimentation n'a pas de place et est automatiquement condamnée à n'être qu'un outil réformiste, un gadget utopique. Mais c'est aussi parce que ces représentations sont en crise, en train de craquer qu'une autre pensée de la transformation sociale est possible. Tant que l'on raisonne dans le cadre d'un temps et d'un espace homogènes, il n'est d'autre solution que d'instituer par l'acte de la Révolution un nouveau temps et un nouvel espace. Pourtant, si le temps était vraiment rigide et l'espace homogène, il n'y aurait aucun espoir perceptible de transformation sociale. C'est dans les pays totalitaires que cette représentation est la plus proche de la réalité, et c'est dans ces pays que la pensée du changement social est la plus difficile. Cela n'a par exemple guère de sens d'appliquer nos schémas classiques de la Révolution à l'Union soviétique. Tout y paraît d'ailleurs si bloqué que beaucoup ne voient de solution que venant de l'extérieur. En effet il n'y a pas d'alternative intérieure possible au totalitarisme accompli. Les faits nous l'ont plusieurs fois tragiquement montré depuis le début de ce siècle.

L'erreur profonde est ainsi d'appliquer aux sociétés capitalistes comme la France des schémas théoriques qui ne coïncideraient qu'à une société totalitaire. Il n'y a qu'une société totalitaire pour récupérer sans se transformer.

Sinon, la récupération produit toujours un changement qu'il serait paradoxal de ne concevoir que comme consolidation.

C'est parce que le temps et l'espace ne sont pas homogènes et totalitaires qu'une stratégie d'expérimentation peut se développer en s'appuyant sur les contradictions, les interstices, les divisions et les failles des institutions et des réseaux qui structurent la société ! L'expérimentation peut aussi produire de «l'espace différentiel» selon la suggestive expression de Henri Lefèvre, dépassant ainsi l'enfermement dans le seul clivage centralité/marginalité qui nous sert aujourd'hui de référence. Ce n'est en effet que dans les

fractures et les clivages de l'espace que peut se produire quelque chose de nouveau, de différent. Cette façon de penser est d'ailleurs absente chez Marx, penseur de l'histoire, de l'espace, contrairement à Gramsci ou à Rosa Luxembourg. Et pourtant, c'est bien l'espace qui est le domaine stratégique par excellence. On ne doit donc pas s'étonner de ce qu'un certain blanc stratégique soit sous-jacent à ce silence de Marx sur l'espace (1). L'expérimentation ne peut au contraire trouver de sens stratégique que dans la mesure où elle se réfère à de nouvelles représentations du temps, et surtout de l'espace de la société. Sinon elle n'a effectivement d'autre avenir que d'être récupérée par le centre ou rejetée à la périphérie.

Dans cette mesure, il devient maintenant possible par une stratégie de l'expérimentation de dépasser la place réformiste ou utopiste à laquelle elle est encore assignée. Et plus encore de constituer une véritable alternative stratégique aux pensées révolutionnaires traditionnelles. Ce n'est pas surprenant, car, au fond, l'utopie, la réforme et la révolution sont filles d'un même ensemble de représentations de la société et de sa transformation.

Les utopistes sont d'abord des migrants, fuyant un espace maudit pour découvrir de nouvelles terres. Ils pensent réaliser dans un saut de l'espace ce que Marx attendra par un saut de l'Histoire. Marx a d'ailleurs écrit quelques lignes significatives à propos du projet de voyage en Icarie de Cabet. « *Nous estimons la personne du citoyen Cabet*, écrivait Marx, *mais nous combattons son projet d'émigration et sommes convaincus que, si l'émigration qu'il propose a lieu, il en résultera le plus grand préjudice pour le principe du communisme Nous crions aux communistes de tous pays : frères, restons sur la brèche de notre vieille Europe, travaillons et luttons ici* » (3).
Mais si Marx critique Cabet, il ne fait que transposer dans l'histoire le voyage en Icarie. L'acte de la Révolution joue le même rôle que la traversée de l'Atlantique pour Cabet : c'est la marque d'un détachement et d'une rupture qui annoncent un monde nouveau. L'opposition aujourd'hui/demain reproduit l'opposition dedans/dehors. L'utopie classique est ainsi à l'espace ce que la conception traditionnelle de la Révolution est au temps. Ce n'est pas par hasard que l'âge d'or des utopies, de Thomas More à Campanella, est lié à l'histoire des grandes découvertes maritimes. L'utopie géographique, comme la révolution, fonctionne comme une *inversion/projection* de la société existante.

Elle oppose une totalité pleine et harmonieuse, sans manque ni absence, à une société elle-même conçue comme totalité fermée. De la même façon, la révolution oppose la plénitude d'une fin de l'histoire à une histoire en quelque sorte totalement « finie ».
C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique aujourd'hui toute la force d'attraction du *voyage* chez de nombreux jeunes : ils marquent par un départ la recherche des effets d'une Révolution que le temps ne leur donne pas.

Le réformisme se situe quant à lui dans le même champ historique que l'action révolutionnaire : la réforme entend distiller et égréner lentement le temps que la Révolution condense brutalement. Mais elle conçoit également le temps comme linéaire et graduel. Il n'y a pas de pensée du réformisme possible en dehors d'une référence de fait à la Révolution. La stratégie d'expérimentation bouscule ces catégories de l'utopie, de la réforme et de la révolution dans le mesure où elle s'enracine dans d'autres représentations du temps et de l'espace. Elle n'est ni une stratégie de réformes graduelles ni une stratégie de constitution d'îlots de socialisme. Elle s'inscrit dans les lieux et les contradictions du temps et de l'espace pour produire de l'inversion institutionnelle et de la subversion. Elle est à la fois une stratégie de lutte et une stratégie de construction du socialisme.

A l'opposition scholastique réforme/révolution, la nouvelle culture politique substitue la dialectique productive expérimentation/transformation de l'institution. Elle ne nie pas la nécessité de la conquête de l'Etat, mais elle manifeste que cette conquête ne pourra être suivie de sa transformation et de la réduction de ses fonctions qu'à la condition qu'existe une société civile vivante et entreprenante. A une conception uniforme et unifiée en socialisme, elle oppose une vision du socialisme comme une société en chantier, diversifiée.
Car ce n'est pas seulement dans

---

(1) Voir sur ce point les remarques éclairantes de Lacoste, *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre,* Maspero. Paris 1976.

Cabet, célèbre auteur du *Voyage en Icarie,* projetait d'édifier une colonie communiste au Texas. Son projet, qui souleva beaucoup d'enthousiasme chez nombre de socialistes fut entrepris, mais il échoua.

K. Marx in *La Revue Communiste* 1858 n°1 ; texte cité par Louis Marin dans *Utopiques : jeux d'espaces,* Editions de Minuit. Paris 1973.

l'histoire que se jouent les ruptures et les changements, mais aussi dans le présent de l'espace : à son cœur et non à sa marge.

Nous sommes ainsi confrontés à une réévaluation de la notion même de militantisme. Entre le militant agent d'une cause organisationnelle et le militant agent de la révolution quotidienne, il n'y a pratiquement aucun rapport. Toute notre logique politique conduit à produire d'un côté un militantisme de l'institué et de l'autre un militantisme de l'instituant, coupure d'autant plus vivement ressentie que l'on s'approche de la prise du pouvoir. A terme il y a risque de voir se constituer, si ce n'est déjà fait, une double culture politique de gauche : celle de l'expérimentation marginale d'un côté et celle du militantisme organisationnel centré sur la conquête et la gestion de l'Etat ou des institutions de l'autre. On peut d'ailleurs constater aujourd'hui que c'est sur une base d'exclusion mutuelle que se constituent déjà ces deux pôles, au sens physique du terme : la société d'expérimentation se nourrit des échecs et des impasses de la société militante traditionnelle et vice-versa. Une étude de la rotation militante en France serait de ce point de vue fort instructive pour montrer comment s'organisent les flux entre ces deux pôles. A l'extrême nous aurions la figure de la culture politique américaine qui voit coexister sans rapports depuis le XIXe siècle des mouvements de base (communautés, expérimentations locales de toutes sortes) et des stratégies politiques coupées de toute problématique de changement social.
Il est encore temps pour nous d'empêcher que se crée cette situation qui ne laisserait plus ouverte que la perspective d'un lent pourrissement de la société comme condition d'un changement futur.
Pour cela, outre la réévaluation de la conception classique du militantisme, il faut aussi mettre en œuvre tout un travail de médiation institutionnelle entre les agents de la société politique et les agents de l'expérimentation. « Frottée » à l'expérimentation, la société politique pourra se constituer en cessant de s'identifier au pôle de l'Etat. Elle jouera alors, au sens fort du terme, le rôle d'un opérateur politique dans la société ; opérer ne signifiant pas récupérer ou domestiquer mais « faire travailler », « politiser », proposer un projet stratégique.
C'est la seule façon de dépasser dans l'avenir la perspective d'une dialectique sociale uniquement constituée, selon la formule consacrée, autour de « l'action gouvernementale et de l'action de masse ». C'est aussi le moyen de concevoir la dynamique de la transition autrement que simplement structurée entre « un mouvement d'en haut » et « un mouvement d'en bas ».
L'autogestion ne pourra se construire que dans une dynamique qui dépasse l'affrontement nu des pressions de la base et des contraintes de gestion du sommet. Car c'est la notion même d'identité collective qui se trouve redéfinie dans une dynamique d'expérimentation, permettant d'échapper aux blocages inévitables issus du décalage entre une identité immédiate — dans la société civile — et une identité lointaine — dans l'Etat


SYGMA.

Deux types de militantismes qui s'ignorent : l'expérimentation marginale d'un côté...

—, blocages qui ont toujours conduit historiquement à l'échec ou au totalitarisme.
Nous ne faisons ici qu'esquisser une piste théorique. Mais elle nous semble importante. Car il y a aujourd'hui urgence théorique. La pratique doute et balbutie tant qu'elle ne se sent pas confortée, voire justifiée. Pourtant, il ne suffit pas d'avancer des éléments pour une nouvelle stratégie du changement social. Il faut aussi reconsidérer la question même du militantisme.

Les militants comme nouveaux entrepreneurs

Le militantisme politique est en crise. La forte rotation des adhérents dans l'ensemble des partis n'en est qu'un symptôme parmi d'autres. Le langage militaire de la vie militante est en effet, là encore, lourd de significations concrètes (1).
Le monde des animateurs, qui sont en passe de jouer aujourd'hui le rôle social des instituteurs à la fin du XIXe siècle, est peuplé de militants déçus qui réinvestissent, en le professionnalisant, leur militantisme. Ce qui ne va d'ailleurs pas sans poser de problèmes, car ils accentuent ainsi la rigidité des structures, organisant la dépendance et l'assistance dans la société.
Mais un nombre croissant de gens cherchent une autre voie. Ils veulent « faire quelque chose » et plus seulement revendiquer ou préparer les batailles du lendemain. Il n'est pas exagéré de dire qu'une aspiration profonde à *l'entreprise* — au sens fort du terme — est en train d'apparaître socialement aujourd'hui comme alternative à la crise du militantisme.



Gilbert UZAN/GAMMA.

... le militantisme organisationnel de l'autre.

C'est bien dans ce sens qu'il faut aller. Il ne faut pas craindre de dire que l'aspiration à l'autogestion est inséparable d'une réhabilitation, d'une extension et d'une socialisation de la fonction d'entrepreneur dans la société. Cette formule, volontairement provocante mérite explication. Il s'agit d'abord de réhabiliter la fonction d'entrepreneur. La société capitaliste est en effet devenue une société bureaucratique, une société de gestion et d'administration, beaucoup plus qu'une société d'innovation. On peut reprendre sur ce point l'analyse classique du dépérissement de la fonction d'entrepreneur faite par Schumpeter. Celui-ci décrivait dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* la marche du capitalisme vers la bureaucratie, les gestionnaires et les administrateurs remplaçant les entrepreneurs.

Il voyait que, dans un avenir proche, « *les entrepreneurs se verraient privés de tout champ d'activité et se trouveraient placés dans une situation très analogue à celle de généraux dans une société où la paix perpétuelle serait parfaitement garantie* ».

On ne peut que constater aujourd'hui l'exactitude de ce diagnostic. Il ne s'agit pas de le regretter, comme s'il y avait eu

(1) On sait en effet qu'étymologiquement, militant et militaire ont la même origine (en latin miles = soldat).

un âge d'or du capitalisme d'entreprise que l'on opposerait au nouvel âge du capitalisme bureaucratique. Non.
Ce qui est en cause c'est le dépérissement de la fonction d'entreprise comme conception du développement de la société. C'est pourquoi on ne peut aujourd'hui réhabiliter la notion d'entreprise qu'en l'élargissant.

La notion d'entreprise reste encore synonyme de capitalisme et d'exploitation. Elle est enfermée dans une vision économiste de la société ; ce qui est logique dans la mesure où le capitalisme a fait de l'économie le ressort essentiel de l'activité sociale. Il y a aujourd'hui un décalage considérable entre la *sophistication technologique* de la société et son caractère *socialement rudimentaire*. C'est dans le domaine de la vie sociale qu'il faut aujourd'hui innover et entreprendre. La véritable entreprise devient celle qui consiste à changer les rapports sociaux et les rapports des hommes à l'institution. C'est dans le domaine de la médecine, de l'enseignement, de la culture qu'il s'agit aujourd'hui d'être entreprenant. Le simple emploi du terme d'innovation sociale, malgré ses ambiguïtés, indique en ce sens une direction nouvelle de l'activité sociale.

Mais l'innovation sociale n'aurait aucun sens si elle était seulement conçue comme un produit technocratique. Elle ne peut être que collective. C'est pourquoi il faut également *socialiser* la fonction d'entreprise dans la société et dépasser l'image de l'entrepreneur solitaire et génial qui inflige à la société ses conceptions. Cette image, qui n'a même plus de validité technologique, serait socialement dépourvue de toute signification.
Réhabiliter, étendre et socialiser la fonction d'entrepreneur c'est au fonds *socialiser les valeurs que le libéralisme avait conçues comme individuelles.* Et c'est justement parce qu'il ne les a comprises que dans un sens individualiste qu'elle sont surannées. C'est le fondement d'une société qui veut s'autogérer, s'autoproduire, s'auto-instituer.
Pour une bonne part, le militantisme est aujourd'hui le refuge d'entrepreneurs frustrés parce qu'empêchés de l'être.
Dans l'usine, c'est la structure hiérarchique et bureaucratique du pouvoir qui est un obstacle à une véritable entreprise. Le plus grand scandale pour bien des ouvriers n'est-il pas de constater le véritable gâchis social auquel mène une telle structure ? C'est la même chose dans l'école, à l'hôpital etc... Pour reprendre l'image de Pareto, nous sommes passés d'un capitalisme des entrepreneurs à un capitalisme des rentiers.

Il ne s'agit pas de construire un socialisme de rentiers.
C'est pourtant la pente logique de la conception communiste qui ne voit le socialisme que comme la dépassement/prolongement du capitalisme.
Une telle conception de l'autogestion socialiste n'est certes pas sans poser de problèmes et sans soulever d'objections. On dira d'abord qu'une telle conception n'est pas réaliste, qu'il est vain de penser que tout le monde peut participer de cette fonction d'entreprise dans la société.

C'est un fait aujourd'hui. Mais pourquoi penser qu'il en ira toujours ainsi ? Et surtout pourquoi faire de cette réalité un obstacle au droit d'entreprendre pour tous ceux qui le désirent et qui le peuvent. C'est la liberté d'exploiter que le socialisme refuse, pas la liberté collective d'entreprendre. La société n'est pas un monopole, elle doit pouvoir se développer librement. Ce qui doit par contre être assuré à tous, c'est la possibilité effective d'entreprendre s'ils le désirent. Au risque de choquer on peut même aller jusqu'à dire que c'est un des devoirs essentiels d'un Etat socialiste que d'aider la libre entreprise collective et dans le même temps de supprimer l'exploitation. C'est là une traduction concrète de la distinction entre la socialisation et l'étatisation des moyens de production. Il faut être conséquent jusqu'au bout lorsqu'on refuse une société étatisée.
On pourra ensuite objecter qu'une telle conception de la société autogestionnaire risque de favoriser l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante. Cette objection mérite un examen attentif car elle n'est pas sans fondements. Albert Meister a par exemple montré comment l'autogestion yougoslave avait joué le rôle d'un mécanisme de sélection d'une élite technicienne, permettant le passage de l'artisanat à l'industrie dans un pays économiquement peu développé (1). C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il considère l'autogestion comme une « idéologie de la première révolution industrielle ». L'autogestion aurait ainsi été un moyen de « sélectionner les meilleurs par la promotion de tous », selon l'expression bien connue. Sans entrer dans le détail du système yougoslave, on peut pourtant dire que ce n'est pas étonnant dans la mesure où cette société participe également à bien des égards de l'idéologie économiste. On peut également souligner que c'est une erreur de concevoir une économie développée comme étant nécessairement liée à des unités écono-

(1) cf. Albert Meister, *Oú va l'autogestion yougoslave ?* Anthropos, Paris 1971.

Faire Le Nouvel Observateur

La gauche choisira-t-elle la voie du renforcement de l'Etat ou celle de la décentralisation et de l'autogestion ? L'expérimentation peut-elle être davantage qu'un gadget utopique et devenir un enjeu politique ?

Deux questions qui furent au centre des débats qui se sont déroulés au Forum d'été organisé début septembre à Paris par Faire et le Nouvel Observateur. Les compte-rendus de ces travaux feront l'objet d'un numéro spécial (*) conjoint qui sera en vente courant octobre.

(*) Attention : ce numéro spécial est hors abonnement.

miques géantes dont la logique est de concentrer le pouvoir comme la technologie.

Mais allons plus loin. Pourquoi considérer comme une élite ou une nouvelle classe dirigeante, les groupes sociaux qui seraient les plus entreprenants ? Que font les partis politiques sinon viser à pouvoir « entreprendre la société » ? Ou plutôt n'est-ce pas parce qu'ils se préoccupent surtout « d'entreprendre l'Etat » qu'ils sont, eux, bien liés à l'apparition d'une nouvelle oligarchie, comme l'a montré R. Michels ?

Au fond, la conception de classe dirigeante ne prend tout son sens que dans une société centralisée ou polarisée. Centralisée, comme les pays de l'Est. Polarisée (sur l'économique) comme les pays capitalistes. Dans une société vivante et pluraliste, la notion de classe dirigeante ne peut plus avoir le même sens. Il faut davantage parler en termes d'entrepreneurs collectifs liés aux différents domaines de l'activité sociale.

Et il est évident que, dans une première étape au moins, ce sont ceux qui sont le moins dépossédés de leur travail et de leur outil de travail (savoir ou technique) qui seront le mieux à même d'entreprendre. Au XIXe déjà, c'étaient les artisans-ouvriers et les compagnons qualifiés qui créaient des coopératives de production.

Certes ces « élites », qui ne forment pas des classes dominantes, ne sont à leur tour que le produit de la division sociale. C'est la réduction de la division sociale qui permettra à l'ensemble de la société de devenir entreprenante collectivement. Et pourquoi la fonction sociale d'innovation serait-elle inférieure à la gestion, à l'administration, au gouvernement ? Si le capitalisme s'est développé en Occident, c'est d'abord parce qu'il a *« tendu à rejeter dans l'ombre parmi tous les types sociaux possibles le prêtre, le politicien et le militaire pour privilégier deux facteurs décisifs de l'industrialisation : l'entrepreneur et le technologue »* (J. Baechler). Le développement plus rapide du capitalisme en occident est donc lié *à un mode spécifique de répartition des élites* comme l'a bien montré J. Baechler. C'est ce qui a permis à Marx de dire que la bourgeoisie avait joué un rôle éminement révolutionnaire dans l'histoire.

Aujourd'hui ce rôle peut être celui des militants comme nouveaux entrepreneurs d'une société autogérée. Ce n'est pas seulement une possibilité pour demain, c'est toute la conception même du militantisme d'aujourd'hui qui peut s'en trouver marquée. Ce n'est que dans cette mesure que le socialisme pourra faire autre chose que gérer selon d'autres critères la machine économique et administrative du capitalisme technocratique. Et si les militants peuvent souvent mieux que d'autres jouer un rôle, c'est qu'ils sont pour une large part ce que la sociologie appelle des « marginaux sécants », c'est-à-dire des individus en situation instable dans la société et dans ses institutions (1). Car ce sont eux qui sont au cœur des mutations et des mouvements de la société. Mais parler dans ces termes, c'est bien évidemment bouleverser la notion classique de militant, en ne la restreignant pas aux seuls fantassins des organisations constituées.

Pierre ROSANVALLON

Patrick VIVERET



SYGMA.

Bouleverser la notion traditionnelle du militantisme.

(1) De même que les grands entrepreneurs du XVIIe étaient pour une grande part des déracinés, des émigrants et des hérétiques. cf. la thèse de H.R. Trevor-Roper, *De la réforme aux lumières,* Gallimard Paris 1972.

plus de 900 réponses... on continue à nous écrire

Nous publions ici les résultats de l'enquête que nous avons effectuée auprès de nos abonnés. Plus de 900 lecteurs nous ont répondu, ce qui constitue un résultat appréciable.
Nous nous efforcerons dans les prochains mois de tenir compte le mieux possible des suggestions ou des critiques qui nous ont été adressées.

1. AGE :

Jusqu'à 25 ans	76	9 %
25 à 35 ans	267	30 %
35 à 45 ans	215	24 %
+ de 45 ans	317	36 %
	875	

2. SEXE :

Féminin	90	10 %
Masculin	755	90 %
	845	

3. ETES-VOUS ADHERENT AU P.S.?

Oui	486	64 %
Non	274	36 %
	760	

4. LISEZ-VOUS D'AUTRES REVUES? Ont été cités :

Le Nouvel Observateur	242 fois
L'Unité	140
Nouvelle Revue Socialiste	65
Repères	81
C.F.D.T. Aujourd'hui	57
Esprit	45
Le Matin de Paris	45
Le Monde	42
L'Express	34
L'Expansion	34
Le Point	29
Le Poing et la Rose	21
Le Canard Enchaîné	21
Correspondance Municipale	18
Le Sauvage	14

De nombreux titres sont cités moins de dix fois.
Le Quotidien de Paris est cité deux fois.

5. Voudriez-vous que « FAIRE » soit dans sa réflexion plus proche ou plus indépendant qu'il l'est aujourd'hui des positions du P.S.?

Plus proche	134	16 %
Plus indépendant	117	14 %
Comme maintenant	587	70 %
	838	

6. Quelles sont les rubriques les plus intéressantes pour vous? Ont été citées dans les trois premières :

Actualités	107
Recherches et Débats	175
Où en sont aujourd'hui	54
Changer la vie	114
Dossiers	175
Interviews	47
	672

7. Trouvez-vous que les articles sont en général :

Trop difficiles à lire	34	5,1 %
Assez difficiles à lire	292	43,4 %
Faciles à lire	347	51,6 %
	673	

8. Désirez-vous qu'une plus grande place soit donnée :	
— aux articles théoriques	352 fois cités
— aux dossiers sur les problèmes de fond	261 fois cités
— aux analyses politiques de l'actualité	303 fois cités
— aux débats internes à la gauche	245 fois cités

9. PRESENTATION DE LA REVUE		
Très bonne	281	32 %
Bonne	499	57 %
Assez bonne	78	9 %
Mauvaise	7	
	868	

CHAQUE VENDREDI
L'unité
L'HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE
avec la chronique
de François
Mitterrand

dialogue avec nos lecteurs

Vieux poncifs. Oui. C'est d'emblée l'impression qui ressort de la lecture de l'article de F. de Martinoir, « Un nouvel académisme? » (Faire No 21/22).

« Baisse du niveau des enseignés »? Qui ne se souvient des plaintes de nos chers professeurs sur cette baisse chaque année constatée, chaque année renouvelées? Quand donc atteindrons-nous l'étiage?

Quant à l'affirmation que **« les lycéens de mai 68 avaient pour la plupart une maturité, une culture littéraire et politique que l'on cherche en vain chez leurs successeurs »**, c'est le type même de l'affirmation gratuite puisque rien dans l'article ne vient l'étayer.

Faut-il rappeler, d'ailleurs, que c'est après 68 (et non avant) qu'émergent des mouvements revendicatifs dans les lycées et collèges d'enseignement technique, largement autonomes par rapport aux luttes étudiantes? Que cette contestation, faute notamment d'une « mémoire » qui permette de tirer les leçons des échecs, se dévoie dans le folklorique ou se dilue, plus généralement, dans un ras-le-bol généralisé est sans doute vrai? Mais avant 68, que connaissaient les lycées sinon le rituel du chahut, les folkloriques monômes?

Autre poncif : **« Le profond désarroi »** de **« beaucoup de professeurs de lettres »**. Chacun, selon sa discipline, pourra remplacer « lettres » par « histoire-géographie », « sciences naturelles », etc.

Tout cela serait bien anodin si ce n'était un des thèmes dominants de l'article. Ainsi, page suivante, lit-on : **« grande misère intellectuelle d'étudiants arrivant en faculté »**; plus loin on nous conte une bourde cueillie à un oral de bac (mais les jurys de bac d'avant 68 fourmillaient de « perles » — parfois savoureuses — recueillies en philo, en histoire-géographie, en sciences naturelles...)

L'auteur ne craint pas de se contredire : **« Il semble que les analyses de Bourdieu et Passeront (...) ne sont plus aujourd'hui valables, fils d'ouvriers et fils de bourgeois étant maintenant presque aussi démunis devant la littérature. Et si les premiers sont éliminés au profit des seconds, c'est parce qu'ils n'ont pas la même faculté d'adaptation aux mots de la tribu... »** Mais n'est-ce-pas justement cela que démontraient Bourdieu et Passeron!

Reste une dénonciation fort pertinente de certains « petits maîtres » de l'Université : les éternels parasites des recherches des autres; ces intellectuels en peau de lapin qui sévissent dans

d'autres domaines que la littérature ou la linguistique avec une arrogance directement proportionnelle à leur ignorance (voir les « nouveaux philosophes »). Dénonciation tout aussi juste et nécessaire de ce débilo-gauchisme qui confond « jeux de société et visée révolutionnaire ». (D'autres gauchistes, moins débiles sur ce plan, ont compris que plutôt que de « faire éclater le discours », il était plus utile de le monopoliser : c'est tout l'art du noyautage et du terrorisme verbal qui sévit dans certaines assemblées générales). Que l'étiquette « linguistique structurale » récouvre des marchandises d'une qualité douteuse, cela est sûr. Cela ne suffit pas à condamner un instrument d'analyse (ou plutôt des instruments d'analyse) qui ne sont pas aussi dénués d'intérêt qu'on pourrait le croire à la lecture de cet article. Cela n'autorise pas non plus à des raccourcis trop rapides : la linguistique structurale ne se limite pas à Saussure, Troubetskoï et Bloomfield. Son apport à l'analyse littéraire ne se limite pas à la chasse aux voyelles. Roman Jakobson — qui appartiendra successivement aux cercles linguistiques de Moscou, de Prague, de Copenhague, avant d'émigrer aux Etats-Unis — se préoccupe d'emblée de littérature. Il n'est donc pas exact de vouloir faire croire que la linguistique structurale n'aurait été élaborée que **« pour résoudre certains problèmes de la linguistique indo-européenne »** ou **« pour étudier les langues dont le matériel avait été recueilli récemment ».**

Mais laissons cela, qui peut paraître querelle d'initiés. Car l'essentiel n'est pas là. Les questions posées au début de l'article — la littérature peut-elle être enseignée, à qui, quelle littérature, pourquoi (« finalité ») — ne reçoivent aucune réponse précise.

D'ailleurs n'y a-t-il pas d'autres urgences — même pour un professeur de lettres — que de **« définir la littérature et son enseignement dans une société socialiste »** ? Ou plutôt n'y a-t-il pas des problèmes à poser préalablement à celui-là ? Ainsi, avant d'aborder l'enseignement de la littérature, ne faut-il pas s'interroger sur l'enseignement de la langue maternelle (français, mais aussi basque, breton, langues d'Oc, etc., toutes ces langues opprimées de l'hexagone ?) Parler de « niveau », de « meilleurs », implique une norme : qui la définit ? Sur quels critères ? En fait, la question centrale et primordiale n'est-elle pas : quelle école pour une société autogestionnaire ? Un thème à défricher dans un des prochains « Dossiers pour 1978 ».

Jean-François Launay
Vernon

Je reçois aujourd'hui pour la deuxième fois une invitation au réabonnement. Je me permet donc — encore une fois — de vous préciser un point de vue qui seul par sa réalisation me fera réabonner — et j'y suis tout prêt. Je répète que ce qui m'intéresse dans une revue est de trouver le moyen d'exposer ses idées et de les discuter.

Voici donc un résumé de mes idées :

Socialisme. Il semble que le socialisme soit une conséquence directe et du machinisme et de la concentration industrielle qui en est résultée. Le socialisme est affaire de justice entre les hommes (il est vain pratiquement de distinguer entre le socialisme scientifique et le socialisme humanitaire).

On doit partir d'une base indiscutable : les forces de production de la nature sont des propriétés collectives des nations et non des propriétés individuelles. Ceci est un axiome intangible qui résulte du postulat du simple bon sens.

Le second grand principe du monde actuel où la vie humaine dépend surtout du travail allié à la technique, c'est que les forces de production acquises ou créées par l'homme doivent appartenir aux travailleurs, ainsi : les profits s'il y en a, doivent aussi leur appartenir.

La pratique du socialisme doit être constamment guidée par les deux principes de propriété collective de la nature comme de la société. L'ennemi du socialisme est le capitalisme, c'est-à-dire le règne de la monnaie thésaurisée pour en faire un moyen de pression sur les masses. Les réserves précieuses, actuellement l'or et l'argent, ne devraient jamais appartenir qu'à l'Etat qui dans un pays socialiste s'en servirait pour les échanges avec l'extérieur, tous les pays, chaque nation étant une cellule indépendante avec ses caractères propres. Ainsi : pour supprimer le pouvoir dominateur de l'argent, « l'argent » intérieur d'un pays, de notre pays, pourrait et ne devrait être qu'un simple bon de consommation délivré après travail par les sociétés de travailleurs, autogestionnaires mais planifiées par l'Etat. L'économie du pays réglée par l'Etat serait alors au bénéfice des travailleurs — et d'eux seuls. Le capital serait supprimé si les signes extérieurs du travail, c'est-à-dire les bons de consommation, étaient essentiellement temporaires (absolument non capitalisables).

Voilà, il me semble, les principes de base du socialisme que je voudrais voir exposés. Si vous me faites l'honneur de m'adresser un numéro de « Faire » où ces principes seront exposés, avec ou sans ma signature, je m'abonnerai. Je serais heureux — et étant d'accord sur la signification d'étudier et d'échanger les points de vue pratiques qui nous conduiront au socialisme pour « changer la vie ».

M. Legardinier
Saint-Hilaire

« Quand des artisans communistes
se réunissent, leur but
est d'abord l'instruction,
la propagande, etc.
Mais, en même temps,
un nouveau besoin s'éveille en eux,
celui d'avoir du commerce
avec leurs semblables,
et ce qui avait semblé
un moyen devient un but...
Fumer, boire, manger, etc.
ne sont plus les moyens
pour être ensemble,
ne sont plus des liens.
La communion dans leur cercle,
la conversation dont le but
n'est encore que la communion
leur suffisent.
Sur leurs lèvres,
la fraternité humaine
n'est pas une phrase, mais une
vérité et des visages
que le travail a rendus rudes,
émane toute la beauté de l'humain ».
Karl Marx (Manuscrits de 1844)